Agreste Panorama - n° 5 - décembre 2017

Agreste Panorama

Numéro 5 - décembre 2017

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE
L'ALIMENTATION

Bilan conjoncturel 2017

En 2017, une évolution contrastée des productions mais un redressement des prix pour la majorité des grandes cultures et des filières animales contrairement aux fruits et légumes

- Climatologie
- Grandes cultures
- Fruits et légumes
- Vins
- Productions animales
- Intrants
- IAA
- Commerce extérieur agroalimentaire

Editorial

En 2017, une évolution contrastée des productions mais un redressement des prix pour la majorité des grandes cultures (céréales - oléagineux) et des filières animales (bovins, porcins et lait) contrairement aux fruits et légumes pénalisés par la précocité des calendriers de production

Après une fin d'hiver 2016-2017 propice, dans l'ensemble, à la consommation des légumes de saison, le printemps 2017, précoce et plutôt sec mais accompagné de gelées tardives, et l'été chaud et sec, le deuxième le plus chaud depuis 1900, ont impacté à des degrés divers les productions végétales, à l'exception des grandes cultures. La production cumulée d'herbe des prairies a été supérieure à celle de référence (1982-2009) jusqu'en avril, pour s'inverser ensuite jusqu'en septembre en raison de la persistance du stress hydrique, avec des contrastes importants selon les territoires.

Malgré quelques craintes au cours du développement végétatif, les conditions climatiques ont globalement été favorables aux rendements des grandes cultures, en forte hausse en 2017, en particulier pour le blé tendre, le maïs, la betterave et surtout les oléagineux. A la faveur de ces rendements, et malgré la réduction des surfaces de certaines cultures (oléo-protéagineux), la France a renoué avec des niveaux de production élevés, à l'exception du maïs pénalisé par la faiblesse des surfaces, et une qualité satisfaisante. Alors que sur les neuf premiers mois de 2017, les prix français des céréales et des oléagineux ont augmenté sur un an dans un contexte de dépréciation de l'euro en première partie d'année et de récoltes très limitées en 2016, les productions mondiales records pour 2017, notamment en mer Noire pèsent sur les prix mondiaux, et français, de la nouvelle campagne de commercialisation 2017-2018.

En favorisant la précocité des calendriers de production des fruits et des légumes d'été, les températures plutôt clémentes ont provoqué la mise en marché simultanée des récoltes issues des différents bassins de production, rendant leur écoulement d'autant plus difficile (abricot, melon, concombre) que les produits importés arrivaient sur les étals. En effet, si les quelques gelées tardives au printemps ont été pénalisantes pour les fruits à pépin (pommes), cela n'a pas été le cas pour les fruits à noyau (abricot, pêche, cerise). Malgré une demande entretenue par la chaleur de l'été, les prix à la production ont souvent fléchi, entraînant le repli du chiffre d'affaires, à l'exception de celui de la fraise et du melon.

Selon les estimations établies au 1er novembre 2017, la récolte viticole française s'établirait à 36,8 Mhl en 2017, inférieure de 19 % à celle de 2016 et de 18 % à la moyenne 2012-2016. Le gel de printemps et, dans une moindre mesure, l'accentuation de la sécheresse en fin de cycle végétatif ont fortement pesé sur les récoltes, sans toutefois être préjudiciables à la qualité du vin. Bien que précoces puisqu'entamées dès la fin juillet dans certains bassins, et à l'exception du bassin Bourgogne, la quasi-totalité des vendanges ont subi une baisse de récolte (jusqu'à - 33 % dans le Bordelais par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes). Les productions des deux autres plus gros pays producteurs mondiaux, Italie et Espagne, se sont également repliées. La récolte de l'UE serait ainsi l'une des plus faibles depuis le début des années soixante (- 15 % à 140,7 Mhl) et cette faiblesse impacterait largement la production mondiale (- 8 % à 246,7 Mhl, hors jus et moûts), malgré le

dynamisme des récoltes dans l'hémisphère Sud. La France conserverait son rang de second producteur mondial, derrière l'Italie et devant l'Espagne. Contrairement aux prix des vins sans appellation, les prix des vins français AOP ont été dynamiques en 2017. Malgré la hausse des stocks à la production en début de campagne, les prix devraient se maintenir à un niveau élevé avec des récoltes historiquement basses, inférieures à celle de 1991.

L'embellie sur les marchés français des bovins, des porcins et du lait amorcée au second semestre 2016 s'est prolongée en 2017 à la faveur de marchés mondiaux mieux orientés (sortie progressive de crise dans la filière lait, gros bovins et porcins). Ce redressement reste cependant très fragile : consommation de viande des ménages en berne, y compris pour la volaille pour la première fois depuis 2012, échanges extérieurs dégradés pour les filières porcines et avicoles et crise sanitaire aviaire pour la seconde année consécutive. Avec des productions plutôt en recul mais des prix en hausse, la quasi-stabilité du coût des aliments a concouru à alléger les charges des éleveurs et favorisé le rétablissement des marges.

En France, les prix à la production du lait de vache se sont redressés fortement à partir de juillet (+ 12 % sur les neuf premiers mois après - 8 % en 2016) sous l'effet de l'amélioration mondiale des marchés et de la flambée des prix du beurre qui ont battu des records en raison d'une offre insuffisante face à une forte demande. En revanche, ceux de la poudre de lait écrémé pâtissent toujours de stocks européens très importants. Dans un contexte de disponibilités en lait en légère baisse sur les neuf premiers mois (en net redressement depuis août), les transformateurs ont privilégié la production de fromages et crèmes, plus rémunératrice à l'exportation que la poudre de lait. En tant que coproduit partiel des poudres, les fabrications de beurre se sont de ce fait contractées au moment où la demande mondiale repartait à la hausse.

En 2017, l'amélioration de la situation dans la filière lait s'est traduite par un repli des abattages de vaches laitières par rapport au niveau élevé de l'année 2016 alors en pleine crise. A contrario, les abattages de vaches allaitantes ont progressé, surtout à compter du printemps 2017, les éleveurs faisant face à un nombre élevé d'animaux sur les exploitations dans un contexte climatique défavorable pesant sur les disponibilités en fourrage.

Déterminantes pour les prix européens depuis plus d'un an, les exportations porcines de l'UE vers les pays tiers se sont contractées sous l'effet du ralentissement des achats chinois et malgré une certaine réorientation des ventes à destination d'autres pays d'Asie. En conséquence, le redressement des prix du porc, initié au second semestre 2016, s'est infléchi à partir de juin 2017. En moyenne sur les neuf premiers mois de 2017, les cours ont toutefois nettement progressé sur un an (+ 12 % après - 0,1 % en 2016).

Le marché français de la volaille a renoué avec la crise en 2017, pénalisé par le deuxième épisode d'influenza aviaire en deux ans et par les perturbations toujours perceptibles de la détérioration des échanges de poulet « grand export ». La production a globalement reculé, à l'exception de celle de poulet. Malgré une amélioration de l'excédent des viandes de dinde et de canard, le déficit extérieur s'est creusé. Les prix de la volaille (hors canards à gaver) se sont maintenus au sein de filières très intégrées. En revanche, les cours des œufs, déjà élevés et en hausse sur un an au 1er semestre, flambent depuis septembre, la demande en œufs français ayant explosé suite au scandale du Fipronil en Europe.

Sur les neuf premiers mois de l'année 2017, en lien avec le redressement des prix de l'énergie (pétrole) et, à un degré moindre, des aliments pour animaux, les prix de l'ensemble des intrants achetés par les agriculteurs sont repartis à la hausse par rapport à 2016 (+ 0,7 %). Les prix des autres consommations intermédiaires ont eux poursuivi leur repli. Le coût de l'alimentation animale a répercuté, avec retard et dans des proportions moindres (+ 0,4 %), la hausse des cours des matières premières agricoles utilisées en alimentation animale (+ 1,1 %). Dans ce contexte, bien que de façon moins marquée qu'en 2016, les

éleveurs ont réduit la consommation d'aliments industriels, à l'exception de ceux destinés aux bovins, consommation rendue nécessaire par l'embellie de la filière, privilégiant les aliments directement fabriqués à la ferme sur fond de diminution du cheptel porcin et des abattages de volailles. Enfin, les livraisons d'engrais pour la campagne 2016-2017 ont reculé sur fond de cours des céréales toujours déprimés et malgré la diminution des prix de l'azote, des phosphates et des potasses.

Sous l'effet principalement de la bonne tenue des prix des céréales, des oléagineux, et des productions animales, les prix de l'ensemble des produits agricoles mesurés par l'indice des prix des produits agricoles à la production se sont redressés sur les neuf premiers mois de l'année 2017 (+ 4,6 % sur un an après - 0,7 % en 2016).

Grâce essentiellement au dynamisme des fabrications de boissons lié aux demandes intérieure et étrangère, la production des industries agroalimentaires (hors tabac) s'est accrue sur les neuf premiers mois de 2017, contribuant, avec les prix, à la hausse du chiffre d'affaires. Avec des importations en hausse moins importante que les exportations, l'excédent commercial des produits transformés s'est amélioré. En revanche, avec la baisse des exportations de céréales vers les pays tiers consécutive à la mauvaise récolte de l'été 2016, le solde agroalimentaire français en produits bruts s'est lui fortement contracté, jusqu'à devenir déficitaire. Il participe ainsi la nouvelle dégradation de l'excédent global des échanges agroalimentaires qui s'établit à 3,7 milliards d'euros sur neuf mois, en chute de 23 % sur un an.

CLIMATOLOGIE

Les températures de l'hiver 2016-2017 ont été globalement conformes aux normales de saison, malgré un mois de janvier rigoureux. Le printemps plutôt sec et doux a favorisé le développement des cultures d'hiver, mais des gels tardifs ont occasionné des dégâts importants aux vignobles ainsi qu'aux vergers de fruits à pépin. L'été a été le plus chaud depuis 1900. Le déficit pluviométrique important dans le Sud n'a cependant pas eu de conséquence notable sur le rendement des cultures d'été.

Un début d'hiver sec et rigoureux, propice à la consommation des légumes d'hiver

Malgré une pluviométrie retrouvant les normales de saison en février et mars 2017, après un début d'hiver particulièrement sec jusqu'à la fin janvier, l'hiver 2016-2017 restera comme l'un des cinq hivers les plus secs de la période 1959-2017. Côté températures, le mois de janvier a été rigoureux, marqué par plusieurs épisodes de gel, avant le radoucissement de février, et des pics de chaleur en mars, qui s'avère le mois de mars le plus chaud depuis 1957. Au total, l'hiver a été caractérisé par des températures plutôt conformes aux normales. Le gel de janvier a soutenu la demande en légumes d'hiver mais avec le froid, les arrachages ont été plus difficiles et la maturité des légumes a été retardée. Le redoux et le retour de la pluie en février ont accéléré le cycle végétatif des cultures et la mise sur les marchés (salade et chou-fleur), et ont favorisé la pousse de l'herbe.

Un printemps précoce et plutôt sec, des gelées tardives très défavorables à la vigne

A contrario de 2016, le printemps 2017 a été précoce, bénéficiant de températures très clémentes et d'un bon ensoleillement, marqué par des pics de chaleur en mai et juin. Des épisodes de gel ont cependant été enregistrés fin avril. La pluviosité a été globalement déficitaire, mais de façon très contrastée selon les régions : le déficit a dépassé 60 % en Corse, alors que les précipitations ont globalement été proches des normales sur la moitié Sud. Sur la moitié Nord, en revanche, le déficit a été supérieur à 20 %, de la pointe bretonne au nord des Pays de la Loire, ainsi que des Hauts-de-France au Grand Est. En moyenne au niveau national, le déficit pluviométrique a été proche de 15 % entre le 1er mars et le 30 mai, avec un déficit record de 50 % en avril.

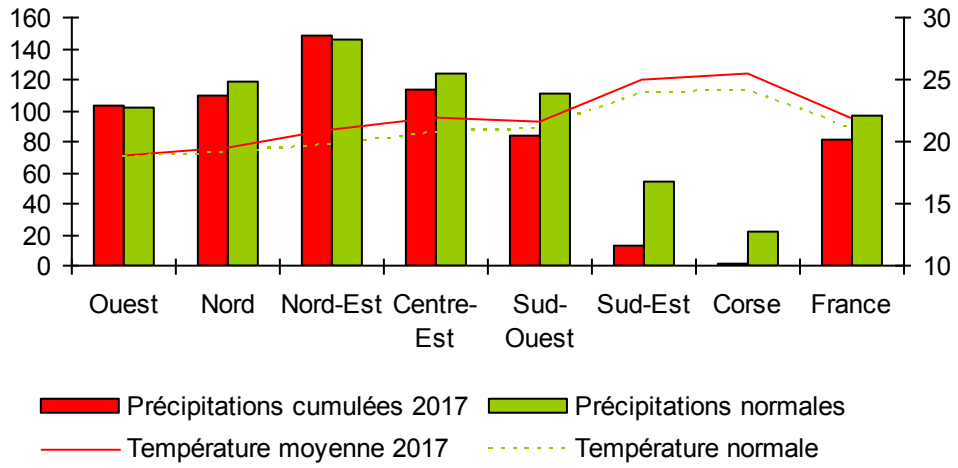
La production cumulée d'herbe, du 20 mars au 20 avril, a été très supérieure à celle de référence (1982-2009). La douceur a été bénéfique à la levée des cultures d'hiver mais la sécheresse du printemps a pu, par la suite, retarder le développement des plants et des racines, aussi bien pour les grandes cultures que les légumes. Elle a également avancé le calendrier de production des cultures pérennes et des légumes. Pour les légumes, l'accélération du développement végétatif (10 à 15 jours par rapport à l'année précédente) a entraîné le télescopage des productions des différents bassins et des offres excédentaires par rapport aux capacités d'absorption de la demande (concombre).

Si les gels de fin avril n'ont que très peu touché la floraison et la nouaison des fruits à noyaux, ils ont occasionné des dégâts importants aux vergers de fruits à pépin et au vignoble. La production de pommes a été affectée, avec une baisse de 4 % sur un an et de 5 % comparée à la moyenne quinquennale mais c'est la vigne qui a subi les plus grosses pertes, le gel de printemps étant survenu à un stade très sensible de son développement. Les régions du Sud-Ouest, des Charentes, d'Alsace et du Jura ont été les plus touchées.

Un été remarquablement chaud, une sécheresse marquée dans le Sud

Les conditions estivales se sont installées dès le mois de juillet, avec plusieurs pics de chaleur, et se sont maintenues en août, en dépit de journées fraîches, notamment dans l'Ouest, faisant de cet été, le deuxième le plus chaud depuis 1900. Au cours de la première quinzaine de septembre, la relative fraîcheur des températures a ralenti la consommation de produits d'été encore abondants à cette période (melon notamment). Elle a également contribué à la baisse des rendements de certains légumes (courgette en particulier). En moyenne, la pluviométrie a été déficitaire, avec toutefois de fortes disparités géographiques. Cet été a été marqué par une quasi-absence de pluie sur les régions méditerranéennes, et un déficit proche des records sur la Corse (- 70 %). En revanche, les précipitations ont été excédentaires en Aquitaine, Champagne-Ardenne, Auvergne et en Île-de-France.

Graphique 1 – Un été remarquablement chaud, sécheresse marquée dans le Sud



Jusqu'au mois d'août, la météo a dynamisé à la fois la consommation et la production des légumes d'été. Dans le cas du melon, la chaleur, en accroissant le mûrissement, a toutefois entraîné un chevauchement de la production des différents bassins et une offre excédentaire. Par ailleurs, les coups de chaleur de l'été ont nécessité un recours accru à l'irrigation et occasionné des pertes importantes (en carotte notamment), voire l'abandon de certaines parcelles pour de nouveaux semis. Dans les Hauts-de-France, le retour des pluies en août a été bénéfique aux rendements des cultures de racines d'endive. La multiplication des amplitudes thermiques a aussi fragilisé la production en quantité et en qualité (fraise, tomate, salade d'été).

Les quelques pluies de juillet ont parfois interrompu les moissons commencées dès la fin juin, voire ont dégradé localement les récoltes dans le Centre-Val de Loire, la Bourgogne Franche-Comté, l'Ile-de-France et la Champagne. Les cultures d'été se sont développées dans un environnement favorable avec une pression parasitaire faible et des pluies au moment opportun. Le déficit en eau n'a pas eu de conséquence notable sur leur rendement (maïs, tournesol, betterave). A l'exception de certaines régions (Lorraine notamment), les rendements des céréales à paille et du colza ont atteint des niveaux très élevés. Le faible niveau des nappes phréatiques a toutefois conduit à des restrictions d'irrigation à certains endroits.

La sécheresse qui s'est accentuée sur les régions méditerranéennes a entamé encore plus le potentiel de production des vignobles, déjà affecté au printemps par le gel. En septembre, la consommation des légumes d'été s'est ralentie en raison de la fraîcheur et les rendements des cultures de plein air ont été pénalisés (salade, courgette). La pousse d'été des prairies, du 20 juin au 20 septembre, a été très inférieure à la pousse de référence (61 %). Tout au long de la campagne, la production d'herbe cumulée a été à la limite du niveau théorique de déficit (moins de 90 % de la production de référence). Le contraste

territorial a persisté, avec une production d'herbe déficitaire du Poitou-Charentes à l'Alsace, et légèrement excédentaire dans la seule région Limousin.

Un début d'automne contrasté : plutôt frais en septembre, particulièrement chaud et sec en octobre

Rompant avec un été exceptionnellement chaud, les températures du début de l'automne ont été en dessous des normales dans la plupart des régions (*graphique 1*). Cette tendance s'est inversée en octobre, avec des températures particulièrement douces dans toutes les régions. Sur une grande partie du pays, les maximales ont souvent atteint des valeurs jamais enregistrées aussi tardivement dans l'année. Les précipitations ont été globalement déficitaires, avec un déficit contrasté en septembre, mais qui s'est accentué et généralisé en octobre à l'ensemble du territoire. Au 1er novembre, l'indice d'humidité des sols est déficitaire sur la majorité du territoire. Il reste cependant légèrement excédentaire sur une bande allant de la pointe de la Bretagne aux Ardennes.

En octobre, la reprise automnale de la pousse d'herbe s'est amorcée sur la majorité du territoire, sauf dans le quart Sud-Est et du Nord de l'Auvergne au Sud des Pays de la Loire. Dans certaines régions de l'Ouest de la France, les précipitations automnales ont été bénéfiques à la production des vignobles et aux vergers de poiriers ou pommiers, compensant partiellement les baisses de production dues au gel.

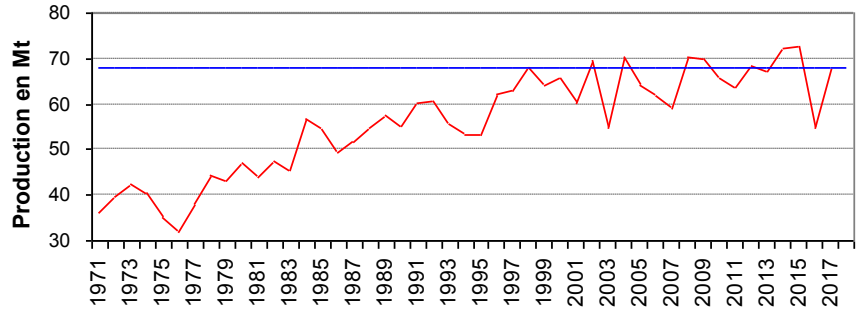
GRANDES CULTURES

En 2017, avec des rendements en hausse, les céréales, les oléagineux et les protéagineux français ont retrouvé un niveau de production comparable à la moyenne 2012-2016 après une année 2016 particulièrement difficile. La récolte française, malgré des grains de bonne qualité, se heurte toutefois à la concurrence d'une récolte mondiale abondante, particulièrement en Russie, qui pèse sur les cours.

Selon les dernières estimations, la récolte de céréales en France augmenterait de 26 % par rapport à 2016, à 68,3 Mt (*graphique 1*), celle des oléagineux de 17,8 %, à 7,4 Mt, et la production de protéagineux de 25 % à 0,96 Mt. Après une météo en 2016 très dommageable pour les grandes cultures, les conditions climatiques de l'année 2017 ont été dans l'ensemble favorables aux récoltes, malgré quelques craintes tout au long de la campagne. L'hiver assez sec et les vagues de chaleur en juin et août ont certainement amoindri les rendements mais ont aussi limité la pression parasitaire. Dans certaines régions, quelques pluies, en mai notamment, ont même permis de retrouver des apports hydriques suffisants.

Bien qu'en léger retrait sur un an, la production mondiale de grains serait la deuxième plus élevée, grâce notamment aux productions russe et ukrainienne records. Cette abondance de grains devrait déboucher sur une concurrence accrue à l'international et exercer une pression à la baisse sur les prix. Pour la première fois depuis cinq ans, la demande assez ferme pourrait induire une baisse des stocks mondiaux, phénomène qui ne suffirait cependant pas à soutenir les prix. En ce début de campagne, les cours des céréales sont en recul par rapport à 2016.

Graphique°1 : reprise de la production française de céréales en 2017



Source : Agreste

Blé tendre : une récolte en forte hausse par rapport à 2016

La production française de blé tendre atteindrait 37,5 Mt en 2017, en hausse de 36 % par rapport à 2016 et de 5,2 % par rapport à la moyenne 2012-2016. Elle serait la plus élevée depuis celle de 2015 (40,8 Mt). Ce rebond de la production en 2017 résulte avant tout de rendements à la hausse, les surfaces ayant très légèrement reculé (5,1 millions d'ha). À 73,5 q/ha, le rendement serait nettement au-dessus de la moyenne 2012-2016 (70,9 q/ha) et proche de la moyenne olympique 2012-2016 (73,9 q/ha). Cependant, dans certaines régions (Lorraine, Auvergne) la canicule et la sécheresse de juin ont perturbé les rendements, qui resteraient inférieurs à la moyenne 2012-2016.

La qualité a été au rendez-vous. D'après l'enquête FranceAgriMer/Arvalis, 69 % du blé tendre est classé en catégorie « Supérieur » ou « Premium ». Le taux de protéine moyen national s'établit à 12,3 % avec 91 % du blé affichant un taux de protéine supérieur à 11,5 %. Contrairement à la campagne précédente, le poids spécifique national moyen, qui reflète la densité des grains, est satisfaisant à 77,2 kg/hl (73 kg/hl en moyenne en 2016). Trois quarts des blés dépassent le seuil de 76 kg/hl. Le poids spécifique est toutefois assez hétérogène sur le territoire du fait de l'intensité variable des pluies intervenues en fin de cycle. Quant au temps de chute de Hagberg, qui mesure l'aptitude à la panification, il est supérieur à 240 pour 85 % des blés tendres. Enfin, la force boulangère, liée en particulier à la teneur en gluten, est en moyenne de 196, dépassant 170 pour 82 % d'entre eux.

Selon FranceAgriMer, les stocks de fin de campagne 2017-2018 atteindraient un niveau élevé, supérieur de 0,4 Mt à la fin de campagne 2016-2017. Les exportations devraient reprendre et revenir à un niveau proche des campagnes 2014-2015 et 2015-2016 vers l'Union européenne, sans toutefois retrouver les valeurs d'avant 2016-2017 à destination des pays tiers.

Au niveau mondial, la campagne se caractérise par une récolte russe très abondante qui s'élèverait à 127 Mt d'après le ministère de l'agriculture russe. A 30 Mt, les exportations russes sont attendues en forte progression sur un an. Dans le même temps, les exportations ukrainiennes seraient elles aussi en nette hausse. La concurrence avec ces blés devrait être d'autant plus forte que leur qualité est bonne (en août 2017, 65 % avaient un taux de protéines supérieur ou égal à 12,5 %) et que les autorités russes semblent vouloir subventionner les transports intérieurs pour faciliter les exportations.

Blé dur : une production record depuis 2012

La récolte de blé dur augmenterait de 24 % sur un an, atteignant 2,1 Mt, soit son plus haut point depuis 2012. La forte hausse du rendement (+ 34 %) explique le niveau élevé de la production en 2017, les surfaces ayant régressé depuis 2016. La région Centre, fortement touchée en 2016 après une forte chute de sa production à 0,215 Mt, dépasserait en 2017 les volumes de 2015 (0,555 Mt en 2017 contre 0,521 Mt en 2015). A l'inverse, la production en Midi-Pyrénées régresserait de 0,490 Mt en 2016 à 0,456 Mt en 2017. Selon l'enquête FranceAgriMer/Arvalis, la qualité des blés durs serait bonne dans le Sud à la faveur d'une fin de cycle très sèche limitant les parasites, contrairement au Centre où les blés durs, récoltés après les pluies de début juillet, sont plus dégradés. Au niveau national, la teneur en protéines s'élève à 14,8 %.

Pour la campagne 2017/2018, les exportations de blé dur sont attendues en hausse de 34 % par rapport à 2016/2017 selon FranceAgriMer et de 6 % par rapport à la moyenne 2012-2016.

Orges : des rendements en progression

En 2017, la récolte d'orges françaises s'établirait 12,2 Mt, en hausse de 17,1 % par rapport à 2016 et de 7,4 % par rapport à la moyenne 2012-2016. Dans un contexte de superficies stables, la croissance est entièrement imputable à l'amélioration des rendements. Ceux-ci resteraient toutefois en deçà des niveaux moyens 2012-2016 (63,4 q/ha contre 64,5 q/ha), avec des disparités régionales importantes. En particulier, la chaleur et la sécheresse pèseraient sur les rendements dans l'Est de la France et en Aquitaine.

La production mondiale d'orge, en léger recul en 2016-2017 par rapport à la campagne précédente (- 1,3 % d'après l'USDA) pourrait de nouveau reculer en 2017-2018, mais plus

fortement (- 4 %) en raison principalement d'une récolte australienne en fort recul du fait de conditions climatiques défavorables. La consommation baisserait en 2017-2018 pour retrouver les niveaux de 2015-2016. Dans ce contexte, les stocks mondiaux devraient fondre de près du quart en 2017-2018 par rapport à la campagne 2016-2017.

Maïs : des surfaces faibles mais des rendements élevés

La récolte française de maïs-grain (y c. semences) serait en hausse d'environ 12 % en 2017 par rapport à la campagne précédente tout en demeurant très en deçà de la moyenne 2012-2016 (- 10 %) du fait de surfaces historiquement très peu importantes. Seuls les rendements ont augmenté (+ 10 % sur un an). A superficie inchangée, la production de maïs-fourrage augmenterait de 12 %, à 17,8 Mt. Comme pour les autres cultures, la sécheresse a entraîné des rendements disparates sur le territoire.

Les exportations françaises de maïs à destination de l'Union européenne progresseraient en 2017-2018 (+ 0,5 Mt par rapport à la campagne précédente), mais de manière insuffisante pour éviter une hausse des stocks français de fin de campagne de 0,4 Mt à 2,4 Mt.

Au niveau mondial, la production de maïs reculerait de 45 Mt en 2017-2018 touchant principalement les Etats-Unis (- 22 Mt) et le Brésil (- 8 Mt). La demande mondiale, en progression, entraînerait une baisse des stocks de fin de campagne (203 Mt contre 235 Mt l'an dernier).

Oléagineux : des rendements record

En 2017, la récolte française d'oléagineux a bondi de près de 18 % sur un an à 7,4 Mt, soit 10 % de plus que le niveau moyen 2012-2016. La baisse des superficies (- 3,5 % sur un an) a été plus que compensée par la hausse de 23 % des rendements.

Avec un rendement de 38 q/ha que les conditions climatiques (sécheresse et vagues de chaleur) n'ont pas entamé, la récolte de colza s'est rapprochée de son record de 2009. Celle de tournesol, en hausse de 36 % sur un an, a souffert de surfaces en fort recul par rapport à la moyenne 2012-2016. Les rendements en tournesol ont toutefois atteint des records à 27,8 q/ha nettement supérieurs à ceux de 1988 (25,8 q/ha), dernier record connu. En 2017-2018, la production de soja grimperait à son plus haut niveau, dépassant pour la première fois les 0,4 Mt (+ 22 % sur un an et + 86 % sur la moyenne 2012-2016).

Protéagineux : une hausse des récoltes malgré le recul des superficies

En 2017, la production augmenterait de 25 %, après une baisse équivalente lors de la campagne précédente, grâce à la hausse de 30 % des rendements, les superficies reculant de 4 %. L'essentiel de ce rebond des récoltes est imputable aux pois protéagineux (+ 34 %), alors que la récolte de féveroles, tout en progressant de 4 % par rapport à 2016, demeure à un niveau historiquement faible (- 18 % par rapport à la moyenne 2012-2016), en raison du manque d'eau, des fortes chaleurs et de problèmes phytosanitaires.

Une offre mondiale importante qui pèse sur les prix des céréales

Après une récolte record en 2016-2017 estimée à 2 133 Mt, la collecte mondiale de céréales 2017-2018 est attendue en léger repli à 2 079 Mt d'après le CIC du fait de rendements en baisse et de surfaces en léger retrait malgré les récoltes record en mer Noire. Le niveau

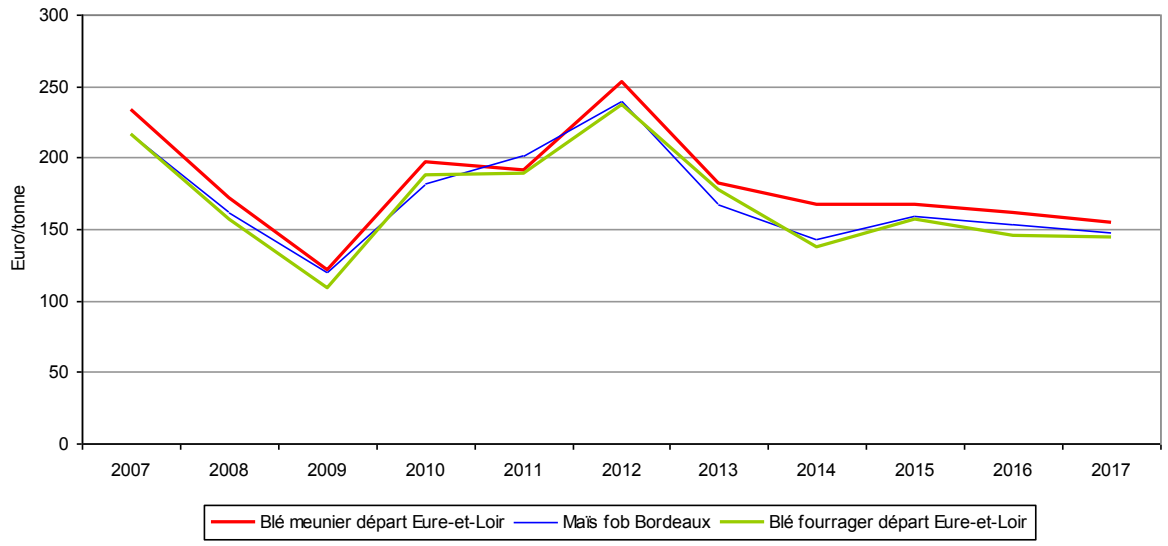
élevé des récoltes russes de céréales combiné à la qualité des grains cette année (127 Mt en 2017 dont 88 Mt de blé tendre) devrait conforter la Russie comme premier exportateur de blé cette année devant les Etats-Unis (33 Mt d'exportations attendues) dans un contexte où les infrastructures logistiques de transport s'améliorent en Russie. Le défi logistique reste toutefois important pour ce pays (stockage à la ferme, capacité et coût du transport ferroviaire, réduction des goulets d'étranglements dans les ports et les détroits très fréquentés). La concurrence induite sur les marchés internationaux par l'abondance des récoltes exerce une pression à la baisse sur les prix, baisse accentuée par la hausse de l'euro face au dollar sur les premiers mois de la commercialisation (+ 12 % depuis le 1er janvier 2017). Le recul des prix pourrait toutefois être limité par une consommation mondiale quasiment étale, avec pour conséquence des stocks de fin de campagne réduits de 523 à 496 Mt.

Après une campagne 2016-2017, caractérisée par des cours en recul pour le blé tendre en raison de la hausse des stocks mondiaux, la quantité et la qualité sont au rendez-vous pour la campagne 2017-2018 mais le contexte international pèse sur les cours. Par rapport à la moyenne des prix sur les quatre premiers mois de la campagne (juillet-octobre), les cours du blé meunier départ Eure-et-Loir baissent sensiblement sur un an : 154,4 €/t contre 161,5 €/t en 2016-2017 qui était déjà un point bas depuis 2009-2010 (*graphique 2*).

Les perspectives de prix pour le blé dur sont plus optimistes. Les cours assez moyens en début d'année 2017 (sous les 210 €/t) sont nettement remontés en juin, atteignant un pic en juillet à 247 €/t, mois au cours duquel a été collectée la moitié des volumes totaux de la campagne. Les prix ont été soutenus par les achats de l'Italie après une mauvaise récolte consécutive à la sécheresse, et ceux du Maghreb. Malgré une chute de 40 % de sa récolte en 2017, le Canada, premier exportateur mondial, continue d'approvisionner le marché mondial, bénéficiant de la qualité exceptionnelle de la récolte 2017 et des stocks élevés issus de celle de 2016. Les exportations du Canada ont ainsi pu augmenter de 20 % en juillet, entraînant une baisse des cours mondiaux.

La demande mondiale en orges est dynamique, particulièrement en provenance de Chine et d'Arabie Saoudite, favorisant les hausses de prix. Ainsi, l'orge de mouture rendu Rouen affiche un prix moyen de 151,1 €/t en octobre 2017 contre 143,2 €/t en juillet 2017.

Graphique 2 : Des prix moyens juillet-octobre du blé et du maïs en baisse depuis cinq ans



Source : La Dépêche

A l'image du blé tendre, les cours du maïs sont orientés à la baisse, sans toutefois retomber sur le point bas de 2014. Les prix sont maintenus bas par les perspectives de récolte américaine (revues à la hausse), mais aussi par l'augmentation des surfaces semées au Brésil et en Argentine (la récolte ayant lieu au printemps 2018). A l'inverse, les moindres récoltes en Ukraine, dans le centre et le sud de l'Europe sont des facteurs de soutien des prix mais aussi un potentiel de débouchés à l'exportation pour le maïs français. L'approvisionnement du marché européen à partir d'importations exerce cependant une forte pression sur les prix. Les cours moyens sur quatre mois (juillet-octobre 2017) sont 4 % plus bas que l'an dernier et 14,4 % en dessous de la moyenne 2012-2016. Les prix se sont maintenus en 2017 au dessus de 160 €/t jusqu'en mai avant d'amorcer une descente pour s'établir en deçà des 145 €/t.

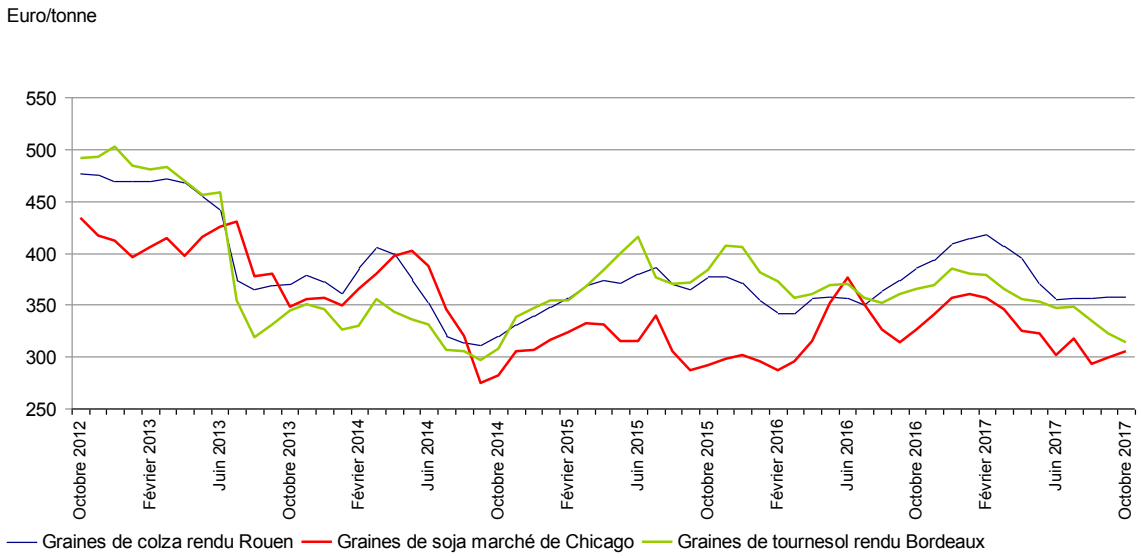
Oléagineux : les prix du soja et du colza résistent mieux que ceux du tournesol

D'après les dernières estimations du CIC, la production mondiale 2017/2018 de **soja** devrait se maintenir à un niveau très élevé (348 Mt contre 350 Mt). Si les rendements reculent, les surfaces récoltées seraient en hausse de 5 %, particulièrement aux Etats-Unis. La consommation devrait, elle, progresser de 4,4 %, tirée par la demande de trituration et les besoins croissants en huile. Cela induirait une légère baisse des stocks mondiaux de 5 Mt qui resteraient toutefois élevés. Le tourteau de soja à Chicago cotait en moyenne à 309,7 $/t en octobre 2017 contre 314,8 $/t un an plus tôt. L'huile de soja, de son côté, est passée de 34,16 cts/livre à 33,54 cts/livre aux mêmes dates. Du fait des parités monétaires, les cours de la graine de soja ont progressé de 298,9 €/t en octobre 2016 à 308,3 €/t en octobre 2017.

Le marché mondial du colza est fortement soutenu par la demande issue de la trituration. Pour la campagne 2017/2018, les surfaces sont en progression. Au Canada, elles pourraient atteindre 9,2 Mha dépassant, pour la première fois, celles en blé. Les superficies en Inde et dans l'Union européenne progresseraient elles aussi. Seules celles de la Chine reculeraient. Dans ce contexte, production et consommation atteindraient des records, contractant fortement le stock final de fin de campagne. La suppression des droits anti-dumping sur les importations de biodiesel argentin dans l'UE devrait être un facteur de baisse des prix en Europe. Jusqu'au mois de mai 2017, les cours du colza rendu Rouen ont été plus élevés que l'an dernier sur la même période. Entre juin et août, les cours ont été stables avant de baisser nettement à partir de septembre. Si en janvier 2017, le cours s'affichait à 414 €/t contre 354 €/t un an plus tôt, en octobre 2017 il n'était plus qu'à 357 €/t, à comparer à celui de 386 €/t d'octobre 2016. Pourtant, des éléments de soutien des prix existent : hausse du prix du pétrole, achats importants des Etats-Unis pour leur production de biocarburant et récolte très décevante en Australie due à une sécheresse sévère.

Les bons résultats des récoltes mondiales de tournesol en 2016/2017 devraient être suivis par une hausse des surfaces en 2017/2018, particulièrement en Russie. La consommation étant attendue en hausse, le ratio « stock final/consommation » devrait continuer à se dégrader nettement cette année pour s'établir en dessous de 5 %. Depuis le début de l'année 2017, les cours de la graine de tournesol rendue Bordeaux sont en baisse régulière, partant de 380 €/t en janvier pour s'établir à 314 €/t en octobre (*graphique 3*).

Graphique 3 : Baisse continue du prix des graines de tournesol en 2017



Source : La Dépêche

Pomme de terre : l'abondance de la récolte 2017 pèse sur les prix

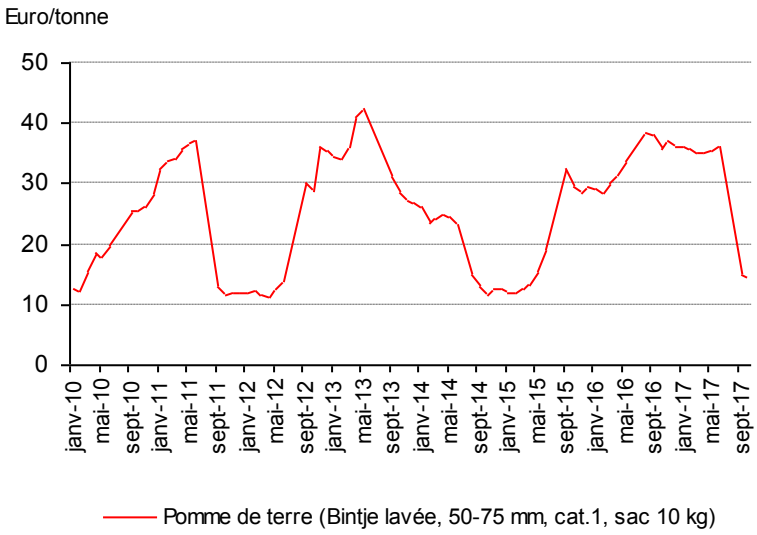
D'après les estimations du SSP, la production de pommes de terre de conservation et de demi-saison (qui représente plus des trois quarts de la production totale de pommes de terre) atteindrait 6,3 Mt en 2017, en augmentation de 21 % par rapport à 2016 et de 19 % par rapport à la moyenne 2012-2016. Cette progression s'explique par la hausse des rendements (+ 12 % par rapport à 2016 et + 2 % par rapport à la moyenne 2012-2016) et par l'augmentation des surfaces (+ 8 % sur un an). En effet, sous l'effet des cours élevés atteints en 2015-2016 puis en 2016-2017, à la suite des deux faibles récoltes de 2015 et de 2016, et d'une demande industrielle en hausse, les agriculteurs ont été incités à planter davantage pour la nouvelle campagne. La récolte de pommes de terre de féculerie s'accroîtrait, quant à elle, de 19 % sur un an, sur fond de hausse des rendements.

La récolte française s'inscrit dans un contexte de production européenne également en hausse selon l'estimation provisoire du Groupement des producteurs de pommes de terre du Nord-Ouest européen (NEPG) établie en novembre 2017 pour les principaux producteurs d'Europe de l'Ouest (France, Grande-Bretagne, Pays-Bas, Allemagne et Belgique). Les récoltes approcheraient les 28,9 millions de tonnes, en progression de 18 % par rapport à 2016 et de 16 % par rapport à la moyenne 2012-2016, dépassant le record de 2014, sous l'effet combiné de l'augmentation des emblavements et des rendements. Malgré certaines difficultés liées au déficit hydrique observé au début du cycle de la culture, le développement des plantes s'est bien déroulé par la suite. Si, globalement, la qualité de la récolte semble plutôt bonne, la teneur en matière sèche serait plutôt basse notamment au Benelux, ce qui impliquerait des rendements moindres en transformation (à produit fini équivalent, il faudrait plus de volumes de pommes de terre que pour une année moyenne).

Après deux campagnes successives marquées par des reculs de production et des progressions de prix, la campagne 2017/2018 devrait être marquée par une baisse des cours français (*graphique 4*). Si, à partir de septembre 2017, anticipant l'offre abondante de la récolte, les prix de la pomme de terre ont chuté, les cours à l'expédition du mois d'octobre se sont stabilisés sans toutefois retomber aux niveaux de 2014/2015. Malgré des problèmes de matière sèche, la demande intérieure soutenue, particulièrement dans le secteur de la

transformation, ainsi que le dynamisme des produits finis à destination des pays tiers devraient limiter le recul des prix à la production.

Graphique 4 - Avec une récolte 2017 abondante, les cours de la pomme de terre devraient baisser sans toutefois retomber au niveau de la campagne 2014/2015



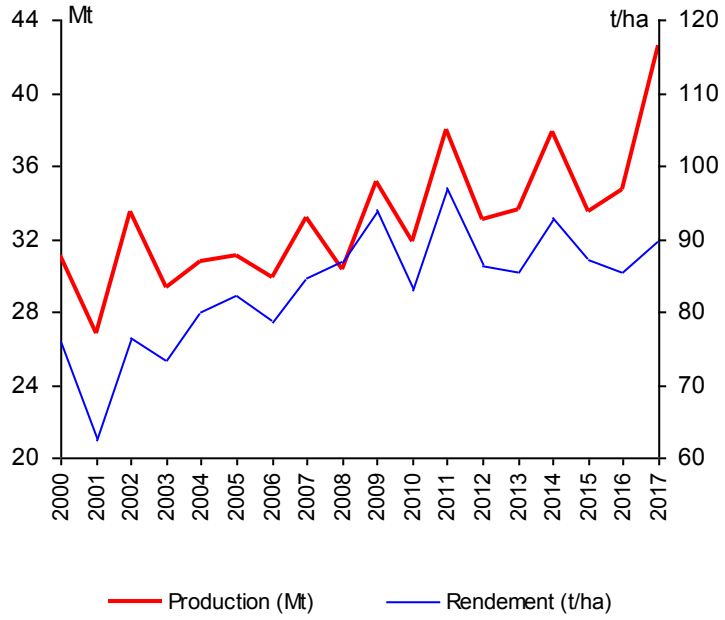
Sources : FranceAgriMer, RNM

Sucre : en 2017/2018, première campagne sans quotas, la hausse des récoltes betteravières et de la production de sucre en France et dans l'UE intervient dans un contexte de prix orientés à la baisse.

Conséquence de la fin des quotas sucriers dans l'Union européenne au 30 septembre 2017, les surfaces betteravières semées pour 2017 ont augmenté fortement, aussi bien au niveau français (473 000 ha) que communautaire.

En France, les semis se sont globalement déroulés dans de bonnes conditions. Par la suite, malgré une météo plus sèche que d'habitude, les cultures se sont développées correctement et le potentiel de rendement n'a pas été affecté. En effet, les betteraves touchées par la sécheresse l'ont été à un stade plutôt précoce de leur développement, lorsque leur besoin en eau était encore assez faible. Les rendements, estimés entre 90 t/ha et 94 t/ha, augmenteraient de 5 % par rapport à la récolte 2016 (85,5 t/ha) et de 3 % par rapport à la moyenne 2012-2016. Cette hausse combinée à la progression importante des surfaces permettrait à la récolte betteravière d'atteindre 42,6 Mt en 2017 (+ 23 % par rapport à la production 2016 et par rapport à la moyenne 2012-2016) (*graphique 5*).

Graphique 5 - Forte hausse de la récolte française de betterave en 2017



Source : Agreste (SAA de 2000 à 2016 - Conjoncture pour 2017)

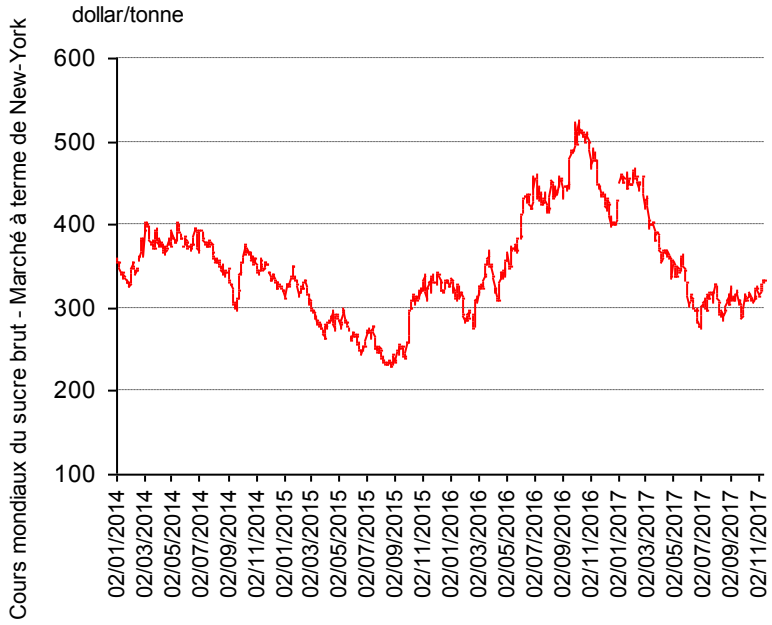
La production française de sucre en 2017 a augmenté de manière parallèle à 6 Mt de sucre de betteraves auxquelles il faut ajouter 0,23 Mt de sucre de canne produit dans les DOM, selon les dernières estimations.

D'après les professionnels du secteur, pour la campagne 2017/18, l'Union européenne dont la production de sucre (y compris les sirops destinés à la fabrication d'éthanol) s'élèverait à 20,1 Mt selon la Commission (après 16,8 Mt en 2016/17) du fait de la hausse des surfaces et des bons rendements betteraviers dans le Nord de l'UE, resterait le premier débouché pour le sucre français (environ les deux tiers de la production dont la moitié sur le marché hexagonal).

Selon les mêmes sources, un sixième de la production française 2017 serait écoulée sur le marché mondial, dont les caractéristiques de marché sont baissières : hausse de la production dans les pays exportateurs (Brésil, Thaïlande, Inde et UE) ou importateurs (Chine), forte baisse prévue des importations mondiales (notamment de la part de la Chine, premier importateur mondial), consommation mondiale en hausse mais nettement moins que la production. Enfin, un sixième de la production devrait concerner la fabrication d'éthanol mais le suivi des marchés post-quotas ne permettra plus de distinguer les utilisations industrielles.

Dans ce contexte, si la visibilité sur l'équilibre du marché 2017-2018 du sucre reste réduite pour cette première campagne post-quotas, la pression sur les prix exercée par les excédents mondiaux et communautaires devrait être une tendance forte (*graphique 6*).

Graphique 6 - Progression des cours mondiaux du sucre depuis octobre même s'ils restent très éloignés des niveaux de la campagne précédente



Source : FranceAgriMer

FRUITS ET LEGUMES

En 2017, avec des volumes de production variables mais parfois en nette hausse sur un an sous l'effet d'un printemps précoce et bien ensoleillé, les cours d'un grand nombre de fruits et de la plupart des légumes ont diminué sur un an (hormis la fraise et la courgette) contribuant au repli du chiffre d'affaires à l'exception de celui du melon. Les productions d'été en provenance des différents bassins mais également de l'étranger se sont souvent télescopées sur les étals et les excédents ont été difficiles à écouler (abricot, melon, concombre), malgré une demande stimulée par un été chaud.

Avec des températures dans l'ensemble conformes aux normales pendant l'hiver 2017, la demande a été soutenue en légumes d'hiver, tout en rendant les arrachages plus difficiles ou retardant la maturité des légumes. Le redoux et le retour des pluies en fin d'hiver ont accéléré le cycle végétatif des cultures (salade, chou-fleur). Avec l'arrivée d'un printemps précoce et bien ensoleillé, la croissance des légumes d'été a bénéficié de conditions favorables malgré une pluviosité insuffisante pour les racines et les plants, notamment en avril. Les gelées tardives ont pénalisé les vergers de fruits à pépin (pommes) mais n'ont que très peu touché ceux des fruits à noyau (abricot, pêche, cerise) au moment de la nouaison et de la floraison. Ces températures plutôt clémentes ont entraîné une précocité des calendriers de production et la mise en marché simultanée des récoltes issues des différents bassins de production, rendant leur écoulement d'autant plus difficile (melon, concombre) que les produits importés arrivaient sur les étals. Les conditions estivales ont stimulé la consommation des fruits et des légumes d'été mais les pics de chaleur ont aussi fragilisé les récoltes et la qualité des produits (salade, fraise, pomme). La fin d'été plus fraîche et pluvieuse a été bénéfique aux racines d'endive mais a fragilisé les productions comme celles de courgettes. Les surfaces sont restées relativement stables, à l'exception de celles de la pêche, de la carotte et à un moindre degré, de la poire et de la laitue.

Tableau 1 - En 2017, des chiffres d'affaires en retrait sur un an pour la plupart des légumes et des fruits

		Indice du chiffre d'affaires *		Indice de prix *		Indice de production *		Indice de surface *	
	Campagne	**Ecart en % à 2016 ou à 2016/2017**	Ecart en % à la moyenne quinquennale 2012-2016 ou 2012/13-2016/17	**Ecart en % à 2016 ou à 2016/2017**	Ecart en % à la moyenne quinquennale 2012-2016 ou 2012/13-2016/17	**Ecart en % à 2016 ou à 2016/2017**	Ecart en % à la moyenne quinquennale 2012-2016 ou 2012/13-2016/17	**Ecart en % à 2016 ou à 2016/2017**	Ecart en % à la moyenne quinquennale 2012-2016 ou 2012/13-2016/17
Fruits									
Cerise	mai-juil. 2017	**-8,9**	**0,0**	**-16,3**	**0,5**	**8,8**	**-2,2**	**-0,5**	**-2,1**
Pêche	juin-sept. 2017	**-2,2**	**-4,4**	**-5,9**	**0,3**	**4,1**	**-4,9**	**-1,3**	**-9,7**
Abricot	juin-août 2017	**-12,1**	**-23,4**	**-36,6**	**-28,3**	**38,9**	**4,7**	**0,2**	**-0,5**
Fraise	mars-sept. 2017	**1,0**	**6,7**	**3,7**	**4,3**	**-2,6**	**2,3**	**-1,0**	**1,0**
Pomme	août 2017 - juin 2018	**-2,4**	**-4,0**	**1,8**	**1,5**	**-3,7**	**-5,1**	**1,7**	**-0,4**
Poire	juil. 2017 - avril 2018	**1,2**	**8,6**	**0,2**	**9,5**	**1,1**	**-1,4**	**-3,5**	**-6,8**
Légumes									
Tomate en frais	fév.-déc. 2017	**-12,0**	**-5,1**	**-2,8**	**-1,8**	**-9,4**	**-3,2**	**0,5**	**-0,9**
Concombre	janv.-oct. 2017	**-5,5**	**2,8**	**-7,9**	**-2,2**	**2,7**	**5,3**	**1,2**	**2,9**
Courgette	avril-oct. 2017	**-9,8**	**-5,7**	**5,3**	**6,7**	**-14,5**	**-12,2**	**-2,2**	**-1,8**
Melon	mai-sept. 2017	**3,0**	**5,2**	**-9,1**	**-1,8**	**13,4**	**7,2**	**0,4**	**-2,2**
Laitue	mai 2017 - avr.2018	**-1,5**	**-42,3**	**-0,2**	**-11,1**	**-1,3**	**-31,3**	**-3,0**	**-5,4**
Carotte en frais	mai 2017 - avr.2018	**-3,9**	**-23,3**	**-5,1**	**-19,5**	**1,3**	**-3,7**	**-33,3**	**-8,9**
Poireau	mai 2017 - avr.2018	**-15,7**	**-3,6**	**-24,9**	**-11,9**	**12,3**	**9,5**	**2,2**	**-1,6**
Chou-fleur	juin 2017 - mai 2018	**-16,5**	**-0,9**	**-28,6**	**-3,2**	**17,0**	**1,1**	**-0,9**	**-4,4**
Endive chicon	sept. 2017-août 2018	**-5,8**	**-0,8**	**-0,9**	**13,5**	**-5,0**	**-13,2**		

Champ : France métropolitaine

Source : Agreste

* La période de calcul des indices s'étend du premier mois de campagne à octobre 2017

Note de lecture : Tomate en frais : la campagne s'étend de février à décembre 2017. L'ICA de la tomate en frais, sur la période février-octobre 2017, a diminué de 12 % par rapport à février-octobre 2016. L'écart par rapport à la moyenne quinquennale sur cette même période février-octobre est de - 5 %. Pour les fruits et les légumes dont la campagne s'achève avant octobre 2017 (exemple la cerise), l'évolution est calculée sur la période allant du premier mois au dernier mois de campagne, soit par exemple pour la cerise de mai à juillet 2017.

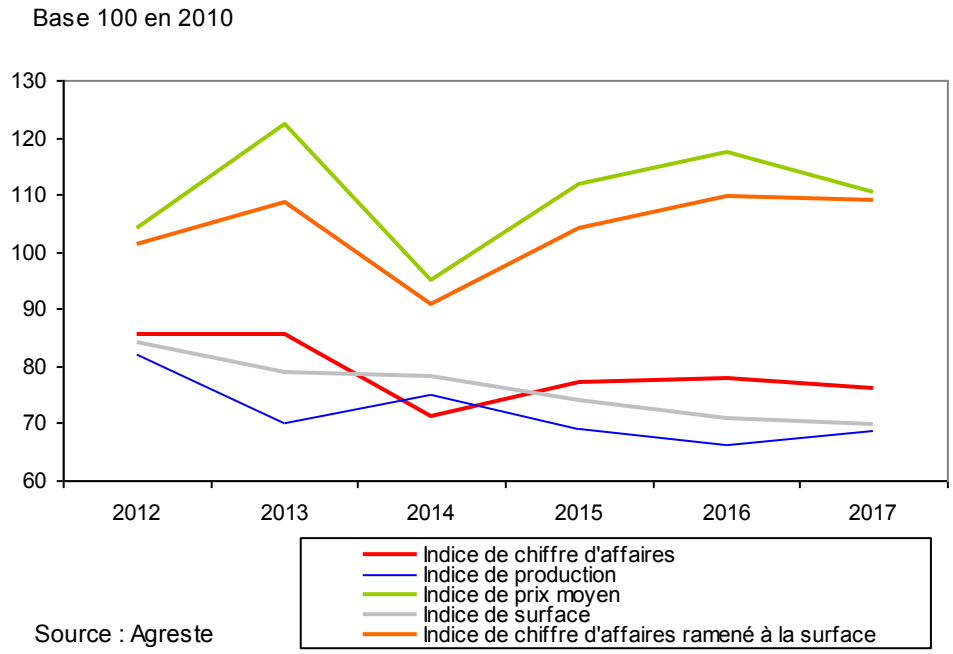
Pêche : le chiffre d'affaires national de la pêche a résisté

Dans un contexte de déclin des superficies, la production française de pêches et nectarines (214 000 t) a augmenté de 4 % sur un an au niveau national, mais reculé de 5 % par rapport à la moyenne 2012-2016. En PACA, deuxième région productrice avec 31 % de la production nationale, la hausse de la production a même été supérieure à la moyenne nationale (+ 8 % sur un an), conséquence d'une floraison abondante et de températures élevées. La récolte européenne a également progressé (+ 12 % par rapport à celle de 2016 et + 6 % comparée à la moyenne 2011-2015), grâce à des conditions climatiques plus favorables qu'en 2016.

Avec des cours moyens en baisse de 6 % sur un an mais dans la moyenne des cinq dernières années, la commercialisation de la pêche française (mai à septembre) a été relativement fluide, portée par un début d'été chaud. Elle tranche avec les conditions difficiles dans les autres pays européens (Espagne et Italie) à l'origine d'une nette baisse des prix et des mesures de retrait (Espagne, notamment en pêches plates). Les importations françaises en provenance d'Espagne, concentrées de mai à juin, ont progressé de 6 % sur la campagne. La production espagnole, constituée au fil des ans d'une part croissante de pêches plates, semble moins concurrentielle que complémentaire à la production française de pêches et nectarines, qui se distingue par des produits de milieu et haut de gamme, et par un développement significatif de l'agriculture biologique (7 % des surfaces totales de pêches-nectarines, en progression de 10 % par an selon FranceAgriMer).

Le chiffre d'affaires national de la pêche s'est légèrement contracté de 2 % sur un an et de 4 % comparé à la moyenne 2012-2016, en lien direct avec la baisse des surfaces depuis 2012 (- 4 % par an) (*tableau 1* et *graphique 1*). Ramené à l'hectare, le chiffre d'affaires s'est établi 6 % au-dessus de la moyenne des cinq dernières campagnes. En Vallée du Rhône, le chiffre d'affaires par hectare a été inférieur de 2 % à la moyenne 2012-2016. En revanche, il a progressé de 4 % en Languedoc-Roussillon et de 13 % en PACA.

Graphique 1 - En 2017, le chiffre d'affaires de la pêche a légèrement diminué



Source : Agreste

Abricot : le chiffre d'affaires pénalisé par la chute des prix

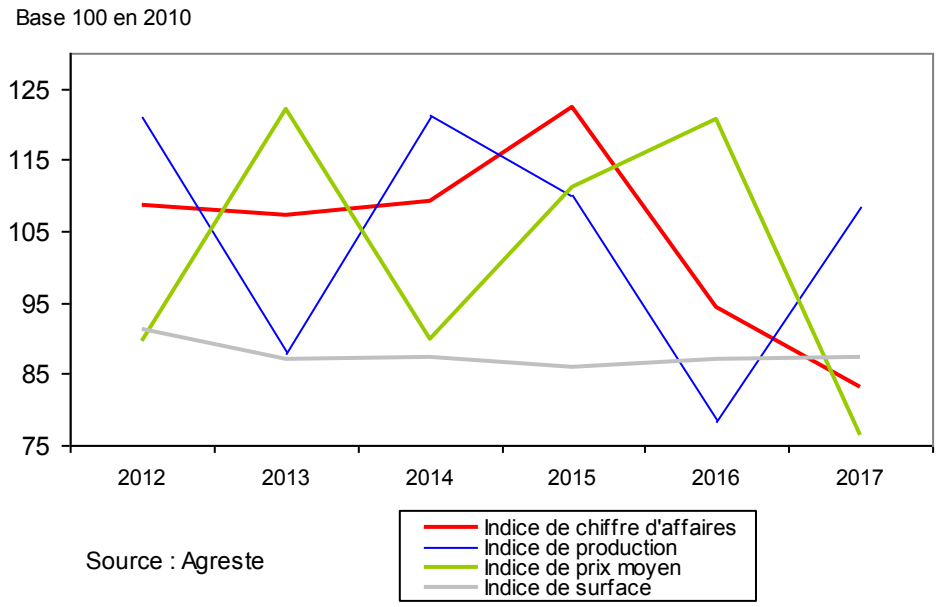
En 2017, la récolte d'abricots a progressé sur un an (+ 39 %) pour s'établir 5 % au-dessus de la moyenne 2012-2016, dans un contexte de stabilité des surfaces des vergers sur un an et de léger recul par rapport à la moyenne 2012-2016. Le printemps 2017, relativement chaud, a permis une avance du calendrier de production, à l'inverse de la campagne précédente et les gelées d'avril 2017 ont peu pénalisé les vergers. En Vallée du Rhône, la production a été particulièrement dynamique (+ 75 % sur un an et + 6 % par rapport au

niveau moyen). La production européenne d'abricots en 2017 a dépassé de 10 % la récolte moyenne des cinq dernières années et de 17 % celle de 2016 marquée par un net repli consécutif à des conditions climatiques défavorables. Seule la récolte espagnole a baissé sur un an (- 17 %), en raison des pluies et du gel, tout en se maintenant 13 % au-dessus de la moyenne 2011-2015.

Sur la campagne 2017 (juin à août), les prix à la production ont été inférieurs de 37 % à ceux de 2016 et de 28 % à la moyenne des cours 2012-2016. La commercialisation de l'abricot a pâti de la concurrence, dès le début de campagne, des importations espagnoles issues d'une récolte plus tardive cette année, d'une consommation insuffisante par rapport à une arrivée massive sur les marchés des différentes variétés, d'une sous-maturité de certains lots, et d'exportations qui, bien qu'en forte hausse (+ 28 % sur un an et + 1 % comparée à la moyenne 2012-2016), n'ont pas permis de compenser le manque de dynamisme du marché intérieur.

Au niveau national, malgré la hausse de la production, le chiffre d'affaires 2017 de l'abricot s'est contracté de 12 % sur un an et de 23 % comparé à la moyenne 2012-2016 *(tableau 1 et graphique 2)*. Il s'agit de la deuxième année consécutive de baisse. Seule la Vallée du Rhône a enregistré une hausse de son chiffre d'affaires sur un an (+ de 5 %), après une production déficitaire en 2016, tout en demeurant en deçà de la moyenne 2012-2016 (- 26 %).

Graphique 2 - En 2017, le chiffre d'affaires de l'abricot a pâti de la chute des cours



Source : Agreste

Cerise : en 2017, les prix et le chiffre d'affaires de la cerise se sont contractés

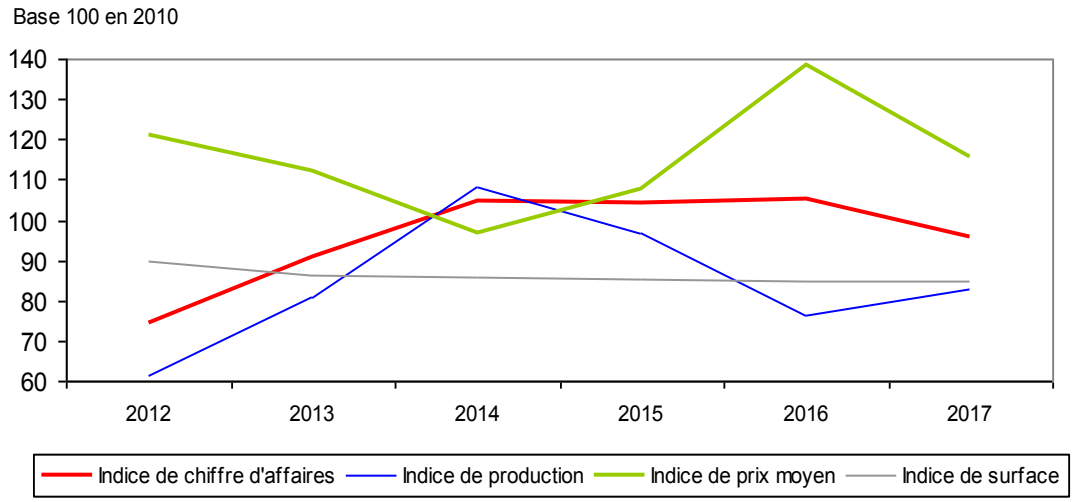
La récolte française de cerises, démarrée précocement fin avril, est estimée à 36 200 tonnes ; bien qu'en hausse de 6 % par rapport à 2016, elle sera parmi les plus faibles des dix dernières années. En région PACA, la production a baissé de 8 % sur un an et de 7 % par rapport à la moyenne 2012-2016, en raison de pertes consécutives au gel, aux intempéries et aux attaques de mouches drosophiles.

Sur l'ensemble de la campagne 2017 (mai à juillet), les prix à la production de la cerise ont diminué de 16 % par rapport à ceux de la campagne précédente, tout en restant proches des cours moyens 2012-2016 (+ 1 %). Sous l'effet d'une offre en variétés précoces réduite par une pluviométrie défavorable, les cours ont été plus soutenus en début qu'en fin de campagne plutôt marquée par des volumes plus importants.

Le chiffre d'affaires de la cerise s'est replié de 9 % sur un an au niveau national tout en se maintenant au

niveau de la valeur moyenne 2012-2016 (*tableau 1 et graphique 3*). Cette évolution globale masque cependant des différences importantes entre régions. En PACA, première région productrice avec près de la moitié des volumes nationaux, le chiffre d'affaires a baissé de 24 % sur un an et de 8 % par rapport à la moyenne 2012-2016, en raison d'une production en net recul sur un an (- 8 %).

Graphique 3 - En 2017, le chiffre d'affaires de la cerise s'est replié raison de la baisse des prix



Source : Agreste

Fraise : le recul de la production a été compensé par la hausse des cours

Pour la campagne 2017 (mars à juillet), la production de la fraise destinée au marché du frais (58 000 tonnes) a reculé de 3 % sur un an tout en progressant de 2 % par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes sur des surfaces en léger repli (- 1 % sur un an). Les amplitudes thermiques dues au gel de fin avril et aux épisodes de canicule de mai et juin ont fortement pénalisé la qualité et la quantité des fruits. Les volumes récoltés ont été en retrait par rapport à 2016 tout au long de la campagne et notamment au moment des traditionnels pics de production (mi-mai et mi-juillet).

Malgré une offre limitée, la campagne a débuté en mars avec des prix situés en dessous de la moyenne 2012-2016, la demande étant encore peu présente. En mars, la fraise ronde, arrivée en avance sur les étals, a même été déclarée en crise conjoncturelle par le RNM (Réseau des nouvelles des marchés). En juin, alors que la récolte printanière se terminait avec un peu d'avance, la météo estivale a soutenu la demande pour ce produit très météo-sensible, en dépit de la concurrence des autres fruits d'été déjà présents sur les marchés. Sur fond de concurrence espagnole moins vive en raison des difficultés climatiques dans ce pays au cours de l'hiver et du printemps 2017, les prix français ont été supérieurs de 4 % à 2016 et à la moyenne 2012-2016. Selon le Kantar Worldpanel, la consommation de fraises par les ménages a reculé de 10 % par rapport à l'année précédente et de 11 % par rapport à la moyenne 2012-2016 sur les sept premiers mois de 2017.

Sur la campagne, avec des prix moyens en hausse et malgré des récoltes en repli, le chiffre d'affaires de la fraise a très légèrement augmenté sur un an (+ 1 %) et plus fortement par rapport à la moyenne 2012-2016 (+ 7 %) *(tableau 1).*

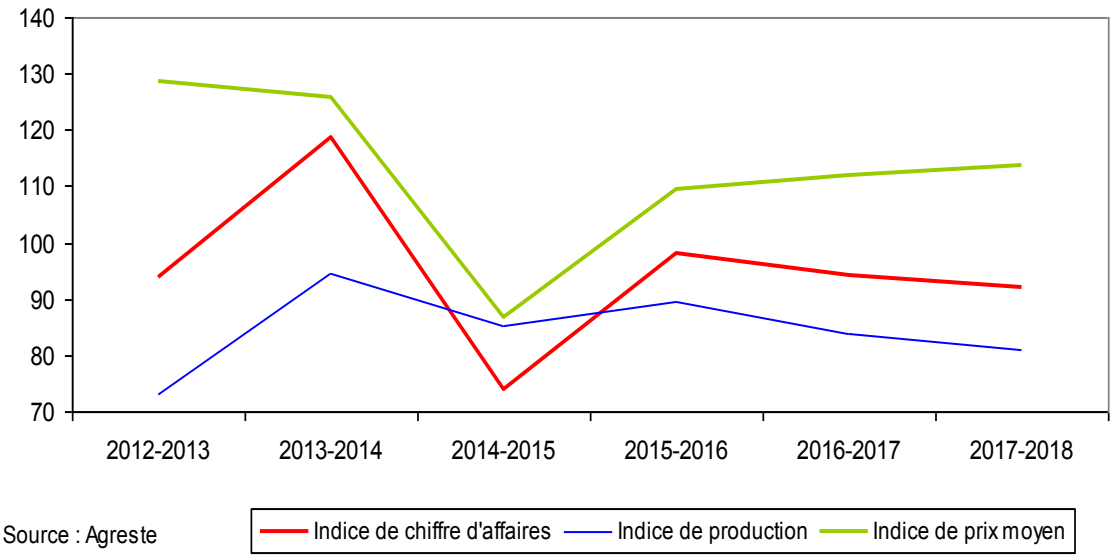
Pommes – poires : En début de campagne 2017-2018, des cours au-dessus de la moyenne 2012-2016 pour la pomme et la poire, dans un contexte de production amoindrie par le gel

A la suite de la baisse déjà constatée en 2016, la production de pommes (1,47 Mt) reculerait de 4 % par rapport à 2016, dans un contexte de légère progression des superficies. La baisse concernerait plus

particulièrement la variété Golden (- 16 %) et les régions du Sud-Est, touchées par la vague de gel printanier, puis par la canicule estivale : Auvergne-Rhône-Alpes (- 14 %) et PACA (- 10 %). La production européenne de pommes chuterait de 21 % par rapport à 2016 et de 19 % par rapport à la moyenne 2012-2016, s'établissant à son plus bas niveau depuis 10 ans. Les variétés Golden (- 18 % sur un an) et bicolores seraient principalement concernées par cette baisse. Le gel aurait notamment occasionné des pertes en Italie, Allemagne, Belgique et Pologne.

Sur les trois premiers mois de la campagne 2017-2018, dans un contexte de petite récolte, les cours de la pomme sont supérieurs de 1 % à ceux de 2016. Le marché intérieur de ce début de campagne est peu actif en pommes de table en raison de la concurrence des fruits d'été dont la consommation est stimulée par des températures élevées. Sur les deux premiers mois de campagne (août et septembre), la consommation des ménages diminue de 3 % sur un an et de 8 % par rapport à 2012-2016, selon le panel Kantar. En revanche, le marché de la pomme « industrie » est particulièrement dynamique (+ 30 % en volume par rapport à 2016 en début de campagne 2017-2018). La bonne tenue de la filière de transformation s'explique par d'une part, par une proportion plus élevée que les années précédentes de pommes françaises présentant des défauts visuels provoqués par le gel printanier et pouvant difficilement être écoulées sur le marché du frais et, d'autre part, par un report des industriels vers un approvisionnement français, en raison du déficit important de pommes en Europe. En outre, en octobre, les exportations sont favorablement orientées vers l'Allemagne, le Benelux ou les pays scandinaves, même si elles sont encore faibles à destination du Royaume-Uni, de l'Espagne ou du Moyen-Orient. Après leur repli en 2016, les volumes exportés vers l'Union européenne sur la période de juillet à septembre 2017, gagnent 11 % sur un an, se situant 9 % au-dessus de la moyenne 2012-2016. En revanche, les exportations poursuivent leur baisse vers les pays-tiers (- 14 % sur un an et - 28 % par rapport à la moyenne 2012-2016), notamment vers le Moyen-Orient. Les restrictions à l'importation intervenues au printemps 2017 vers le marché algérien sont pénalisantes pour la filière, notamment pour la variété Golden. Sur les trois premiers mois de la campagne 2017-2018, le chiffre d'affaires national cumulé de la pomme se replie (- 2 % sur un an et - 4 % par rapport à la moyenne) (*graphique 4*).

Graphique 4 - Sur les trois premiers mois de campagne de commercialisation, l'augmentation des prix des pommes ne suffit pas à compenser le recul de la production



Source : Agreste

De leur côté, les poires françaises (130 700 tonnes en 2017) ont été relativement épargnées par les aléas climatiques, excepté en région Auvergne-Rhône-Alpes, pénalisée par le gel, la grêle et la canicule. La production nationale enregistre une timide hausse de 1 % sur un an, et s'établit 1 % au-dessous de la moyenne 2012-2016. La récolte européenne 2017 serait proche de la récolte 2016 (- 1 %) mais inférieure de 4 % à la moyenne 2012-2016. Elle serait en baisse plus marquée pour la plupart des variétés cultivées en France : William's (- 6 %), Doyenne du Comice (- 36 %), Conférence (- 7 %) et Passe-Crassane (- 12 %). Aux

Pays-Bas, deuxième producteur européen, la production serait en net repli (- 18 %).

Sur la période de juillet à octobre 2017, les cours des poires ont été relativement soutenus : stables sur un an, mais se situant 10 % au-dessus de la moyenne 2012-2016. Au tout début de leur commercialisation en octobre, les cours des poires d'automne sont également soutenus (+ 12 % sur un an et + 15 % par rapport à la moyenne 2012-2016). Sur les trois premiers mois de campagne (de juillet à septembre), les volumes exportés de poires gagnent 18 %, sur un an, mais s'établissent 3 % au-dessous de la moyenne 2012-2016.

Pour la troisième année consécutive, le chiffre d'affaires national de la poire progresse (+ 1 % sur un an et + 9 % sur 5 ans). Ces évolutions sont à relativiser dans la mesure où elles ne portent que sur les premiers mois de campagne.

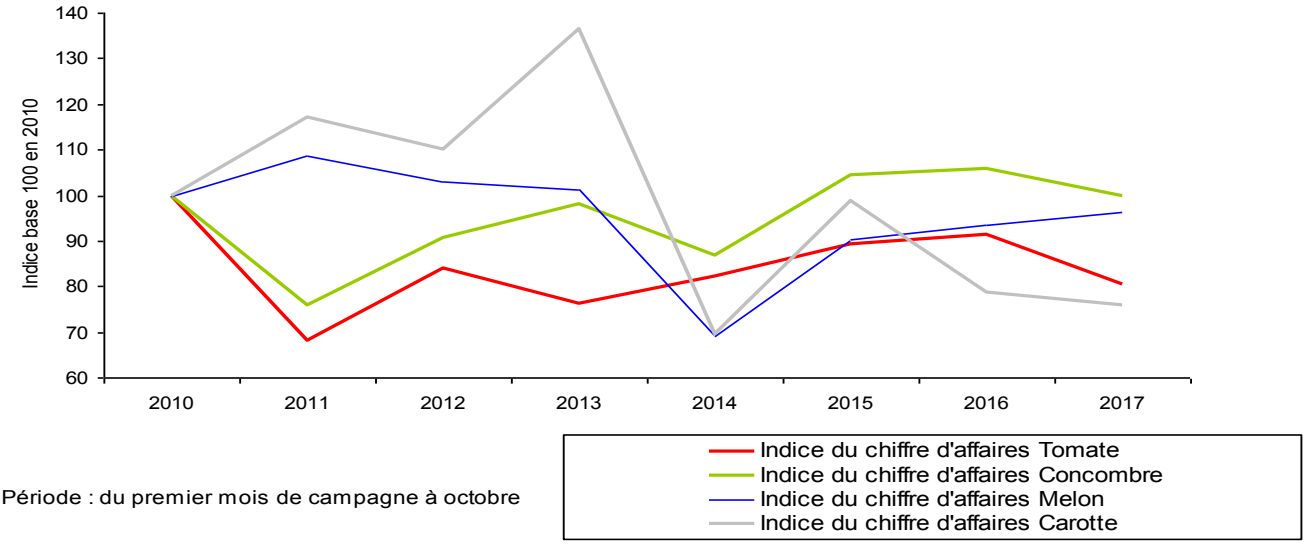
Tomate : un chiffre d'affaires en repli en raison d'une commercialisation rendue difficile par une demande insuffisante

Selon les estimations du SSP au 1er novembre, la production de tomates pour le frais lors de la campagne 2017 (février à décembre), s'établirait à 568 600 tonnes, en diminution de 3 % par rapport à la moyenne 2012-2016 et de 9 % par rapport à la campagne précédente malgré des surfaces nationales stables. Ce repli serait essentiellement imputable à la forte baisse des rendements dans le bassin Ouest (- 22 %), premier bassin producteur de tomates cultivées essentiellement sous serre. Les variétés de petit calibre, susceptibles d'être mieux valorisées, auraient été privilégiées. La production diminuerait également dans le bassin Centre-Ouest. Seule la production du Sud-Ouest progresserait, en lien avec les surfaces.

Avec un repli de 7 % sur un an et par rapport à la moyenne 2012-2016, les achats des ménages mesurés sur les huit premiers mois de l'année (panel Kantar) ont pesé sur les prix, en recul de 3 % sur un an et de 2 % par rapport aux cours moyens. Hormis en tout début de saison et au mois de juin, les prix de la tomate (variétés rondes et allongées) ont été systématiquement inférieurs à 2016 et à la moyenne des cours 2012-2016. L'amélioration a toutefois été sensible à partir d'août avec la réduction progressive de l'offre. Sur la période de février à septembre, le déficit commercial s'est réduit : bien que les exportations aient été un peu moins dynamiques qu'en 2016 (- 2 %), les importations ont connu une réduction plus marquée (- 4 %) du fait du net recul des apports espagnols et malgré la progression des apports marocains, notre principal fournisseur.

Sur la période de février à octobre, avec un repli de la production et des prix, le chiffre d'affaires de la tomate baisserait de 12 % sur un an et de 5 % par rapport à la moyenne 2012-2016 *(tableau 1 et graphique 5).*

Graphique 5 : un chiffre d'affaires du melon en hausse modérée en 2017 et en recul pour la tomate



Période : du premier mois de campagne à octobre

Source : Agreste

Concombre : un chiffre d'affaires pénalisé par la chute des cours

Avec 129 900 tonnes, la production de concombres sur la campagne 2017 (janvier à novembre) serait en hausse de 3 % sur un an, dans un contexte de légère augmentation des surfaces, et de 5 % par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes.

A partir de mars 2017, les cours ont commencé à s'infléchir à la baisse avec la montée en puissance de la production et son écoulement difficile sur le marché intérieur et à l'exportation, malgré une concurrence espagnole moins présente. Les dons et les destructions pour réduire les apports ainsi que les opérations promotionnelles n'ont pas permis d'endiguer la chute des cours. Le légume a été déclaré en crise conjoncturelle à plusieurs reprises. Sur un an les prix se sont contractés de 8 %.

Sur la période de janvier à octobre, la hausse de la production n'ayant pu compenser le recul des prix, le chiffre d'affaires du concombre a diminué de 5,5 % sur un an, tout en restant supérieur de 3 % à la moyenne 2012-2016 *(tableau 1 et graphique 5).*

Melon : un chiffre d'affaires en hausse en dépit de la faiblesse des cours

Lors de la campagne 2017 (mai à septembre), la production de melons (280 100 tonnes) a progressé de 13 % sur un an et de 7 % par rapport à la moyenne 2012-2016 sur des surfaces (13 600 ha) en très légère hausse. La production a été précoce, grâce à des conditions climatiques favorables à la maturation et à la qualité des fruits mais a entraîné un télescopage des récoltes sur les étals tandis que la concurrence étrangère marocaine puis espagnole, toujours très présente sur les marchés à cette période se renforçait. En juin, la chaleur estivale a accéléré le mûrissement des melons dans tous les bassins de production, avançant le pic de production national à la mi-juillet et entraînant un nouveau chevauchement des offres.

Malgré une consommation au rendez-vous (+ 8 % sur un an selon le panel Kantar), l'offre excédentaire n'a pu être absorbée. Le cours du melon a chuté (- 9 %) et le légume a été déclaré en crise conjoncturelle sous l'effet d'une baisse de la demande et de stocks encore importants.

En dépit d'une campagne difficile, le chiffre d'affaires du melon a augmenté de 3 % par rapport à 2016 et de 5 % par rapport à la moyenne 2012-2016 *(tableau 1 et graphique 5).*

Courgette : un chiffre d'affaires réduit par la forte baisse des récoltes

Sur la campagne 2017 (avril à octobre), la production de courgettes destinée au frais (108 300 tonnes) a diminué de 12 %, en lien avec la baisse des surfaces, et de 14,5 % par rapport à la moyenne 2012-2016. Ce recul serait imputable, notamment dans le Sud-Ouest, à des arrachages sanitaires contraints, des cessations d'activité et des difficultés commerciales rencontrées par certains agriculteurs. Le déroulement de la campagne a été perturbé par les aléas climatiques : gelées matinales jusqu'en mai, puis épisodes de chaleur accélérant les récoltes et pour finir un rafraîchissement assez net en août et septembre à l'origine d'une contraction de l'offre.

En tout début de campagne, les cours de la courgette sont parvenus à se maintenir, à la faveur du recours au stockage. Ils ont fini par décélérer au cours de l'été en raison de l'abondance de l'offre, dans un contexte de réduction des achats des ménages selon le panel Kantar. La campagne s'est en revanche achevée sur une flambée exceptionnelle des prix, les conditions météorologiques défavorables de la fin d'été ayant raréfié la marchandise alors que la concurrence espagnole était moins présente qu'au cours des cinq dernières campagnes. De janvier à octobre, les cours se sont accrus de 5 % sur un an.

Malgré la hausse des prix sous l'effet de la flambée des cours de septembre, le chiffre d'affaires sur la campagne de la courgette destinée au marché du frais (en excluant toute marchandise partie vers la transformation) diminuerait de 10 % sur un an et de 6 % par rapport à la période 2012-2016, pénalisé par le repli de la production *(tableau 1)*.

Laitue : légère baisse du chiffre d'affaires consécutive au repli de la production

La fin de la récolte de laitue d'hiver de la campagne 2016-2017, qui s'étend sur les quatre premiers mois de l'année 2017, a été caractérisée par une embellie des cours en janvier et février. La forte réduction des disponibilités dans le Sud de l'Europe en raison du froid et du gel a contribué à déséquilibrer le marché européen. Dès la fin de l'hiver, à la suite d'une météo plus clémente, les coupes de laitues se sont accélérées, notamment dans le Sud-Est, et l'offre s'est révélée trop abondante par rapport à la demande. Les cours ont alors chuté pour se situer en dessous des prix moyens 2011-2015.

Lors de la campagne 2017-2018, la production estivale (mai à septembre 2017) de laitues, estimée à 255 millions de têtes, est en hausse de 5 % sur un an mais en recul de 25 %, pour la deuxième campagne consécutive, par rapport à la moyenne 2012-2016. En tonnages, la production serait toutefois en légère baisse sur un an (- 1 %). La culture de la laitue d'été, qui a débuté sous des conditions météorologiques plus favorables que celles de la campagne précédente, a ensuite souffert d'épisodes caniculaires survenus dans la plupart des régions et amplifiés dans le Nord par les conditions sèches. Au début de la campagne, les cours de la laitue se sont maintenus en dessous des prix du début de la campagne 2016 et en dessous de la moyenne des cinq dernières campagnes dans un contexte où l'offre, favorisée par les bonnes conditions météo, s'accélérait. Les prix se sont ensuite ressaisis à partir de juillet. En octobre 2017, au tout début de la récolte d'hiver, les prix, bien qu'en baisse par rapport à la période estivale, restent au-dessus de la moyenne 2012-2016.

En cumul de mai à octobre 2017, le chiffre d'affaires de la laitue s'est replié de 1,5 % sur un an sous l'effet d'une production en légère baisse malgré des prix moyens quasiment identiques à ceux de la campagne 2016-2017 sur la même période *(tableau 1)*.

Chou-fleur en frais : un chiffre d'affaires en légère diminution sur un an

La production de chou-fleur sur les premiers mois de 2017, rattachée à la campagne 2016-2017 (de juin 2016 à mai 2017), a été caractérisée par un rattrapage à partir de février, après des difficultés sur la première moitié de la campagne, dues aux mauvaises conditions météorologiques du printemps et de l'automne 2016 qui avaient contribué à une très grande fermeté de prix. Malgré une bonne tenue à l'exportation et des volumes réorientés vers la surgélation pour absorber les surplus, l'offre excédentaire a fait pression sur les prix à partir de février 2017.

Pour la campagne 2017-2018, la production de choux-fleurs en frais (hors transformation), selon les toutes premières estimations, serait en légère augmentation sur un an (271 300 tonnes). Elle aurait augmenté de 17 % sur la première moitié de la campagne (juin-octobre), période qui concentre à peine un cinquième de la production en frais. Depuis le début de la campagne, les cours sont restés assez proches de la moyenne 2012-2016. En octobre, ils s'infléchissent à la baisse avec le début de la montée en production saisonnière du chou-fleur breton et normand, se contractant très sensiblement par rapport aux cours de 2016 à la même période.

Malgré la hausse de la production, le chiffre d'affaires du chou-fleur en frais cumulé de juin à octobre diminuerait de 17 % sur un an, en raison de prix moyens en très net repli sur cette période (- 29 %). Il resterait toutefois proche du niveau moyen 2012-2016 (- 1 %) *(tableau 1)*.

Carotte : la faiblesse des cours et la baisse de la production contribuent au repli du chiffre d'affaires

En dépit d'un léger rattrapage des arrachages observé en fin de campagne 2016-2017 (mai 2016 à avril 2017), la production de carottes en frais a diminué par rapport à celle de 2015-2016. La tendance baissière des prix s'est poursuivie malgré la baisse de la récolte et les cours se sont maintenus en dessous de ceux de la moyenne des cinq dernières campagnes, à l'exception du mois de janvier.

Pour la campagne 2017-2018, la production nationale de carottes en frais (313 820 tonnes) se contracterait de 4 % sur un an et de 3 % par rapport à la moyenne 2012-2016, en lien avec le net recul des surfaces mais aussi avec les écarts de tri occasionnés cet été par les coups de chaleur. Après une campagne 2016-2017 difficile, caractérisée par des prix bas, les cours ont été inférieurs à ceux de 2016 sur les quatre premiers mois de 2017 et très au-dessous de la moyenne des cinq dernières campagnes. L'abondance des stocks de carottes de conservation et une consommation insuffisante ont tassé les cours. La carotte a été déclarée en crise conjoncturelle par le RNM une grande partie de l'été. Les cours regagnent en fermeté depuis septembre, se rapprochant de la moyenne 2012-2016 mais sans que cela suffise à redresser la tendance sur la période de mai à octobre (- 5 % sur un an).

Sur les six premiers mois de campagne, avec une production en hausse sur un an mais des prix en recul, le chiffre d'affaires de la carotte a baissé de 4 % sur un an et de 23 % par rapport à la moyenne de la période 2012-2016 *(tableau 1 et graphique 5).*

Poireau : un chiffre d'affaires en nette baisse sur un an pénalisé par les prix

Sur les premiers mois de l'année 2017 correspondant à la campagne 2016-2017 (de mai à avril), le poireau a bénéficié de cours très bien orientés dans un contexte de réduction de l'offre par rapport à celle de la campagne 2015-2016, s'envolant même en janvier 2017, à la suite de gelées freinant les arrachages.

En 2017-2018, la production nationale de poireaux (161 100 tonnes) augmenterait de 2 % mais resterait stable par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes. Au printemps, la demande a été insuffisante pour absorber l'offre de poireau primeur, en forte hausse sur un an et en concurrence avec les légumes d'été arrivés précocement sur les étals. Les cours ont alors été inférieurs à la moyenne 2012-2016 et très en deçà des prix de 2016. Malgré un regain de fermeté dans l'attente de la récolte automnale, les prix se situaient toujours en dessous de la moyenne 2012-2016 en octobre 2017.

Avec une première moitié de campagne en hausse pour la production mais en fort recul pour les cours (- 25 %), le chiffre d'affaires du poireau a diminué de 16 % sur un an et de seulement 4 % par rapport à la moyenne 2012-2016 *(tableau 1).*

Endive : un chiffre d'affaires en repli en tout début de campagne

La campagne de production d'endives débute en septembre et se prolonge jusqu'en juillet de l'année suivante, mais la production chute à compter du mois de mai. Au 1er semestre 2017, la production de chicons d'endives (rattachée à la campagne 2016-2017) a été inférieure à celle du 1er semestre 2016. Les difficultés d'écoulement en fin d'hiver, en raison de la douceur des températures ont entraîné une chute des cours, enrayée assez rapidement par une démarche commerciale efficace.

Sur la campagne 2017-2018, la production de chicons d'endives est estimée à 169 000 tonnes, en hausse de 7 % sur un an mais inférieure de 3 % à la moyenne des cinq dernières campagnes. A contrario de la précédente, la nouvelle campagne a débuté en septembre avec des cours très élevés en raison d'un retard de deux semaines de la nouvelle production de chicons. En octobre, les prix se détendent à l'arrivée de la nouvelle récolte.

Sur les deux premiers mois de la campagne 2017-2018, le chiffre d'affaires de l'endive se replie de 6 % sur un an et de 1 % par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes (*tableau 1*).

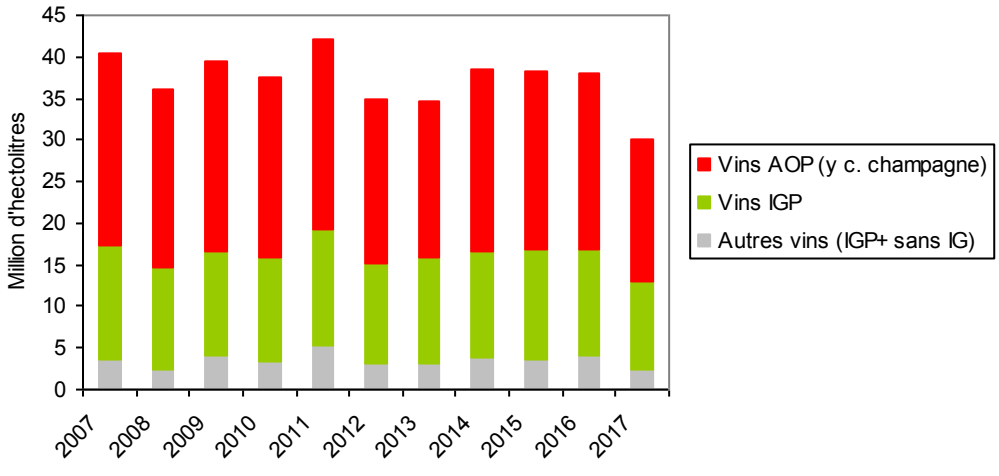
VINS

En 2017, la récolte viticole française a été historiquement basse, en net recul comparé à 2016 et à la moyenne des cinq dernières campagnes. Malgré la hausse des stocks à la production en début de campagne, les disponibilités se replieraient pour toutes les catégories de vins. Depuis juillet 2016, après trois campagnes de baisse, les exportations se sont redressées en volume. Combinées à des prix moyens en hausse, elles ont été particulièrement dynamiques en valeur en 2017, établissant un nouveau record. Avec la croissance des exportations et la contraction des importations, l'excédent commercial s'est amélioré. Les prix des vins d'appellation ont été dynamiques contrairement aux autres vins. Pour la campagne 2017-2018, les disponibilités en repli pour les vins maintiendraient les prix à un niveau élevé.

Récolte 2017 en net repli par rapport à 2016 et à la production moyenne 2012-2016

Selon les estimations établies au 1er novembre 2017, la récolte viticole française, pénalisée par les aléas climatiques, s'établirait à 36,8 millions d'hectolitres (Mhl) en 2017. Elle serait inférieure de 19 % à 2016 et de 18 % à la moyenne des cinq dernières années (*graphique 1*). Cette récolte précoce (entamée dès la fin juillet dans certains bassins) est historiquement basse, inférieure à celle de 1991 également concernée par des épisodes de gel importants.

Graphique 1 - En 2017, net recul des récoltes



Sources : DGDDI (Douanes), Agreste (récolte 2017)

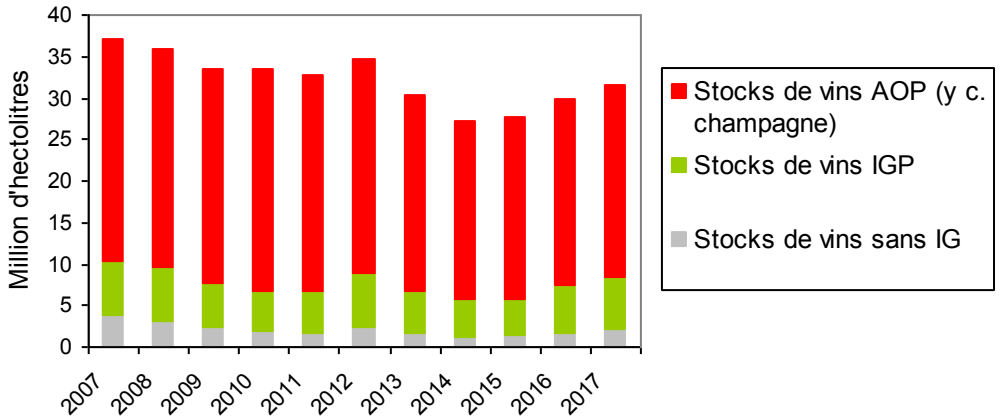
En 2017, le gel de printemps dans les vignes du Sud-Ouest (Bordelais essentiellement), des Charentes, de Champagne, du Jura et de l'Alsace et, à un moindre degré, l'accentuation de la sécheresse en fin de cycle végétatif dans les vignobles méditerranéens et le Beaujolais ont pesé sur les récoltes, sans préjudice pour la qualité du vin. La quasi-totalité des bassins de production ont subi une baisse des vendanges, à l'exception de la Bourgogne : - 33 % par rapport à la moyenne des cinq dernières récoltes dans le Bordelais, - 20 % en Languedoc-Roussillon et Champagne, - 17 % dans les Charentes, et - 8 % en Val de Loire. Certains vignobles ont en outre été affectés par la grêle pendant l'été (Bourgogne-Beaujolais, Sud-

Ouest, Languedoc et Sud-Est). La diminution de la récolte française s'inscrit dans un contexte de contre-performance également des deux autres plus gros pays producteurs européens et mondiaux, l'Italie (- 26 %) et l'Espagne (- 20 %), touchés eux-aussi par les accidents climatiques. La France se maintiendrait derrière l'Italie et devant l'Espagne. La récolte de l'UE serait l'une des plus faibles depuis la fin des années cinquante et le début des années soixante (- 15 % à 140,7 Mhl), la hausse des productions au Portugal, en Roumanie, Hongrie, Autriche et Grèce, pour des volumes beaucoup moins importants, étant largement insuffisante pour redresser l'ensemble. La contraction des volumes européens impacterait largement la production mondiale (- 8 % à 246,7 Mhl hors jus et moûts), malgré le dynamisme des récoltes dans l'hémisphère Sud (Australie, Argentine et Afrique du Sud).

Malgré la hausse des stocks, les disponibilités se replieraient en 2017

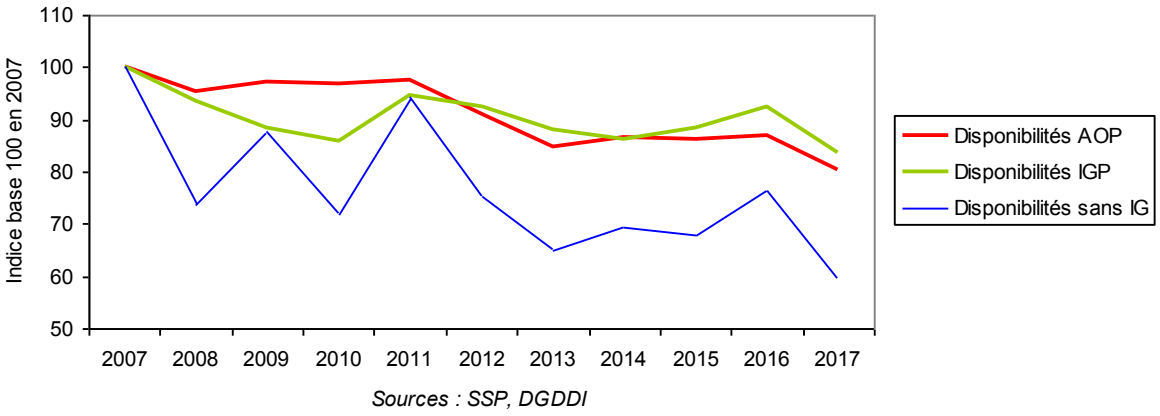
La baisse de production s'observe pour toutes les catégories de vins, sur un an comme par rapport à la moyenne 2012-2016 : - 21 % sur un an pour les vins d'appellation d'origine protégée (AOP) hors Champagne, - 9 % pour le Champagne, - 17 % pour les vins IGP et surtout - 42 % pour les vins sans IG (dont - 34 % si on enlève les DPLC - dépassement du plafond limite de classement). En revanche, les stocks à la production de début de campagne progresseraient globalement sur un an et par rapport aux stocks moyens 2012-2016 : + 5,7 % sur un an pour l'ensemble des vins, + 3,9% pour les AOP y c. Champagne, + 7,3 % pour les vins IGP et surtout + 24,4 % pour les vins sans IG (*graphique 2)*. Au total, les disponibilités (ensemble formé par la récolte et les stocks à la production en début de campagne) se contracteraient (- 9,4 % sur un an) : - 7,6 % pour les vins d'appellation (- 7,9 % hors champagne), - 9,7 % pour les IGP et - 22 % pour les autres vins sans IG atteignant leur plus bas niveau depuis 2007 (*graphique 3)*.

Graphique 2 - Des stocks en hausse en 2017



Source : DGDDI (douanes) - estimation au 31/10/17

Graphique 3 - Des disponibilités au plus bas en 2017



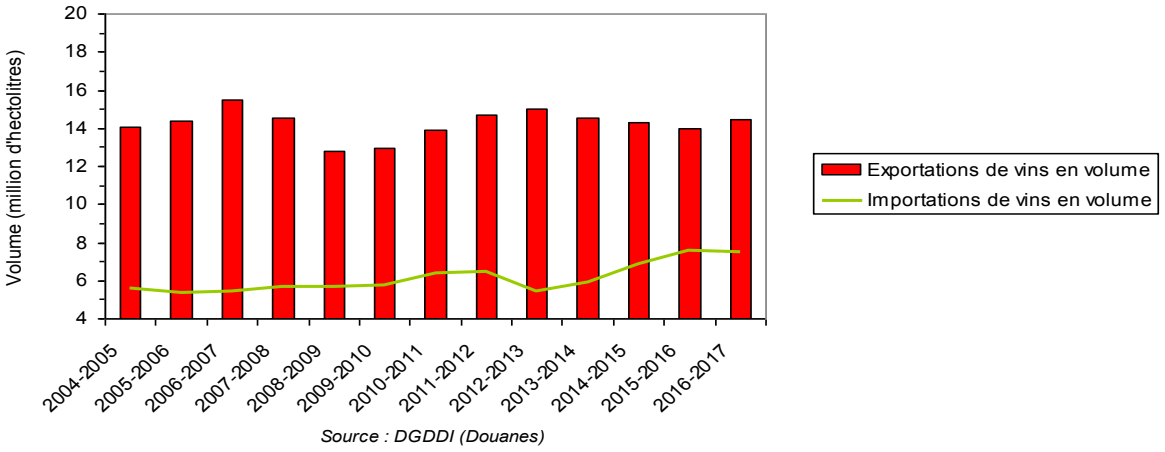
Sources : SSP, DGDDI

Campagne 2016-2017 : des exportations françaises de vins qui renouent avec les hausses en volume

Dans le sillage de la croissance retrouvée de l'économie mondiale et pour la première fois depuis trois ans, les exportations de vins français, hors spiritueux, ont repris de la vigueur en volume lors de la campagne 2016-2017 (+ 3,4 % sur un an entre août 2016 et juillet 2017 après - 2,3 % lors de la campagne précédente) (***graphique 4)***. Les volumes exportés de vins ont augmenté pour les AOP (+ 3,6 %) comme pour les vins sans appellation (IGP et sans IG) (+ 3,3 %).

Conjuguées à une valorisation des prix moyens en hausse (+ 3,7 %), les exportations de vins tranquilles ont été particulièrement dynamiques en valeur (+ 7,2 % contre + 1,9 % en 2015-2016), atteignant un niveau record, à 8,8 milliards euros. Si toutes les catégories bénéficient de l'embellie, les vins AOP (hors champagne) ont mieux tiré leur épingle du jeu que les autres vins (resp. + 10,7 % et + 4,9 % en valeur sur un an). Les vins effervescents (y c. Champagne) qui ne représentent que 13 % de l'ensemble des volumes de vins exportés mais 35 % des vins en valeur, enregistrent également des évolutions positives (+ 3 % en volume et + 3,5 % en valeur sur un an), mais dans des proportions moindres en valeur que lors de la campagne précédente (+ 6 % en 2015-2016).

Graphique 4 - Reprise des exportations de vins en volume pour la campagne 2016-2017



Source : DGDDI (Douanes)

Exportations 2016-2017 en repli modéré vers l'UE et dynamiques vers les pays tiers

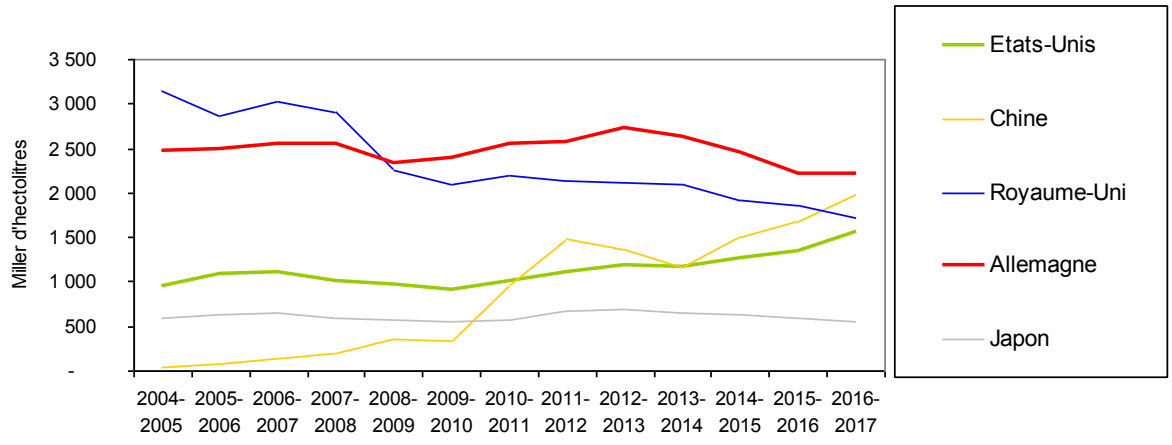
Sur la campagne 2016-2017, la bonne tenue globale des exportations de vins masque des disparités selon la destination, à la fois en volume et en valeur.

Bien que de façon plus modérée qu'en 2015-2016 (- 1,3 % contre – 6,1 %), les exportations en direction de l'UE se sont une nouvelle fois contractées en volume sur un an, sous l'effet de la poursuite de la dégradation des échanges avec nos principaux clients européens : Royaume-Uni, Belgique et Pays-Bas, érodant un peu plus la part de la zone UE (55 % contre 58 % en 2015-2016, 60 % en 2014-2015 et 63 % en 2013-2014) et contribuant à limiter la hausse en valeur (+ 1,4 % sur un an). Les vins sans appellation s'en sortent mieux (- 0,2 %) que les vins AOP (- 3,9 %). Toutes les catégories de vins exportés sont concernées par le repli des ventes au Royaume-Uni, notamment les AOP qui souffrent d'une nouvelle détérioration des volumes échangés après le rebond de 2015-2016. Les campagnes britanniques de sensibilisation accrue à la réduction de la consommation d'alcool et l'augmentation importante des taxes à l'importation (+ 66 % en neuf ans), la dévaluation de la livre ainsi que l'annonce du Brexit ont pu contribuer à ce tassement. Quant aux échanges avec l'Allemagne, ils se sont quasiment stabilisés (- 0,2 %), après plusieurs années en repli.

Seules les exportations vers les pays tiers ont porté la hausse globale, confirmant pour la troisième année consécutive l'importance majeure de cette zone pour le marché vinicole français (+ 9,8 % en volume, soit plus de 6 Mhl en 2016-2017 et + 11,7 % en valeur, soit 5 milliards d'euros). La bonne tenue des exportations concerne aussi bien les AOP que les vins sans appellation. Les Etats-Unis, la Chine ainsi que Hong Kong, Singapour et Taïwan ont été une nouvelle fois les principaux contributeurs.

En volume, l'Allemagne demeure le 1er client de la France, toutes catégories de vins confondues, grâce à ses achats de vins sans appellation, mais est suivie de près par la Chine qui passe devant le Royaume-Uni (*graphique 5)*. Pour les seules ventes de vins tranquilles d'appellation, la Chine arrive même en première position devant les Etats-Unis. En valeur, les Etats-Unis caracolent toujours en tête confortant, pour la troisième année consécutive, leur place de premier importateur de vins français, devant le Royaume-Uni*)*.

Graphique 5 – En 2016-2017, les exportations en volume de vins vers la Chine dépassent celles vers le Royaume-Uni



Source : DGDDI (Douanes)

Malgré la reprise des ventes avec l'Allemagne (+ 9 %) après deux campagnes de commercialisation en repli, les exportations de Champagne ont reculé vers l'UE, en volume et en valeur (- 3 % sur un an), sous l'effet essentiellement du repli assez net des échanges avec le Royaume-Uni (- 12,7 % et - 15 %), premier client de la France. Parallèlement on assiste à un engouement de certains consommateurs britanniques pour d'autres vins pétillants moins chers comme le Prosecco. Les ventes soutenues vers les Etats-Unis (+ 7 %), deuxième plus gros destinataire des ventes de Champagne français, participent à l'essor des exportations de Champagne vers le grand export qui s'accroissent d'environ 7 % en volume et en valeur par rapport à 2016. Par son dynamisme (+ 10 %), Singapour conforte sa troisième place dans les exportations françaises de Champagne, acquise depuis 2013-2014, au coude à coude en volume avec l'Allemagne.

Après le niveau record de 2015-2016, les importations de vins ont reculé en volume en 2016-2017

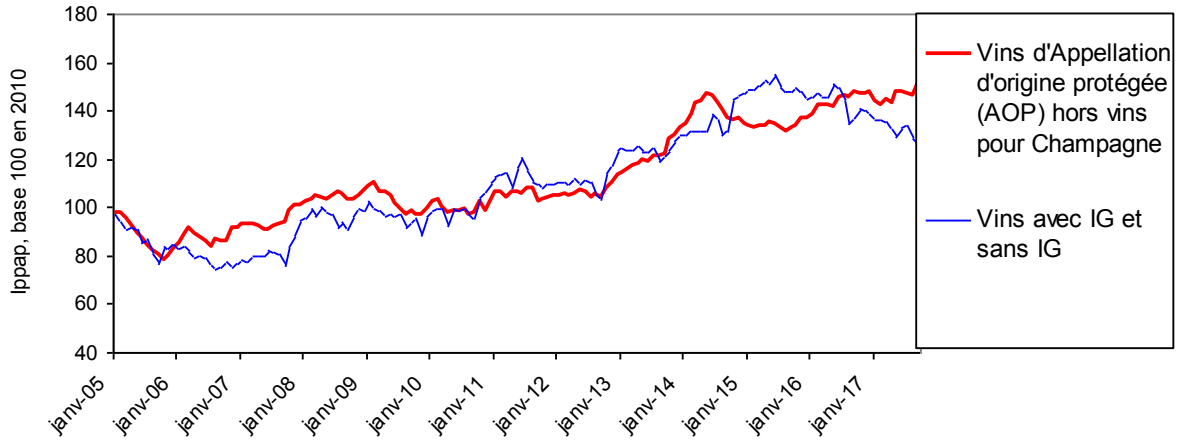
Pour la campagne 2016-2017, les importations françaises de vins ont continué de croître en valeur, atteignant même un nouveau pic (760 millions d'euros, soit + 7,1 %), mais elles marquent le pas en volume pour la première fois depuis 2012 (- 0,5 % sur un an), s'établissant à 7,5 millions d'hl, après le niveau record de 2015-2016. Les volumes de vins en vrac continuent d'alimenter l'essentiel de nos importations (70 % du total vrac et bouteilles) mais leur part semble atteindre un palier, après les fortes hausses depuis 2013-2014. L'Espagne demeure notre principal fournisseur de vins en vrac (76 %) mais pèse moins que lors des deux campagnes précédentes (autour de 81 à 83 %), cédant un peu de terrain à l'Italie notamment.

Sous l'effet conjugué de la hausse des exportations et de la baisse des importations en volume, l'excédent de la balance commerciale des vins s'est amélioré en volume et en valeur sur un an (resp. + 8 % et + 7 %). Il demeure toutefois inférieur à 7 Mhl, bien loin du pic atteint en 2001-2002 (+ 10,8 Mhl).

Sur la campagne 2016-2017, les prix des vins d'appellation ont été dynamiques

Pour la campagne 2016-2017, dans un contexte de disponibilités en hausse limitée (+ 1 %) et de commerce extérieur dynamique vers les pays tiers (+ 10,5 %), les prix à la production des vins d'appellation, hors champagne, mesurés par l'Ippap (indice des prix des produits agricoles à la production), ont de nouveau augmenté sur un an (+ 5 %) s'inscrivant dans une tendance à la hausse entamée en septembre 2015, malgré une relative stagnation des cours depuis le début 2016 (*graphique 6*). Depuis août 2016, les évolutions des cours des vins AOP et des autres vins sont inverses (hausse pour les AOP, baisse pour les autres vins) et l'écart de prix se creuse. Les vins de Bourgogne ont été particulièrement dynamiques, surtout le blanc. Depuis 2013, ils caracolent en tête des appellations avec des prix nettement supérieurs aux autres catégories.

Graphique 6 - Poursuite de la hausse des prix des vins AOP lors de la campagne 2016-2017 et repli des autres vins



Source : Insee - Indice des prix des produits agricoles à la production (Ippap)

Sur la campagne 2016-2017, les prix des vins sans appellation ont décroché

Après des hausses régulières jusqu'en juin 2015, suivies d'une certaine stagnation sur la campagne 2015-2016, les prix des vins IGP et sans IG se sont effrités quasiment tout au long de la campagne 2016-2017 dans un contexte de disponibilités en hausse (+ 6,4 %), reculant au total de 8 % sur un an. Avec des disponibilités en progression plus limitée, les prix des vins IGP (- 6 % sur un an) ont mieux résisté que ceux des vins sans IG (- 13 %), avec notamment un rebond en juin et juillet 2017. Malgré ces baisses, les prix restent relativement hauts sur longue période.

Au total, toutes catégories de vins confondues, les cours ont augmenté de 2 % sur un an, soit à peu près au même rythme que lors des deux campagnes précédentes et en se maintenant à des niveaux élevés depuis 2005. Avec des disponibilités en baisse, les cours à la production de l'ensemble des vins pourraient demeurer assez hauts sur la campagne 2017-2018 sans toutefois flamber, grâce aux stocks.

La commercialisation des vins sur les neuf premiers mois de 2017

Des échanges extérieurs de vins à l'équilibre avec l'UE mais un dynamisme global des ventes tiré par l'export vers les pays-tiers

Sur les neuf premiers mois de 2017 (sept derniers mois de la campagne 2016-2017 + deux premiers mois de la campagne 2017-2018), les exportations des vins français ont été soutenues en volume (+ 4,9 %) et encore plus en valeur (+ 10,3 %). En valeur, les performances sont meilleures pour les AOP que pour les vins sans appellation (resp. + 12,5 % et + 5 %).

Vers l'UE, les exportations sont revenues à l'équilibre en volume et ont augmenté en valeur (+ 4,4 %) après plusieurs années de repli, grâce au redressement enregistré à partir de mai 2017 des ventes de vins sans appellation. Les volumes exportés de vins AOP hors Champagne ont reculé. Quant aux expéditions de Champagne, elles s'établissent légèrement en deçà de 2016 (- 0,8 %), sous l'effet du repli du marché britannique, malgré des ventes soutenues à destination de la Belgique, de l'Italie et de l'Europe du Nord. A destination des pays tiers, les exportations ont été dynamiques tant en volume (+ 12 %) qu'en valeur (+ 15 %), quelle que soit la catégorie.

Sur les deux premiers mois de la nouvelle campagne 2017-2018 (août-septembre 2017), les volumes exportés de vins s'accroissent (+ 5 % sur un an), mais le rythme s'infléchit nettement en septembre, en particulier vers les pays tiers, devenant même légèrement négatif en direction de l'UE.

Des prix en légère hausse pour les vins d'appellation et en repli pour les autres vins

Sur les neuf premiers mois de 2017, les prix des vins ont été globalement stables (- 0,1 %) tiraillés entre la hausse des prix des vins AOP (+ 1,8 %) et le repli des vins sans appellation (– 8,5 %) et en particulier des vins sans IG. D'un mois sur l'autre, les AOP ont peu évolué, à l'exception d'un léger repli en début d'année, tandis que les cours des autres vins se sont systématiquement établis en deçà de ceux de 2016, en dépit de la remontée plutôt brève des prix des IGP en juin et juillet qui se sont alors rapprochés des cours de 2016 et de celle des vins sans IG en août et septembre.

PRODUCTIONS ANIMALES

En 2017, les filières d'élevage ont bénéficié d'une remontée sensible des prix, à la faveur de marchés mondiaux mieux orientés (gros bovins, sortie progressive de crise dans la filière lait, porcins). Les facteurs de fragilité persistent cependant (baisse de la consommation intérieure, dégradation des échanges extérieurs, crises sanitaires), se traduisant aussi par un recul des productions en volume ou une stabilisation (lait). L'évolution du coût des aliments (globalement stable) a été un élément favorable pour ces filières.

Sur les neuf premiers mois de l'année 2017, les productions animales se sont repliées en volume par rapport à 2016. Dans un contexte d'amélioration progressive de la situation du marché du lait et après deux années successives de hausse, les abattages de vaches laitières ont reculé. La production ovine a également renoué avec la baisse initiée en 2011, après deux années de reprise. Quant aux porcins, la production française a nettement baissé, pénalisée, en grande partie, par la réduction régulière du cheptel de truies depuis 2010, et ce malgré l'amélioration de sa prolificité. La production de volailles s'est également repliée, subissant pour la deuxième année consécutive, les conséquences de l'épizootie d'influenza aviaire, malgré une progression des abattages de poulets. A l'inverse, la production française d'œufs s'est accrue, en lien notamment avec un accroissement des exportations d'ovoproduits. Quant à la collecte de lait, celle-ci marque une reprise au second semestre 2017 et sera globalement stable par rapport à 2016 sur l'ensemble de l'année.

En 2017, la tendance à la baisse de la consommation de viande et produits transformés (bovine, ovine, porcine, volaille) s'est poursuivie. Pour la filière bovine et ovine, l'effet du recul de la demande intérieure a cependant été atténué par une baisse des importations favorable à la réduction du déficit des échanges extérieurs. Pour la filière porcine, l'atonie de la consommation sur le marché intérieur s'est accompagnée d'une stabilité des importations mais face au repli des exportations françaises pénalisées par le ralentissement des achats chinois, malgré une réorientation partielle des exportations vers d'autres pays asiatiques, le déficit des échanges s'est creusé. En 2017, pour la première fois, la consommation à domicile de viande de volaille a baissé ; dans le même temps, les importations ont augmenté, dégradant un peu plus le déficit commercial de la viande de volailles (en particulier viandes de poulet et de canard).

En 2017, pour l'ensemble des filières animales, à l'exception de la volaille, les prix à la production ont été supérieurs en moyenne à ceux de 2016, portés par le redressement des cours du lait à partir d'août et la bonne tenue des cours des gros bovins et des porcins, malgré une dégradation du marché porcin depuis la mi-2017. Cette amélioration doit être toutefois relativisée par la faiblesse des prix en 2016, année de crise pour les filières animales. Par ailleurs, le coût de l'aliment, poste important des coûts de production, est resté globalement stable en 2017, contribuant ainsi au redressement du revenu des éleveurs.

Bovins

Sur les neuf premiers mois de 2017, la production totale de bovins finis a reculé par rapport à 2016 (- 2 % en poids). Sur cette période, les abattages de bovins se sont réduits à l'exception de ceux de vaches. Il y a eu moins d'abattages de vaches laitières à la suite de l'amélioration de la situation du marché du lait mais plus de mise à la réforme de vaches allaitantes, surtout à compter du mois de juin. Les cours des bovins finis se sont redressés par rapport aux niveaux bas de 2016 tout en restant en deçà de la moyenne 2012-2016. Dans un contexte de repli de la consommation de viande bovine, les importations de viande bovine se sont contractées. Quant aux exportations de bovins maigres, elles sont reparties à la hausse, tirées par la demande italienne.

Baisse de la production de bovins finis sur les neuf premiers mois de 2017

Sur les neuf premiers mois de l'année 2017, la production de bovins finis (abattages de bovins corrigés du solde de commerce extérieur de bovins finis vivants) a diminué en têtes (- 1,1 %) et en poids (- 2 %) par rapport à 2016 *(tableau 1*). Comparé à la production moyenne de la période 2012-2016, le repli de la production a été plus marqué en têtes (- 2,6 %) qu'en poids (- 1,7 %). Les abattages de bovins se sont réduits (- 2,6 % en têtes et -1,4 % en poids) alors que le solde du commerce extérieur de bovins vivants finis s'est légèrement amélioré en têtes.

Tableau 1 - Repli de la production de bovins finis en têtes et en poids en 2017

	Abattages CVJA			Exportations d'animaux finis		Importations d'animaux finis		Production de bovins finis		
	2017	2017/2016 %	2017/Moy 2012-2016 %	2017	2017/2016 %	2017	2017/2016 %	2017	2017/2016 %	2017/Moy 2012-2016 %
Millier de têtes										
TOTAL BOVINS	**3 427,4**	**-1,2**	**-2,6**	**48,9**	**4,8**	**16,3**	**-5,0**	**3 460,0**	**-1,1**	**-2,6**
Veaux de boucherie	920,2	-1,6	-5,4	13,4	36,6	14,2	-4,4	919,4	-1,2	-4,7
GROS BOVINS	**2 507,2**	**-1,1**	**-1,5**	**35,5**	**-3,6**	**2,1**	**-9,2**	**2 540,6**	**-1,1**	**-1,9**
Gros bovins femelles	1 648,8	-0,1	1,5	6,3	-2,2	0,7	43,2	1 654,4	-0,1	1,8
Gros bovins mâles	858,4	-2,9	-6,8	29,2	-3,9	1,4	-23,3	886,2	-2,9	-8,0
Millier de tec										
TOTAL BOVINS	**1 070,3**	**-2,0**	**-1,4**	**10,7**	**-0,7**	**1,8**	**1,1**	**1 079,3**	**-2,0**	**-1,7**
Veaux de boucherie	131,5	-1,0	-2,4	1,7	35,3	1,2	0,5	132,0	-0,6	-1,6
GROS BOVINS	**938,9**	**-2,1**	**-1,3**	**9,0**	**-5,4**	**0,6**	**2,3**	**947,3**	**-2,2**	**-1,7**
Gros bovins femelles	591,2	-1,0	1,9	1,5	1,2	0,2	41,6	592,5	-1,0	2,0
Gros bovins mâles	347,7	-4,0	-6,3	7,5	-6,6	0,4	-8,6	354,8	-4,0	-7,3

Source: Agreste-DGDDI (Douanes) - BDNI
Données de janvier à septembre

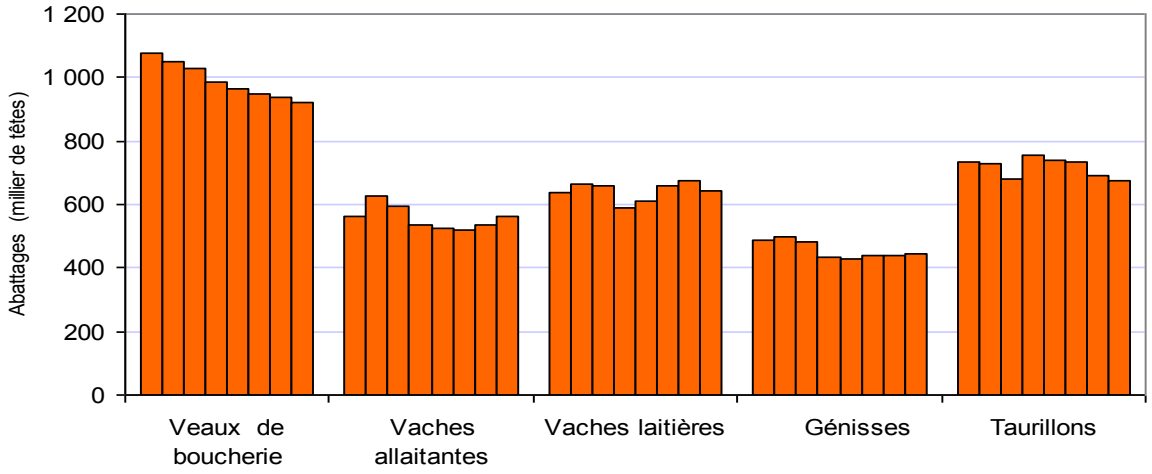
Des abattages de bovins en retrait ...

Le recul des abattages de bovins a été contrasté selon les catégories d'animaux *(graphique 1).* Seuls les abattages de bovins femelles de plus de huit mois (gros bovins femelles) se sont maintenus en têtes. Au sein de ce groupe, les évolutions sont toutefois contrastées.

Après la crise laitière, à l'origine de l'augmentation des abattages de vaches laitières entre 2013 et 2016, le retour en 2017 d'une situation plus favorable a eu pour conséquence un repli des abattages de vaches laitières par rapport au niveau élevé de 2016 (- 5 % en têtes et - 5,9 % en poids). A l'inverse, les éleveurs de vaches allaitantes confrontés à un effectif élevé d'animaux dans les exploitations ont, à compter du printemps 2017, accru les envois d'animaux dans les abattoirs, d'autant que les conditions climatiques défavorables ont pu peser sur les disponibilités en fourrage dans les exploitations. Sur les neuf premiers mois de

l'année 2017, les abattages de vaches allaitantes ont ainsi progressé de 4,6 % en têtes et 2,8 % en poids.

Graphique 1 - De 2010 à 2017, baisse continue des abattages de veaux de boucherie, des évolutions contrastées dans les autres catégories



Source : BDNI - Traitement SSP
Données sur janvier à septembre
Pour chaque catégorie d'animaux, la barre correspond aux abattages d'une année, les années allant de 2010 à gauche à 2017 à droite.

Les abattages de bovins mâles ont reculé de 2,9 % en têtes et de 4 % en poids sur un an en raison d'une baisse des effectifs d'animaux disponibles dans les exploitations.

En repli constant depuis 2010, les abattages de veaux de boucherie se sont de nouveau contractés sur un an en 2017, un peu plus en têtes (- 1,6 %) qu'en poids (- 1 %), traduisant un alourdissement des poids carcasses qui passent de 142 kg en moyenne en 2016 à 143 kg en 2017. Cette augmentation du poids moyen a permis aux intégrateurs de compenser la baisse du nombre d'animaux placés en atelier d'engraissement tout en maintenant un certain volume de viande. En 2010, le poids moyen à l'abattage des veaux de boucherie était de 135 kg par carcasse.

...et un solde du commerce extérieur de bovins finis vivants qui s'améliore

Sur les neuf premiers mois de 2017, les exportations de gros bovins finis (73 % des bovins finis) ont reculé, toutes catégories confondues, en têtes et en poids. Elles restent peu importantes et concernent essentiellement les gros bovins mâles, qui représentent 82 % des exportations totales de gros bovins finis. Les ventes de bovins mâles ont diminué de près de 4 % sur un an. Ce repli concerne les ventes vers l'Union européenne (- 8,4 %) et plus particulièrement celles à destination de l'Italie (- 7 % sur la période). A destination des pays tiers, les exportations ont été divisées par deux vers le Liban (- 2 800 têtes) mais ont fortement progressé vers l'Algérie (+ 92 % soit + 8 900 têtes) conduisant, en définitive, à une légère progression des exportations extracommunautaires de bovins finis (+ 1,6 %).

Les importations de bovins finis, constituées à 87 % par des achats de veaux de boucherie, se sont quant à elles contractées sur un an. Les importations se sont accrues vers la

Belgique mais se sont réduites avec les Pays-Bas et l'Allemagne. Au total, le solde excédentaire du commerce extérieur s'est légèrement amélioré.

La baisse de la consommation de viande bovine s'est poursuivie

Prolongeant la tendance depuis 2000, la consommation apparente de viande bovine s'est réduite de 2,4 % sur un an, dans un contexte de repli de la production. Les résultats de l'enquête Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer sur les achats de viande bovine par les ménages pour leur consommation à domicile confirment ce repli. Sur les sept premiers mois de 2017, les achats de viande bovine par les ménages ont ainsi reculé de près de 3,6 % pour la viande de gros bovins et de 6 % pour la viande de veau, par rapport à 2016.

En 2017, une contribution positive du commerce extérieur à l'équilibre des marchés de viande bovine

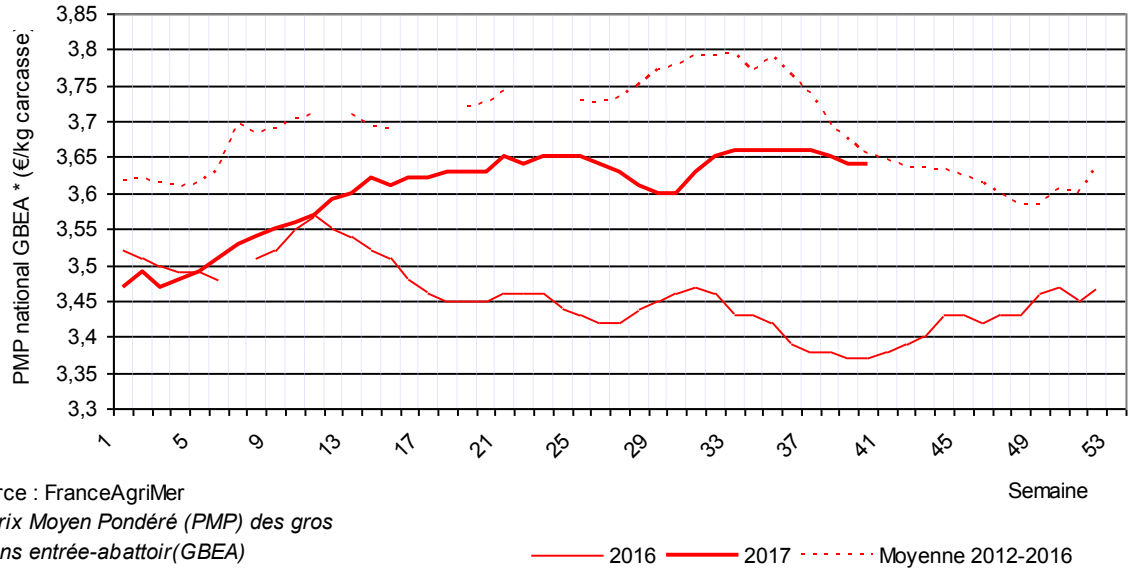
Sur les neuf premiers mois de l'année 2017, le déficit du commerce extérieur français de viande bovine s'est réduit, passant de - 69 000 tec à – 63 200 tec sur un an. Les exportations se sont maintenues au niveau de 2016 alors que les importations diminuaient (- 2,5 %), prolongeant ainsi la baisse de ces dernières années. Les importations de viande fraîche ou réfrigérée (65 % des importations totales de viande bovine) ont reculé de 4,3 % sur un an. Dans le même temps, les exportations de viande bovine se sont maintenues grâce à la progression des ventes vers la Belgique, le Royaume-Uni et l'Espagne, les demandes italienne, allemande et grecque, les trois principaux clients de la France, ayant pourtant reculé sur la période. Les exportations de viande bovine fraîche ou réfrigérée, toujours majoritaires (82 % du total), se sont stabilisées.

En 2017, reprise généralisée des cours des gros bovins finis mais baisse des cours des veaux de boucherie

Les cours moyens des gros bovins finis (mesurés par l'indicateur national des prix moyens pondérés (PMP) des gros bovins entrée abattoir (GBEA) publié par FranceAgriMer) se sont redressés en 2017 par rapport aux niveaux très bas de 2016 *(graphique 2)*. Sur les neuf premiers mois de l'année, ils ont dépassé de 3,2 % le niveau de 2016 et de 2,2 % le niveau moyen 2012-2016.

Avec moins de vaches laitières dans les abattoirs et jusqu'en mai 2017, les prix des bovins finis se sont redressés, retrouvant leur cours habituel. Sur la première partie de l'année, les cours des vaches et des jeunes bovins se sont ainsi établis au-dessus des niveaux de 2016. A compter de la fin du mois de mai, l'afflux de vaches allaitantes dans les abattoirs a commencé à peser sur les cours des bovins. En définitive sur les neuf premiers mois de 2017, les cours des vaches de type «R », plutôt allaitantes, et de type "O", plutôt laitières, ont dépassé de plus de 5 % les niveaux de 2016. Conséquence de la baisse des disponibilités, les cours des jeunes bovins mâles ont progressé sur la période (+ 4,1 % par rapport à 2016).

Graphique 2 - En 2017, redressement des cours des gros bovins finis



Source : FranceAgriMer

** : Prix Moyen Pondéré (PMP) des gros bovins entrée-abattoir(GBEA)*

A l'inverse, malgré des abattages en repli, les cours des veaux de boucherie sont restés tout au long de la période en deçà des niveaux déjà bas de 2016. En moyenne sur l'année, ils ont été inférieurs de 3,2 % à ceux de 2016 et de 4,5 % à la moyenne 2012-2016.

En 2017, des prix à la production des bovins de boucherie supérieurs au coût de l'aliment

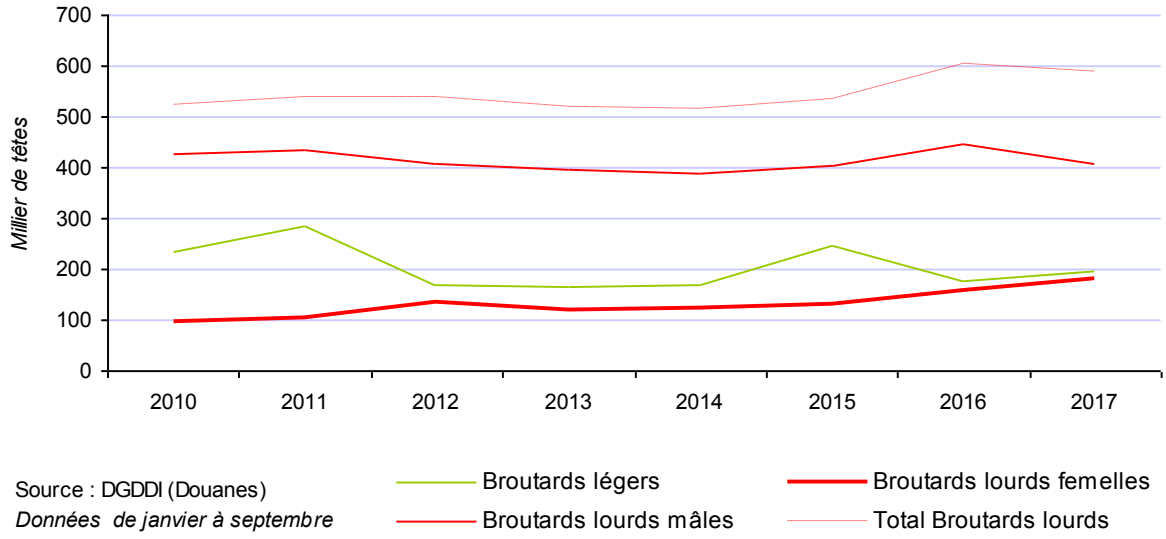
Les cours des bovins de boucherie ont été supérieurs aux prix de compensation du coût de l'alimentation animale. Ce prix s'entend comme celui qui, compte tenu de la part des achats d'aliment dans la valeur de la production en sortie d'élevage, compenserait la variation du prix de l'aliment par rapport à l'année précédente, toutes charges égales par ailleurs. Au cours des neuf premiers mois de 2017, l'écart positif entre le prix à la production et le prix répercutant le coût de l'aliment n'a cessé de s'améliorer, à la suite de hausses successives du prix à la production des gros bovins. Compte tenu des effectifs dans les exploitations au 1er mai 2017, la production devrait continuer de baisser en fin d'année et au 1er semestre 2018 pour les gros bovins et soutenir les prix.

Des exportations dynamiques de bovins maigres et des cours qui se maintiennent à compter de septembre 2017

Le marché des bovins maigres (ou broutards) regroupe deux types d'animaux : les broutards légers dont le poids vif est compris entre 160 et 300 kg et les broutards lourds (mâles ou femelles) de plus de 300 kg vif.

Sur les neuf premiers mois de 2017, les exportations de broutards lourds ont reculé de 2,1 % par rapport à 2016 et de façon contrastée selon les types d'animaux *(graphique 3).* Les ventes de broutards mâles de plus de 300 kg ont ainsi reculé de 7,8 % sur un an (soit - 13 000 têtes) tandis que celles de génisses de plus de 300 kg progressaient de 14 % (+ 22 000 têtes), prolongeant ainsi la hausse entamée depuis 2010.

Graphique 3 - En 2017, repli des exportations totales de broutards lourds et progression des ventes de broutards légers



Source : DGDDI (Douanes)
Données de janvier à septembre

Ces animaux lourds sont destinés à plus de 95 % au marché européen et plus spécifiquement à l'Italie (88 % des broutards lourds exportés par la France). Par ses achats, le marché italien contribue à soutenir le marché français mais sa demande a évolué. Ainsi, les exportations de mâles lourds vers l'Italie ont reculé de 7,5 % sur les neuf premiers mois de 2017 alors que celles de femelles progressaient de 17,8 %. En parallèle, avec l'ouverture du marché, des ventes vers Israël ont été réalisées en début de période, tout en restant peu importantes en volume. Les exportations vers l'Algérie ont diminué (- 1,6 % en 2017 contre - 3,6 % en 2016). Quant aux flux vers le Liban, ils se sont maintenus autour de 10 600 têtes.

Dans le même temps, les exportations de broutards légers ont progressé de 10,5 % (+ 19 000 têtes) sur un an. Cette hausse s'explique essentiellement par le dynamisme des demandes européennes et plus particulièrement espagnole (+ 44 % soit 31 000 têtes) et italienne (+ 17 % soit + 12 500 têtes). Les ventes vers les pays tiers n'ont, elles, pas retrouvé les niveaux atteints avant la détection de foyers de fièvre catarrhale ovine (FCO) en septembre 2015. Les ventes de broutards légers vers la Turquie ont ainsi chuté, tombant de 70 000 têtes en 2015, à 6 000 têtes en 2016 pour devenir nulles en 2017. Au total, sur les neuf premiers mois de l'année 2017, les exportations de broutards ont progressé de 0,7 % par rapport à la même période de 2016 et de 8 % par rapport à la période 2012-2016, les ventes vers l'Italie s'étant accrues de 7,6 %.

Sur les neuf premiers mois de 2017, les cours moyens des bovins maigres ont été inférieurs de 4,4 % à 2016 et 2,8 % à la moyenne 2012-2016. A compter de la fin de l'été, la hausse de la demande extérieure a contribué à soutenir les cours, limitant ainsi la baisse saisonnière. Depuis le début du mois septembre, ils sont quasiment stables et supérieurs à ceux de 2016.

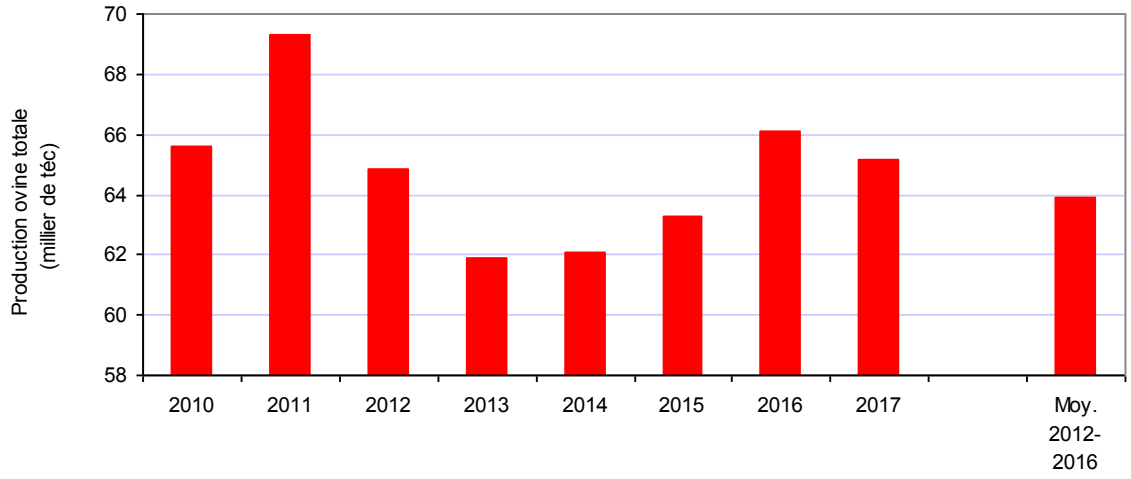
Ovins

Sur les neuf premiers mois de l'année 2017, la production ovine a reculé. Sur cette période, les abattages d'agneaux se sont contractés ainsi que les échanges d'ovins vivants. Ces baisses s'inscrivent sur fond de réduction régulière du cheptel français reproducteur. Si la baisse de la demande intérieure persiste, le recul plus important des importations de viande ovine a permis à la production nationale de regagner des parts de marché. Les cours moyens des agneaux sont restés en moyenne proches du niveau de 2016, le net redressement des prix pendant l'été compensant la forte baisse saisonnière en début d'année.

Repli de la production ovine, en tec ....

En baisse continue de 2011 à 2014 et malgré un redressement en 2015 et 2016, la production ovine (abattages totaux d'ovins corrigés du solde du commerce extérieur d'ovins vivants) a de nouveau reculé en 2017 *(graphique 1).* Sur les neuf premiers mois de l'année, elle s'est contractée de 1,2 % en têtes et de 1,5 % en poids. Dans le même temps, les abattages se sont réduits (- 2,7 % en têtes et - 2,6 % en poids).

Graphique 1 - En 2017, repli de la production ovine en tec



Source: Agreste - DGDDI (Douanes)
Cumul sur les neuf premiers mois de l'année

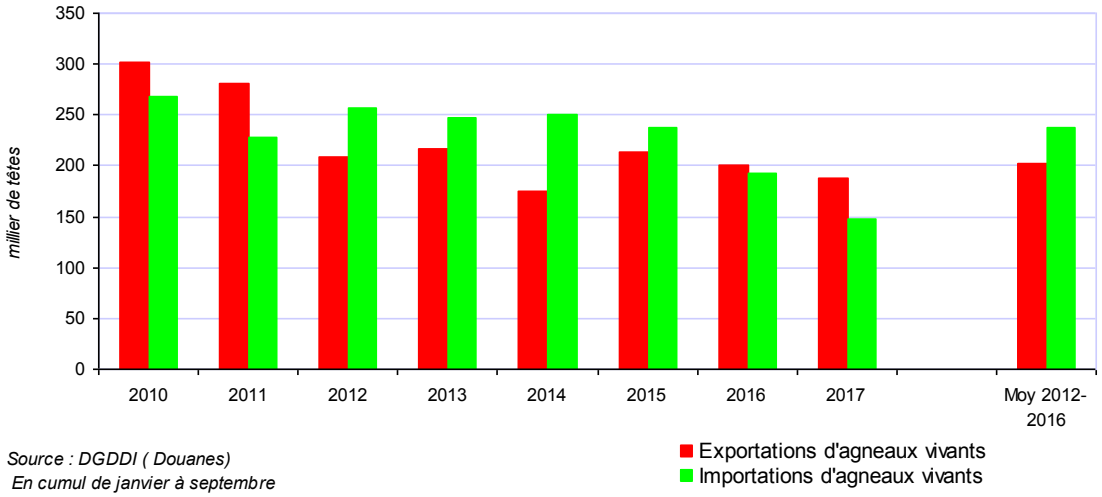
Sur les neuf premiers mois de l'année, la baisse des abattages totaux d'ovins a concerné en majorité les agneaux (87 % des ovins abattus) en recul de 3,4 % en têtes (- 104 000 têtes) et de 3,3 % en poids. Les abattages d'ovins de réforme ont quant à eux progressé en têtes (+ 2,2 %) et en poids (+ 0,5 %).

... et des échanges d'ovins vivants

Après la forte progression des exportations françaises d'agneaux vivants en 2015 (+ 22,6 % sur un an), conséquence d'un pic de la demande espagnole, les ventes totales d'agneaux vivants ont reculé en 2017 pour la deuxième année consécutive, - 6,5 % par rapport à 2016 et - 7,6 % par rapport à la moyenne 2012-2016 *(graphique 2).* L'Italie, second client de la France a diminué ses achats de près de 40 % (- 19 000 têtes) alors que l'Espagne, principal débouché pour l'agneau français (81 % des exportations d'agneaux), les augmentaient de 8,5 % (soit + 12 000 têtes).

S'agissant des importations d'agneaux vivants, la baisse a été plus marquée, avec un repli de 23 % par rapport à 2016 et de 37,5 % par rapport aux volumes moyens importés sur la période 2012-2016. En provenance d'Espagne, principal acheteur mais également fournisseur de la France en agneaux, les importations se sont réduites de 20 % en 2017, soit 26 000 têtes de moins.

Graphique 2 - En 2017, forte baisse des importations d'agneaux vivants et repli plus limité des exportations



Source : DGDDI (Douanes)
En cumul de janvier à septembre

Cette inversion dans nos échanges avec l'Espagne se situe dans un contexte où, pour la deuxième année consécutive, les effectifs de reproducteurs d'ovins viande ont progressé dans ce pays (+ 1,7 % en 2016 par rapport à 2015) après des baisses quasiment continues depuis 2000. D'autre part, la baisse régulière du cheptel ovin reproducteur français (- 8 % entre 2011 et 2016) et le moindre recours aux importations d'animaux ont eu pour conséquence une baisse des disponibilités en agneaux sur le marché français.

Nouvelle baisse des importations de viande ovine en 2017

En baisse quasi-constante depuis 2010, à l'exception d'un pic en 2014, les importations de viande ovine se sont repliées en 2017 en volume, de 1,1% par rapport à 2016 et de 11 % par rapport à la moyenne 2012-2016. A l'exception des mois d'avril et mai où elles ont dépassé le niveau de 2016, elles sont restées en dessous du niveau de 2016 et de la moyenne 2012-2016. Si les achats au Royaume-Uni et en Irlande, nos deux premiers fournisseurs en viande

ovine, ont augmenté respectivement de + 4,4 % et + 9,9% sur un an, ceux en provenance de Nouvelle-Zélande et d'Espagne, 3e et 4e partenaires de la France, ont diminué de - 6,3 % et - 19,5 %.

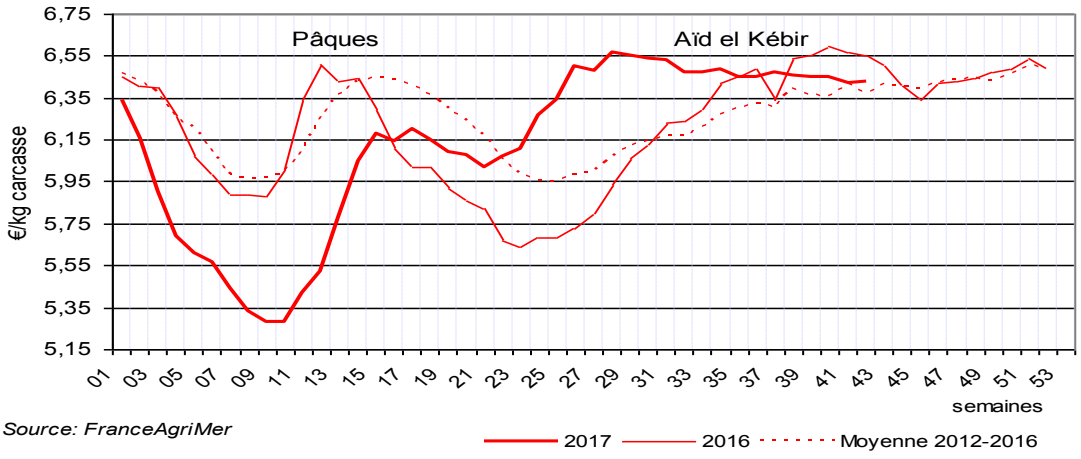
La baisse des importations s'inscrit sur fond de diminution constante de la consommation de viande ovine. En 2017, la consommation théorique de viande ovine (calculée par bilan) a reculé de 2,1 % sur un an et de près de 6,5 % par rapport à la consommation moyenne 2012-2016. Compte tenu d'une baisse plus importante que celle des importations, le taux de pénétration s'est réduit en viande ovine, passant de 46,3 % en 2016 à 44,8 % en 2017.

Cette baisse de consommation calculée est confirmée par les résultats de l'enquête Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer sur les achats des ménages. Sur les sept premiers mois de l'année, les achats de viande ovine ont reculé de 5 % par rapport à 2016 et de 15 % par rapport à la période 2012-2016.

Des cours tirés à la hausse par le manque d'agneaux durant la période estivale

Sur les neuf premiers mois de 2017, le cours moyen de l'agneau a été légèrement inférieur à celui de 2016 (- 0,4 %) avec néanmoins, comme les années précédentes, deux périodes distinctes *(graphique 3).* De janvier à mi-avril, après la semaine de Pâques, il est resté nettement en-deçà du niveau de 2016. La baisse de la demande à l'export d'agneaux nés fin 2016, issus des bassins laitiers, a contribué à augmenter le nombre d'agneaux mis à l'engraissement sur le territoire national, conduisant à un afflux d'agneaux dans les abattoirs et à un effondrement des cours. A partir de fin avril, le cours moyen a progressé, se maintenant nettement au-dessus du niveau de 2016, jusqu'à la fête de l'Aïd el Kebir, le 1er septembre. Ensuite, dès la semaine 37 (mi-septembre), les cours ont baissé, passant en-dessous du niveau de 2016.

Graphique 3 - Malgré une nette reprise d'avril à août 2017, en moyenne sur 2017, le cours de l'agneau est en repli par rapport à 2016



Source: FranceAgriMer

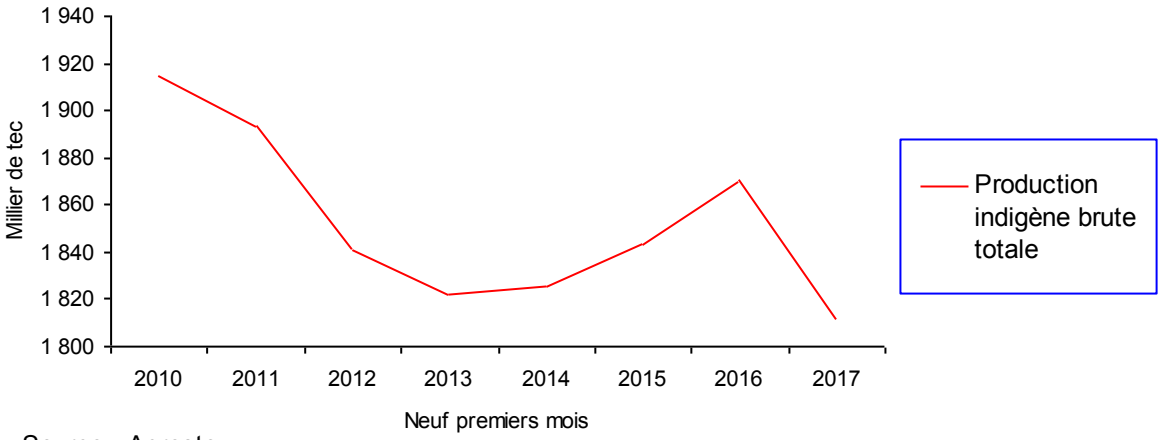
Porcins

Succédant à une forte hausse en 2016, la production porcine française s'est nettement réduite en 2017 et de manière beaucoup plus prononcée que dans le reste de l'UE. Après l'embellie spectaculaire de 2016, fondée exclusivement sur la demande chinoise, les marchés européens et français ont enregistré en 2017 les effets du ralentissement des achats en provenance de Chine. Les exportations de viande porcine se sont repliées au cours de la période tandis que les importations se stabilisaient. En conséquence, le déficit des échanges extérieurs s'est à nouveau creusé en 2017. Le redressement des prix du porc, amorcé lors du second semestre 2016, s'est poursuivi jusqu'en juin 2017, avant de connaître un infléchissement très net, la demande intérieure restant atone. Toutefois, en cumul sur les neuf premiers mois de 2017, les cours ont nettement progressé sur un an.

En 2017, recul de la production porcine

Sur les neuf premiers mois de 2017, la production porcine française (abattages corrigés du commerce extérieur des animaux vivants) s'est contractée de plus de 3 % sur un an, dans un contexte de réduction des abattages dans l'Union européenne (- 1,8 % au 1er semestre 2017) (*graphique 1*). Le repli français s'explique en grande partie par la réduction régulière du cheptel de truies depuis 2010, et ce malgré l'amélioration de sa prolificité.

Graphique 1 - En 2017, la production porcine française s'est réduite



Source : Agreste

Sur les neuf premiers mois de 2017, la baisse des abattages français de porcins a été plus marquée qu'au niveau européen : - 2,7 % en têtes et en tec sur un an. Les poids moyens sont restés stables sur la période.

Sur les sept premiers mois de 2017, les abattages de porcins ont reculé dans l'UE

Sur les sept premiers mois de 2017, les abattages porcins des principaux pays producteurs européens se sont repliés, en glissement annuel (- 1,8 %), à l'exception de la Pologne dont les volumes se sont stabilisés. Les baisses s'échelonnent de - 0,4 % pour l'Espagne à - 3 % pour la Belgique. En 2018, la production européenne devrait rester à un niveau élevé compte tenu des hausses ou de la stabilité des principaux cheptels porcins, et notamment des fortes augmentations des effectifs de truies espagnols et polonais (respectivement + 6 % et + 3,6 %).

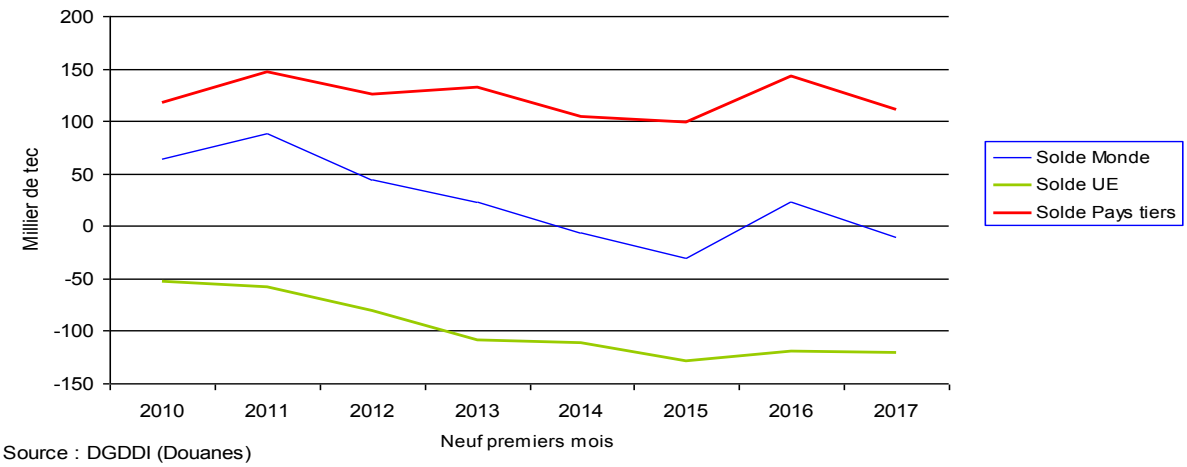
Un solde en volume du commerce de viande porcine à nouveau négatif

Sur les neuf premiers mois de 2017, les exportations françaises de viande porcine se sont réduites de 7 % après avoir progressé de 5 % en 2016 sur la même période. La situation est très contrastée selon les destinations. En légère baisse vers l'Union européenne (- 7 %, soit - 23 000 tec), les ventes ont reculé de 21 % vers les pays tiers (soit - 31 000 tec), après une croissance de 43 % en 2016, pénalisées par la baisse des achats chinois. Les exportations à destination de la Chine sont tombées à 36 000 tec, soit deux fois moins que les tonnages enregistrés en 2016. A partir de la mi-2016, ces achats avaient fortement contribué au redressement du marché français du porc, à l'instar du marché européen. Les ventes restent toutefois supérieures de 10 000 tec à celles de 2015.

De leur côté, les importations de viande porcine, issues à 99 % de l'Union européenne, ont été quasiment stables au cours de la période : + 1 %, soit un peu plus de 2 000 tec supplémentaires.

Sur les neuf premiers mois de 2017, avec la baisse des exportations, le solde en volume du commerce de viande porcine est redevenu négatif pour la première fois depuis 2014 (- 10 000 tec), après un excédent de 23 000 tec en 2016. Il est fortement déficitaire avec l'UE (- 120 000 tec) et largement positif avec les pays tiers (+ 110 000 tec) (*graphique 2*). En valeur, le déficit qui avait été réduit en 2016 à - 190 millions d'euros, se creuse à nouveau fortement en 2017, atteignant - 280 millions d'euros.

Graphique 2 - Le solde commercial de la viande porcine est redevenu négatif en volume



Source : DGDDI (Douanes)

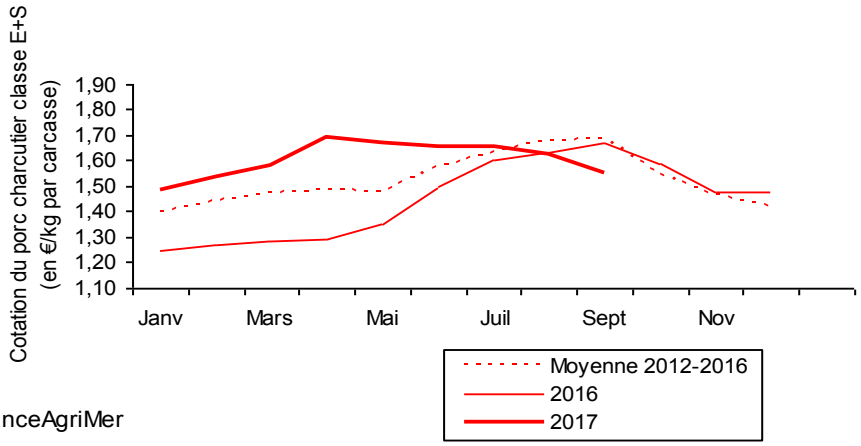
Consommation en repli en 2017

Au cours des huit premiers mois de 2017, la consommation porcine française calculée par bilan s'est contractée sur un an (- 1 %). Mesurés par le panel de consommateurs Kantar Worldpanel pour FranceAgrimer, les achats de viande porcine par les ménages ont également reculé en volume (- 3 %). La baisse concerne particulièrement la viande fraîche, les achats de saucisses et saucissons n'ayant que très légèrement fléchi sur la période. En valeur, les achats sont restés stables, sous l'effet de l'augmentation du prix moyen.

Des prix en forte hausse sur un an mais en repli au second semestre

Sur les neuf premiers mois de 2017, les prix des porcins, mesurés par l'indice des prix des produits agricoles à la production (Ippap), ont augmenté de 12,5 % sur un an, après s'être stabilisés en 2016. Très bien orientée depuis début 2017, la cotation du porc charcutier a fléchi pendant l'été, rejoignant celle de 2016 et passant même au-dessous de la moyenne 2012-2016, anticipant de quelques mois sa baisse saisonnière (*graphique 3*). La consommation plutôt morose, ainsi que le contexte international un peu moins favorable avec le ralentissement de la demande chinoise, expliquent ce retournement. Malgré une réorientation partielle des exportations de l'UE vers d'autres pays asiatiques, le phénomène est général parmi les principaux producteurs européens, mais il est particulièrement notable en France où les cotations sont parmi les plus basses de l'Union européenne.

Graphique 3 - Le prix moyen du porc charcutier classe E+S se replie à partir d'août 2017



Source : FranceAgriMer

De son côté, le coût de l'aliment porcins, qui représente plus de 60 % de la valeur de la production, a été quasiment stable sur les neuf premiers mois de 2017 (+ 0,2 % par rapport à 2016). Jusqu'en juillet 2017, la hausse du prix à la production, relativement à l'année 2016, conjuguée à un coût de l'aliment bas et stable, a favorisé une hausse du revenu. Depuis le mois d'août 2017, le prix à la production baisse tandis que le coût de l'aliment continue d'augmenter légèrement.

Si les achats chinois en Europe devaient se contracter durablement sans être suffisamment compensés par d'autres pays acheteurs, une pression durable à la baisse des cotations pourrait s'observer, d'autant que l'offre européenne reste importante et que la consommation recule. Selon les estimations établies en mai 2017, la baisse de la production française suite au repli du cheptel devrait se poursuivre sur la fin 2017 pour quasiment se stabiliser au premier semestre 2018 mais serait insuffisante pour soutenir les prix.

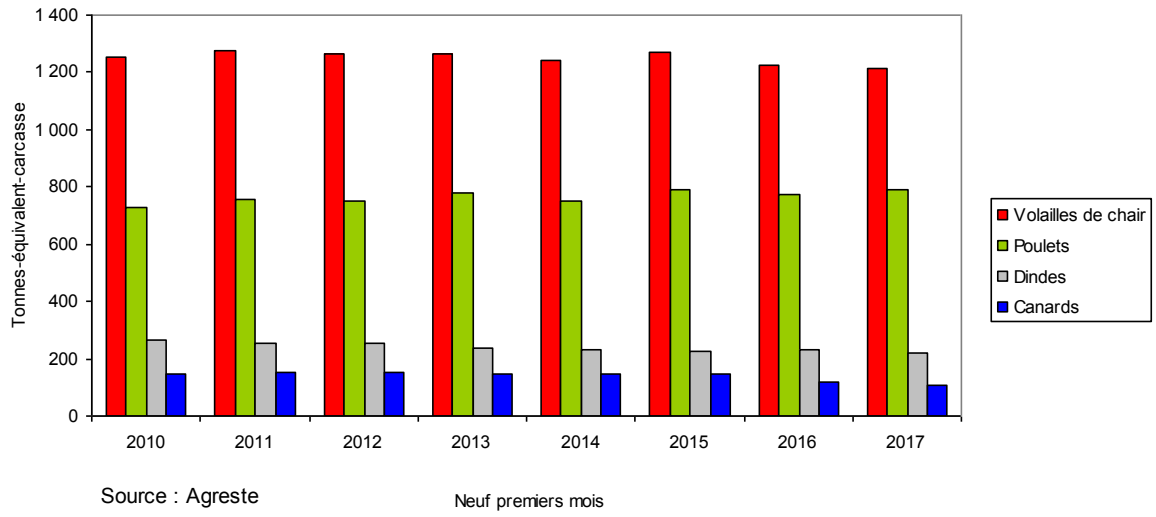
Volailles

En 2017, les abattages français de volaille se sont repliés dans un contexte où la filière a été pénalisée pour la deuxième année consécutive par l'épizootie d'influenza aviaire. Les tonnages de poulets se sont accrus alors que ceux de dinde et de canards reculaient. Le déficit commercial des viandes et préparations de volaille s'est creusé sous l'effet de la dégradation des échanges de viande de poulet type « export », malgré une amélioration de l'excédent des viandes de dinde et de canard. Les prix à la production des deux principales espèces (poulet, dinde) se sont maintenus, dans des filières très intégrées.

En 2017, recul des abattages

Sur les neuf premiers mois de 2017, les abattages français de volailles se sont contractés pour la deuxième année consécutive (- 1,2 % en poids et en têtes sur un an), pénalisés par le deuxième épisode d'influenza aviaire survenu fin 2016 *(graphique 1).*

Graphique 1 - Les abattages de volailles se sont repliés au cours des neuf premiers mois de 2017



Source : Agreste

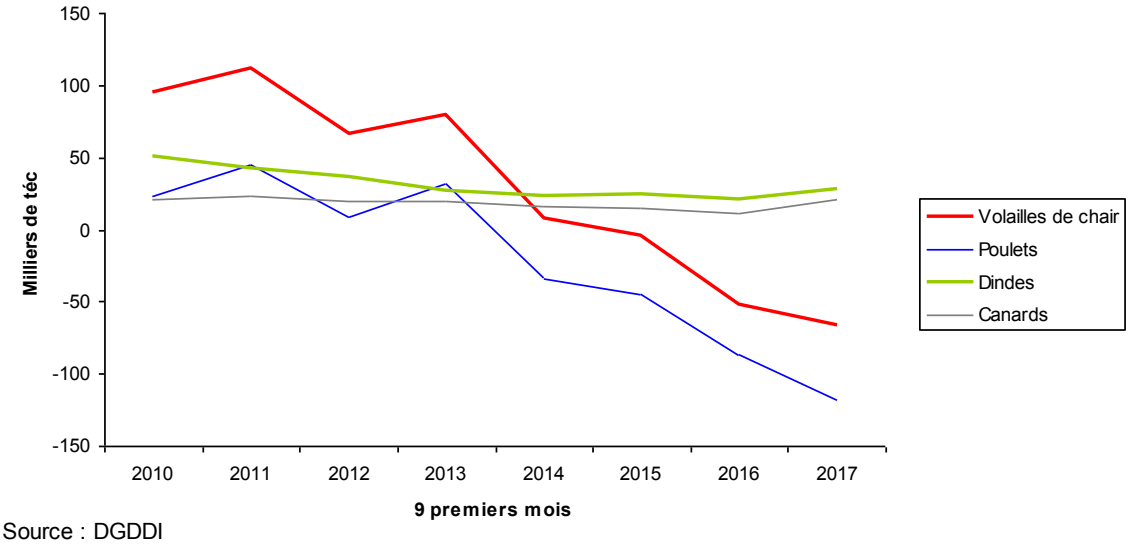
Les abattages de poulets sont restés stables en têtes mais se sont accrus de 2,2 % en tec grâce à l'augmentation du poids moyen à l'abattage liée à la baisse de production du poulet plus léger type « grand export ». A l'inverse, les abattages de dindes ont reculé de 6 % en poids et de 9 % en têtes. La filière palmipède, et plus particulièrement le segment du canard à gaver, a souffert du deuxième épisode d'influenza aviaire et des conséquences des mesures de vide sanitaire prises en avril-mai 2017 pour enrayer l'épizootie. Les abattages se sont réduits de 9 % par rapport à une année 2016, déjà en baisse de 20 %.

Pour le 3e pays producteur de l'UE, ce recul intervient dans un contexte où les deux premiers producteurs européens, la Pologne et le Royaume-Uni, enregistrent une hausse de leurs abattages, respectivement + 5 % et + 6 % sur les sept premiers mois de 2017. En Espagne, 4e producteur en Europe, les abattages sont restés stables tandis qu'ils se sont repliés en Allemagne et en Italie.

Le déficit commercial s'est creusé

Au cours des neuf premiers mois, le déficit du commerce extérieur de viandes de volailles s'est creusé de nouveau, passant de - 52 milliers de tec en 2016 à - 67 milliers de tec en 2017, fortement impacté par la nouvelle dégradation du déficit des viandes de poulet (de - 86 000 tec à - 117 000 tec), observée depuis 2014. A l'inverse, sur des volumes plus réduits, l'excédent des viandes de dinde s'est amélioré (de + 21 400 tec à + 28 000 tec) tandis que celui des viandes de canard doublait quasiment (de + 11 300 tec à + 21 000 tec) *(graphique 2).*

Graphique 2 - Le solde en volume des viandes de volaille de chair se creuse depuis 2014



Source : DGDDI

Les exportations de viande et préparations de poulet se sont réduites de 4,8 % en glissement annuel, soit - 15 000 tec. La baisse concerne l'Union européenne (- 3 000 tec) mais surtout les pays tiers (- 11 800 tec). En Europe, le recul concerne principalement l'Espagne (- 2 500 tec) et l'Italie (- 1 700 tec). Pour les pays tiers, c'est à destination du Moyen-Orient, débouché privilégié pour le poulet léger dit « export » que la baisse est la plus forte (- 20 500 tec). A contrario, les importations de viande de poulet ont augmenté (+ 4 %), soit 16 000 tec supplémentaires. Les achats français proviennent à 95 % de l'Union européenne et les plus fortes croissances concernent la Pologne (+ 13 000 tec) et l'Espagne (+ 3 600 tec).

Les exportations de viande et préparations de dinde ont fortement progressé (+ 12 %, soit 7 000 tec de plus) aussi bien vers l'Union européenne, notre plus gros client (75 % des ventes), que vers la zone extracommunautaire. C'est l'Allemagne qui a accru le plus ses achats avec + 4 300 tec. Les importations de viande de dinde sont, elles, restées stables.

Quand aux exportations de viande et préparations de canard, elles se sont redressées sur les neuf premiers mois (+ 20 % sur un an) après s'être repliées en 2016 (- 1 %), conséquence de la première crise d'influenza aviaire qui avait déjà fortement perturbé la production en 2016. Les ventes ont été dynamiques vers l'Espagne, l'Italie et l'Asie du Nord. Les importations se sont réduites de 23 %, soit 3 900 tec de moins en 2017, s'établissant au-dessous du niveau de 2015. A la suite de la forte réduction de la production française en 2016, elles avaient progressé de 20 %, soit 2 800 tec de plus.

La consommation de poulet s'est stabilisée

Selon le Kantar Worldpanel, la consommation des ménages en viande de poulet s'est quasiment stabilisée sur les sept premiers mois de 2017, après avoir légèrement augmenté en 2016, alors que celle de dinde et de canard se réduisait. Globalement, les achats à domicile de viande de volaille se sont contractés (- 1,8 %) pour la première fois depuis 2012, la volaille étant probablement rattrapée par la réduction de la consommation de viande.

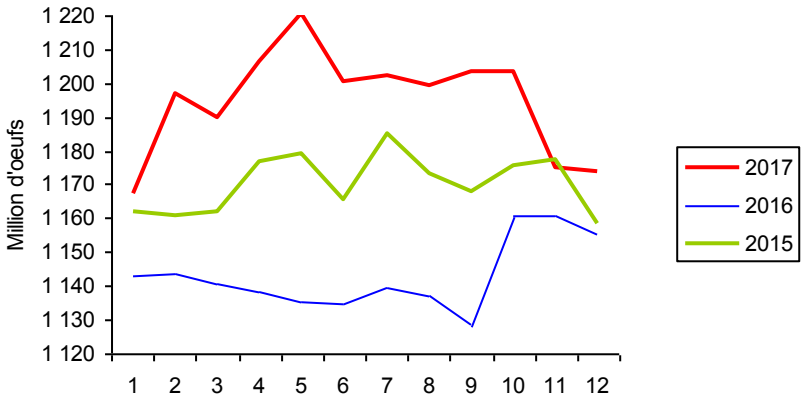
Sur les neuf premiers mois de 2017, les cours moyens à la production des poulets et des dindes se sont légèrement repliés, par rapport à la même période de 2016 et devraient le rester en fin d'année, mais ces deux filières demeurent très intégrées.

Œufs

En 2017, la production française d'œufs de consommation augmenterait de près de 5 % sur un an. Sur les neuf premiers mois de 2017, le solde commercial des ovoproduits est resté excédentaire, alors que celui des œufs coquille, déficitaire, s'est creusé. Les prix à la production des œufs de consommation ont été bien orientés, sous l'effet des tensions générées sur le marché de l'œuf par les problèmes sanitaires survenus cet été dans certains pays européens et le report de la demande de ces pays vers les œufs français.

Pour l'année 2017, la production française est prévue en hausse de près de 5 %, en glissement annuel, selon le modèle de prévision SSP-ITAVI-CNPO *(graphique 3)*. Cette production est issue à 68 % de poules pondeuses en cage et à 32 % d'élevage alternatifs (agriculture biologique, plein air et sol). La part de ces derniers ne cesse d'augmenter depuis 2010 (respectivement 78 % et 22 %).

Graphique 3 - En 2017, la production d'œufs de consommation est prévue en hausse par rapport à 2016



Source : Agreste

Sur les neuf premiers mois de 2017, les mises en place de poussins de poulettes de ponte se sont repliées de près de 3 %, préfigurant un recul de la production d'œufs en 2018, compte tenu du temps nécessaire à une poulette pour devenir une pondeuse (cinq mois).

Les exportations françaises d'ovoproduits ont augmenté (+ 1,4 % sur un an) tandis que les ventes d'œufs coquille se réduisaient (- 11 %). Les ventes d'ovoproduits se sont stabilisées

vers l'Union européenne et accrues vers les pays tiers (+ 9 %, soit 800 teoc de plus), en particulier vers le Moyen-Orient (+ 24%, soit + 550 teoc).

A contrario, les exportations d'œufs coquille se sont repliées vers toutes les destinations : - 5 % vers l'UE, soit 800 teoc de moins et – 38 % vers les pays tiers, soit – 1 250 teoc. En Europe, c'est vers le Royaume-Uni que les ventes ont baissé le plus (- 700 teoc) tandis que hors de l'UE, c'est vers la Suisse que le repli a été le plus fort (- 300 teoc).

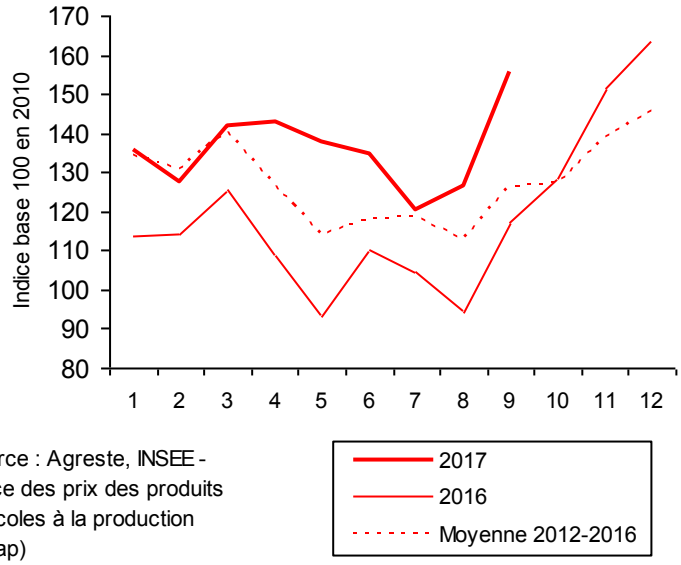
Issues pour la quasi-totalité d'entre elles de l'UE, les importations d'ovoproduits comme d'œufs coquille ont augmenté (respectivement + 4,5 % et + 20 %), en particulier depuis l'Allemagne (+ 40 %, soit 1 800 teoc de plus) et les Pays-Bas (+ 3%, soit 500 teoc de plus). Quant aux œufs coquille, les achats se sont surtout accrus en provenance d'Espagne et surtout de Belgique, mais pour des volumes moins importants, respectivement + 14 % (+ 2 900 teoc) et + 75% (+ 900 teoc).

Avec une augmentation des achats d'œufs de consommation supérieure à celle des exportations, le déficit commercial s'est de nouveau détérioré en volume en 2017 : - 25 000 teoc après - 13 500 teoc en 2016. La situation est toutefois différente suivant les conditionnements : l'excédent en ovoproduits s'est amélioré (+ 6 500 teoc) tandis que le déficit des œufs coquille s'est creusé (- 31 500 teoc).

Parallèlement, la consommation des ménages français à domicile en œufs s'est contractée de 1,7 % sur un an sur les dix premiers mois de 2017, selon le Kantar Worldpanel.

Sur les neuf premiers mois de 2017, les prix à la production des œufs ont été supérieurs à ceux de 2016 et à la moyenne 2012-2016. Ils augmentent fortement en septembre, les œufs de consommation produits en France, épargnés par la crise liée au Fipronil, étant très demandés par les autres pays consommateurs européens *(graphique 4)*.

Graphique 4 - En 2017, le prix à la production des œufs est en hausse, en glissement annuel et par rapport à la moyenne 2012-2016



Source : Agreste, INSEE - Indice des prix des produits agricoles à la production (Ippap)

Lait

Depuis mars 2017, la collecte mondiale de lait est repartie à la hausse sur un an, en particulier en Nouvelle-Zélande, aux USA et dans l'Union européenne dans un contexte de prix du lait porteur et d'une demande internationale, notamment chinoise, dynamique. En France, les prix à la production du lait de vache se sont redressés fortement à partir de juillet sous l'effet de l'amélioration générale des marchés et de la flambée des prix du beurre qui ont battu des records en raison d'une offre insuffisante face à une forte demande. En revanche, ceux de la poudre de lait écrémé pâtissent de stocks européens très importants.

Une collecte mondiale et européenne en hausse depuis mars 2017

Après une baisse continue de mai 2016 à février 2017, la collecte mondiale de lait est repartie à la hausse depuis mars 2017, notamment pour les principaux pays exportateurs de produits laitiers (États-Unis, Nouvelle-Zélande et Union européenne). Selon l'USDA, la production mondiale de lait de vache progresserait de 1 à 2 % en 2017.

Déjà dynamique en 2016, la collecte s'est accrue sur les huit premiers mois de 2 % aux États-Unis. En Nouvelle-Zélande, elle est repartie à la hausse depuis mars 2017, favorisée par le rebond des prix du lait, augmentant de 2,8 % sur les huit premiers mois. En revanche, en Argentine et en Australie, la collecte laitière a continué de baisser sur la même période (- 0,6 % et - 2,7 %).

Au niveau européen, après un premier trimestre 2017 en recul sur un an, la collecte de lait a à nouveau progressé à partir d'avril 2017, avec une croissance supérieure à 1 % à partir de juin. Sur les neuf premiers mois, la collecte européenne a ainsi augmenté de 0,4 %. Si la reprise de la collecte de lait a progressivement gagné la plupart des pays européens, elle a été plus particulièrement dynamique dès le début de l'année en Pologne, en Italie et en Irlande. En Allemagne et en France, la hausse de la production, plus tardive, n'a été sensible qu'à partir de l'été. La remontée générale des prix du lait dans l'UE à partir du second semestre 2016 et la nouvelle hausse depuis juin 2017 ont été une puissante incitation à l'augmentation de la production.

Des échanges mondiaux 2017 contrastés selon les produits et les pays

Depuis le début de l'année, les échanges mondiaux ont progressé pour les fromages (+ 8 % sur les huit premiers mois) et de manière plus récente pour la poudre de lait écrémé (+ 15 %), mais dans ce dernier cas, de manière insuffisante pour résorber le déséquilibre apparu en 2016 et contribuer à la résorption des stocks accumulés dans l'UE. A contrario, les échanges mondiaux de poudre grasse et surtout de beurre se sont réduits (– 2 % et – 15 % sur huit mois). Dans le cas du beurre, ce recul des échanges mondiaux résulte d'une absence de disponibilités suffisantes, alors que la demande s'est fortement accrue. Les achats chinois ont augmenté pour tous les produits laitiers, bénéficiant ainsi notamment aux exportations de l'UE. La demande de la Russie en beurre, du Japon en fromages et de l'Algérie en poudres a également augmenté, alors que les importations de fromage des USA, de la Russie, et de l'Algérie se sont contractées.

En 2017, une hausse des fabrications de fromage et de crème en Europe, aux dépens des poudres de lait et du beurre

Dans un contexte de disponibilités en lait relativement stables, l'évolution des fabrications de produits laitiers dans l'UE fait apparaître une divergence assez nette entre les fromages et la crème, dont les volumes ont augmenté respectivement de 1,6 % et 2,2 % sur les huit premiers mois de 2017, et les poudres de lait, le beurre et le lait conditionné, qui enregistrent a contrario des baisses (- 5 % pour le beurre, - 9 % pour la poudre maigre et - 2 % pour le lait conditionné). La préférence accordée par les industriels à la production de fromages et crèmes est la conséquence d'une meilleure valorisation de ces produits, mais également d'une réduction volontaire de la production de poudres de lait, à la suite des excédents apparus à partir de 2016 et de stocks élevés dans l'UE. Ce désengagement vis à vis des poudres de lait a eu pour effet collatéral de contribuer à une baisse de la production de beurre (pour partie coproduit des poudres), au moment où la demande mondiale se redynamisait.

Une hausse des exportations européennes de fromages et de poudres de lait, notamment vers la Chine mais des stocks de poudres de lait écrémé toujours au plus haut dans l'UE

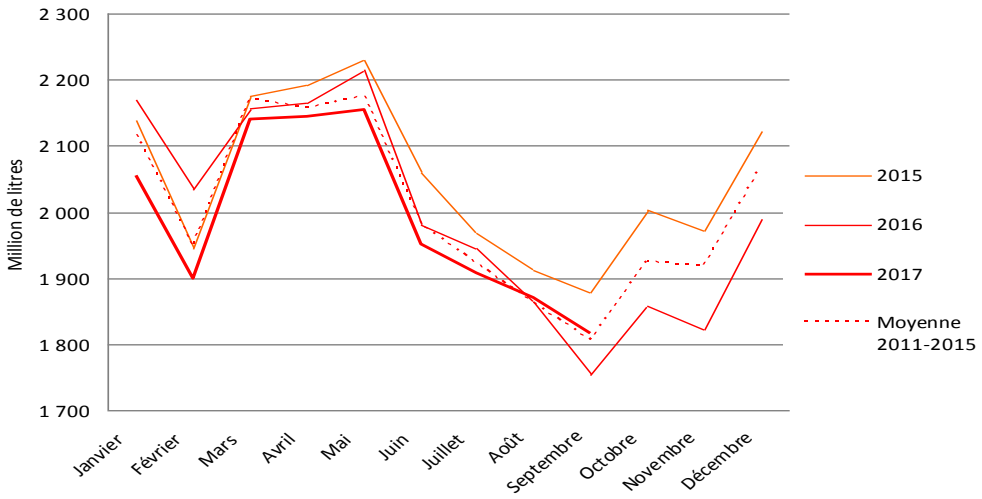
Sur les neuf premiers mois de 2017, les exportations européennes de fromages ont augmenté de 5 %, celles de poudres de lait maigre de 41 %, celles de poudres grasses de 2 %, tandis que les exportations de beurre reculaient de 17 %. Les exportations ont été particulièrement dynamiques vers la Chine, à l'exception des caséines et caséinates.

La demande toujours insuffisante en protéines laitières par rapport à l'offre n'a toutefois pas permis de résorber les stocks de poudre maigre. En juillet 2017, le niveau des stocks publics de poudre de lait écrémé s'est établi à plus de 357 000 t, niveau le plus élevé dans l'UE depuis 1991. En prenant en compte les offres réalisées en août et septembre, le stock devrait avoisiner 380 000 t à fin novembre.

Une reprise de la collecte en France, forte mais plus tardive que dans le reste de l'UE

Alors qu'au 1er semestre 2017, la collecte française de lait de vache a été inférieure de 2,8 % à celle de 2016, elle s'est redressée de manière très nette depuis août 2017, avec une hausse de 4 % en septembre (*graphique 1*). Cette reprise est liée à la hausse du prix du lait, des disponibilités fourragères satisfaisantes (conditions météo propices à la repousse de l'herbe, fourrages printaniers et maïs fourragers d'excellente qualité) et à un niveau de production bas en 2016 à cette période.

Graphique 1 - En 2017, la collecte française de lait de vache demeure en deçà des niveaux de 2015 et 2016

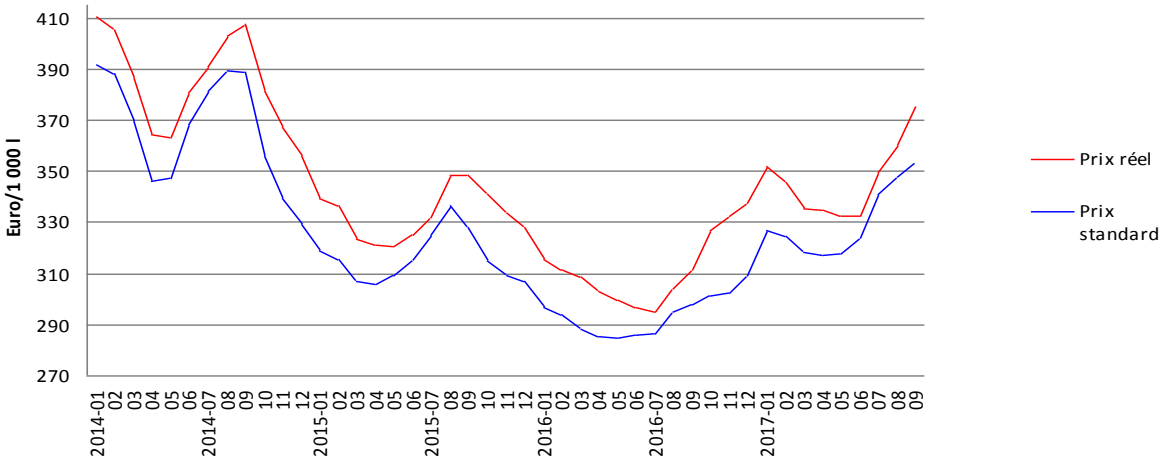


Source : Enquête mensuelle laitière SSP/FranceAgriMer

En France, une hausse des prix du lait au cours du 2e semestre 2017.

Après avoir atteint en juillet 2016 son plus bas niveau depuis avril 2010 (295 €/1 000 litres), le prix moyen du lait payé aux producteurs français (prix à teneurs réelles - toutes qualités confondues) s'est redressé progressivement à partir d'août 2016 (*graphique 2*). Après un léger repli au premier semestre 2017, le prix est orienté à la hausse depuis juillet 2017. En septembre 2017, il atteint 353 € pour 1 000 litres (+ 56 € sur un an).

Graphique 2 - Les prix français du lait de vache remontent fortement en juillet 2017



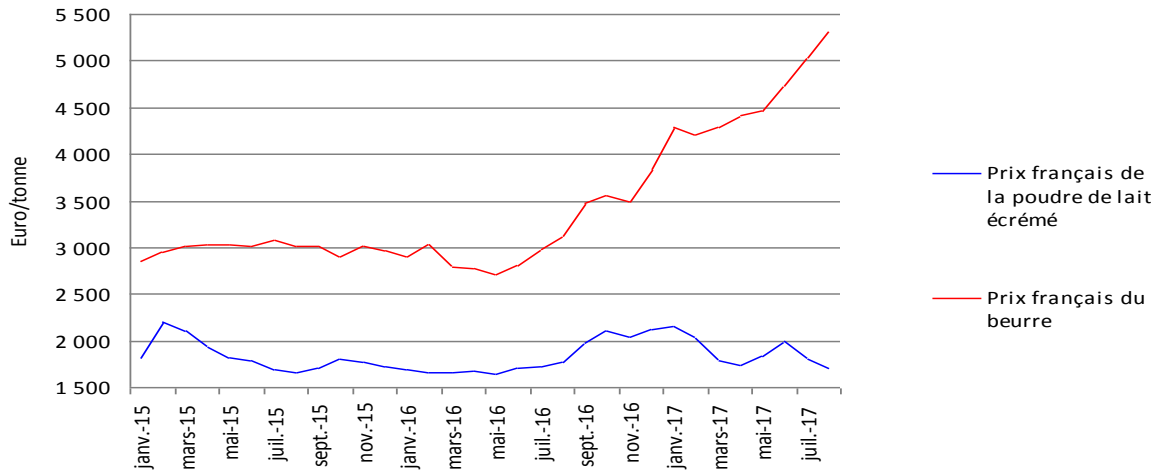
Source : Enquête mensuelle laitière SSP/FranceAgriMer
Le prix moyen du lait de vache est le prix versé aux producteurs quelle que soit la qualité du lait (prix à teneurs réelles en matière grasse et matière protéique).
Le prix standard du lait de vache est le prix versé aux producteurs pour un lait ramené à 38 g/l de matière grasse et 32 g/l de matière protéique.

Le prix du beurre a battu des records alors que celui de la poudre de lait écrémé est passé largement en dessous du prix d'intervention

Soutenu par une offre insuffisante par rapport à la demande, le prix du beurre français connaît une envolée depuis le printemps 2016, à l'image des cours européen et mondial (*graphique 3*). Cette hausse s'est accélérée en 2017, pour atteindre un niveau record, supérieur à 7 000 €/t (beurre en vrac), début octobre 2017, avant de connaître un repli. Compte tenu de la demande toujours élevée, le prix du beurre devrait rester élevé au cours des prochains mois. Il est actuellement d'un peu plus de 5 000 €/t mais est très volatil.

Après une forte baisse au 1er semestre 2017, le prix de la poudre grasse est remonté au cours de l'été à plus de 3 000 € la tonne (+ 31 % en juillet 2017 par rapport à 2016). Pour la poudre de lait écrémé, en revanche, le marché tarde à revenir à l'équilibre. Comme pour le beurre et la poudre grasse, le cours est reparti à la hausse en 2016, atteignant même un pic début janvier 2017 mais il s'est replié depuis, pénalisé par des stocks européens très importants et l'arrêt de l'intervention européenne le 30 septembre. Début octobre 2017, le prix français de la poudre de lait écrémé est tombé à 1 440 €/t, soit nettement en deçà du prix européen d'intervention fixé à 1 698 €/t.

Graphique 3 - Envolée des prix du beurre français depuis le 2e semestre 2016



Le coût des aliments s'est stabilisé alors que le prix du lait a augmenté

Après une année 2016 en forte baisse (- 11 % par rapport à 2015) liée au fort recul de la collecte et aux difficultés de trésorerie des éleveurs, la production d'aliments composés pour vaches laitières s'est accrue au 1er semestre 2017 de 1,9 % sur un an, en France. Cette hausse se confirme en juillet, avec des fabrications en augmentation de 3,5 % par rapport à 2016, le manque de fourrages dû au déficit hydrique du début d'année ayant favorisé le recours aux aliments composés achetés.

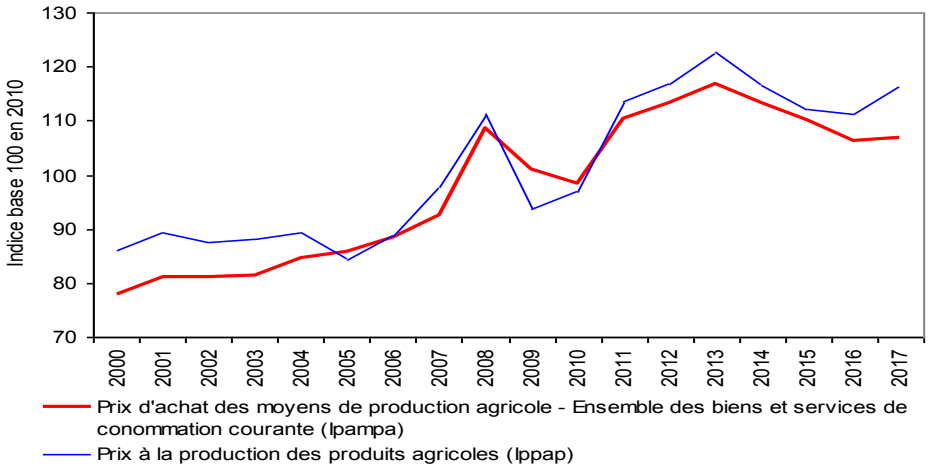
Parallèlement, de janvier à juillet 2017, le coût des aliments a baissé de 0,3 % par rapport à 2016. Après les sommets atteints en 2012 et 2013, il s'est réduit fortement, se stabilisant même quasiment depuis avril 2016. Dans ce contexte, le différentiel entre le prix du lait payé au producteur et le coût de l'alimentation animale s'est amélioré. A partir de décembre 2016, le prix du lait a augmenté de manière plus importante que la seule compensation du coût de l'aliment « vache laitière » et l'écart entre les deux n'a cessé de croître.

INTRANTS

En 2017, le prix des intrants achetés par les exploitants agricoles s'est légèrement redressé pour la première fois depuis 2013. Sur un an, le prix d'achat des intrants a augmenté de 0,7 %, sous l'effet de la hausse des prix de l'énergie, et dans une moindre mesure, des aliments pour animaux. À l'inverse, les prix des autres consommations intermédiaires ont poursuivi leur repli. La production en volume d'aliments pour animaux d'élevage a légèrement baissé malgré la reprise des fabrications pour bovins.

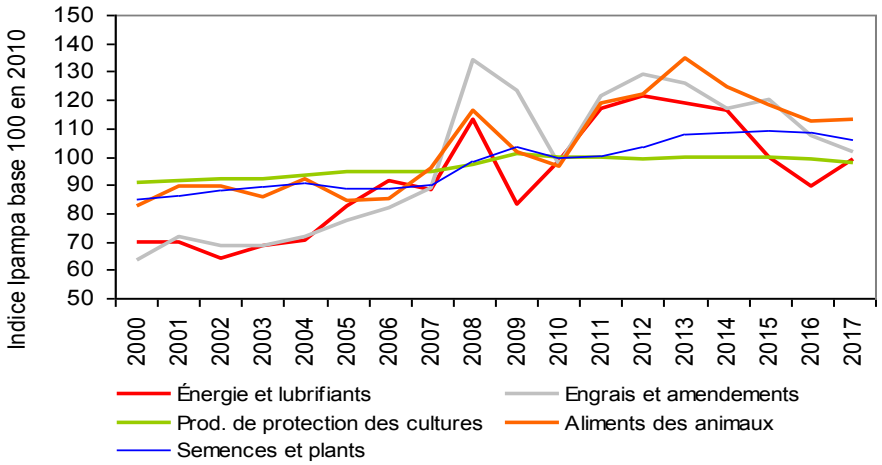
Avec la reprise des cours de l'énergie et, à un moindre degré, du prix des aliments pour animaux, le prix des intrants achetés par les exploitants agricoles, mesuré par l'indice des prix d'achat des moyens de production agricole, est reparti à la hausse sur les neuf premiers mois de 2017, pour la première fois depuis 2013 (*graphiques 1 et 2*).

Graphique 1 - En 2017, les prix des moyens de production agricole se sont redressés



Sources : Insee, Agreste - Moyenne sur les neuf premiers mois de l'année

Graphique 2 - Sur les neuf premiers mois de l'année 2017, les prix de l'énergie ont augmenté



Sources : Insee, Agreste - Moyenne sur les neuf premiers mois de l'année

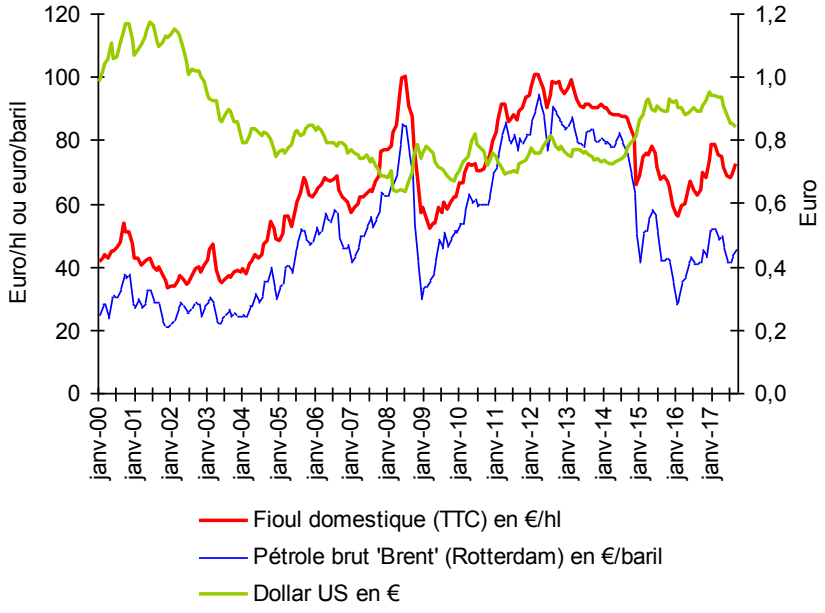
La hausse du prix de l'énergie amorcée fin 2016 s'est poursuivie en 2017 sous l'effet de l'augmentation des prix du pétrole

Sur les neuf premiers mois de l'année, le prix de l'énergie, qui représente 13 % des intrants, a évolué en dent de scie en lien avec les variations des cours du pétrole. En légère augmentation en début d'année, le prix de l'énergie a ensuite diminué en mai et juin avant de repartir à la hausse au début de l'été. En moyenne, de janvier à septembre 2017, ce dernier s'est accru de 10,6 % sur un an, contrastant avec la baisse observée de 2013 à 2016.

De janvier à septembre 2017, les prix du pétrole de la mer du Nord (Brent) ont globalement poursuivi leur progression amorcée fin 2016. En hausse en tout début d'année, à la suite notamment de la décision de l'OPEP fin 2016 de réduire sa production de 1,2 million de barils par jour sur les six premiers mois de 2017, les prix se sont ensuite contractés à la fin du printemps sous l'effet conjugué d'une baisse de la demande, chinoise et européenne principalement, et d'une offre toujours abondante aux Etats-Unis et en Iran, ainsi qu'en Libye et au Nigéria, pays ayant refusé l'accord de réduction de l'OPEP. À partir de juillet, les prix se sont redressés sous l'effet du regain de la demande chinoise et de signes de stagnation de la production de pétrole de schiste aux Etats-Unis. Ainsi, pour la première fois depuis 2013, les prix ont fortement progressé sur les neuf premiers mois de 2017 (+ 23,8 % sur un an), mais demeurent toujours à un niveau relativement bas (*graphique 3*). Sur la fin de l'année, les prix pourraient continuer de progresser légèrement, en lien avec le rééquilibrage progressif de l'offre et de la demande observé ces derniers mois.

Le prix du fioul carburant, qui représente la moitié du poste énergie, a suivi la même tendance ; sur les neuf premiers mois de 2017, en rupture avec les baisses observées sur la période entre 2013 et 2016, il a augmenté de 18,8 % par rapport à 2016.

Graphique 3 - Sur les neuf premiers mois de l'année 2017, les prix du pétrole et du fioul se sont accrus



Source : Insee, Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie

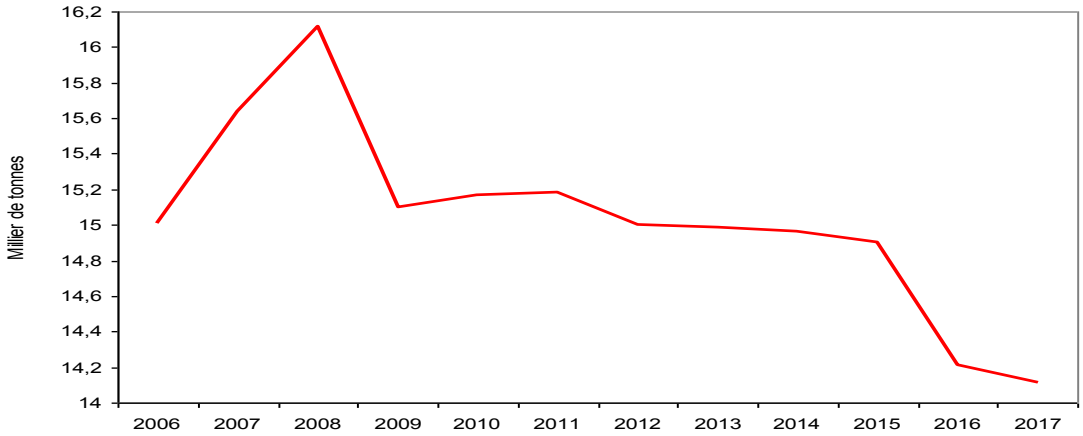
Les prix des semences et des produits phytosanitaires ont reculé sur un an

Sur les neuf premiers mois de l'année, les prix des semences, représentant 7 % des intrants, sont restés relativement stables après une période de repli fin 2016. En revanche, sur un an, la baisse des prix amorcée en 2016 s'est accélérée (- 1,9 %). Le recul des prix des produits de protection des cultures, initié en 2016, s'est également légèrement amplifié (- 0,9 %), même s'il demeure modéré.

En 2017, le volume de la production d'aliments composés tend à se stabiliser, après la forte baisse en 2016

Après la forte baisse de 2016, la production d'aliments composés pour animaux d'élevage ne baisse que très légèrement en volume en 2017 *(graphique 4)*.

Graphique 4 - Après un net repli en 2016, la production d'aliments composés a retrouvé une relative stabilité en 2017, mais reste orientée à la baisse



Note : Cumul de janvier à septembre de la production d'aliments composés pour l'ensemble des animaux de ferme
Source : Agreste d'après Coop de France NA-SNIA

Sur les neuf premiers mois de l'année 2017, elle a reculé de 0,7 %, la hausse de la production pour bovins (+ 2,6 %) n'ayant pu compenser entièrement la baisse de la production à destination des volailles (- 1,8 %) et des porcins (- 2 %) (*tableau 1*).

Tableau 1 - En cumul de janvier à septembre 2017, la production d'aliments composés a légèrement baissé sur un an

	Production d'aliments composés (millier de tonnes)			Ipampa (indice base 100 en 2010)		
	Cumul janvier-septembre			janvier-septembre		
	2016	2017	%	2016	2017	%
Bovins	3 249	3 335	2,6	117,1	116,3	-0,7
Ovins Caprins	462	488	5,6	114,2	113,0	-1,1
Porcins	3 568	3 499	-2,0	112,3	112,1	-0,2
Volailles	6 107	5 996	-1,8	110,1	109,2	-0,8
Lapins	245	229	-6,3	118,1	115,3	-2,3
Allaitement	259	243	-6,1	101,9	113,5	11,3
Animaux de ferme	**14 216**	**14 116**	**-0,7**	**112,9**	**113,4**	**0,4**

Source : Agreste d'après Coop de France NA - SNIA, Insee

Note : La production d'aliments composés pour les bovins inclut le mash

Après un recul important en 2016 à la suite de la crise de la filière laitière, la reprise de l'activité en 2017 a engendré des besoins supplémentaires en aliments pour vaches laitières (+ 1,2 % sur un an). Par un effet de ricochet à l'ensemble de la filière bovine, le recours aux aliments à destination des autres bovins a également augmenté (+ 6 %).

Le repli de la production d'aliments pour volailles provient, quant à lui, de la baisse de l'aliment destiné aux dindes (- 9,5 %), en lien avec le recul des abattages, ainsi qu'aux palmipèdes (- 5,6 %). En effet, la filière canard à gaver a de nouveau été pénalisée en 2017 par les conséquences du deuxième épisode d'épizootie de grippe aviaire.

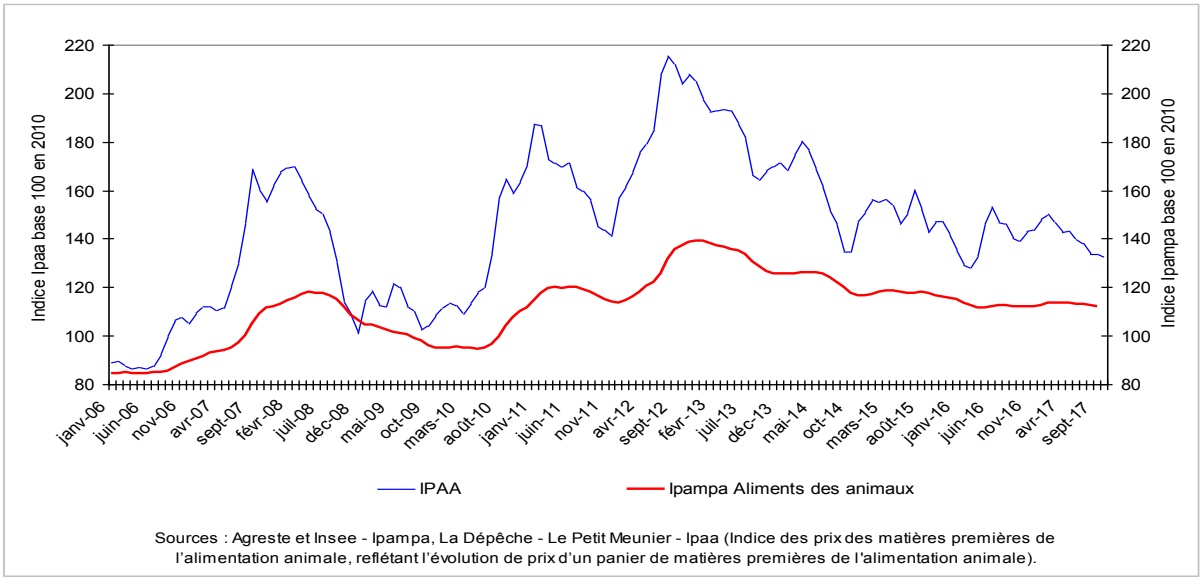
Enfin, le moindre recours aux aliments porcins s'expliquerait d'une part par la réduction du cheptel et d'autre part par une réorientation des éleveurs vers les aliments produits à la ferme au détriment des aliments composés (– 2 %). En effet, d'après les bilans céréaliers et oléo-protéagineux prévisionnels 2017/2018, l'autoconsommation augmenterait par rapport à la campagne 2016/2017, indiquant que les éleveurs privilégieraient les ressources produites sur l'exploitation.

Les évolutions attendues au dernier trimestre de 2017 ne devraient pas infléchir cette tendance baissière de la production d'aliments composés, la douceur de la fin d'année incitant les éleveurs à maintenir les animaux en pâture, faisant ainsi baisser la demande en aliments industriels.

En 2017, les prix des aliments achetés pour les animaux d'élevage ont été légèrement supérieurs à ceux de 2016

En 2017, les cours des matières premières agricoles (blé, maïs, tourteau de colza, etc.) se sont stabilisés à des niveaux supérieurs à 2016, impactant les prix d'achat des matières premières utilisées en alimentation animale. En moyenne de janvier à septembre 2017, ces derniers ont été supérieurs de 1,1 % aux prix de 2016, tout en restant inférieurs de 8 % à la moyenne des cinq dernières campagnes. En conséquence, depuis le début de l'année 2017, le coût de l'alimentation animale (27 % du total des intrants), mesuré par l'Ipampa, s'est établi légèrement au-dessus de celui de 2016 (+ 0,4 % sur les neuf premiers mois) (*graphique 5*).

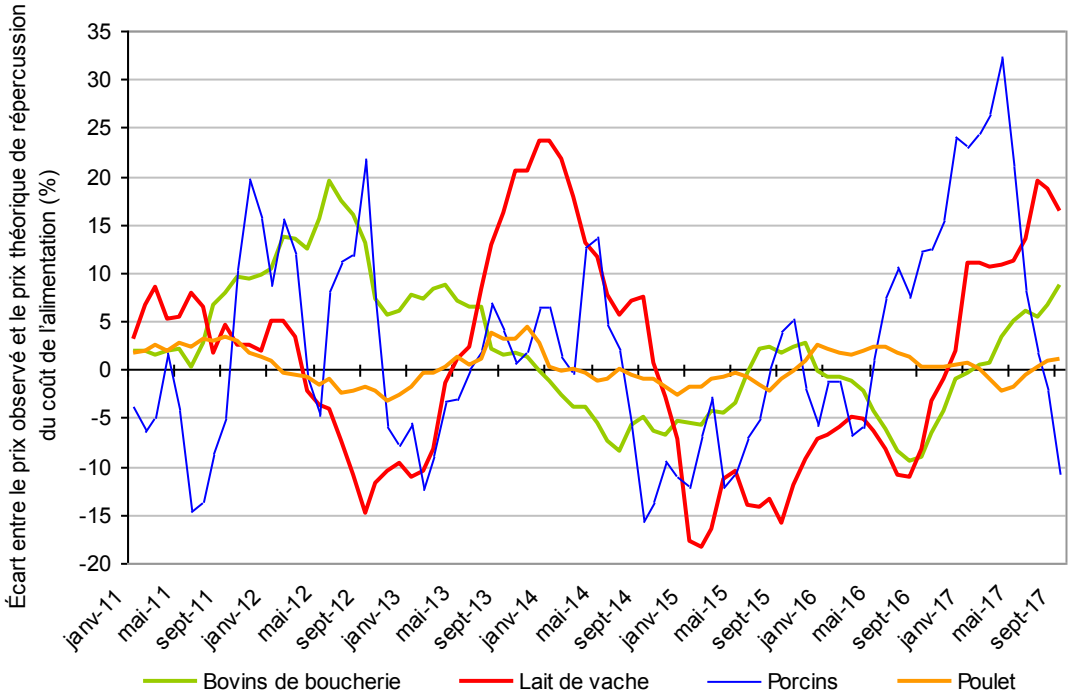
Graphique 5 : Les prix d'achat des aliments par les éleveurs répercutent les évolutions des cours des matières premières utilisées en alimentation animale, mais avec retard et dans des proportions moindres



Sources : Agreste et Insee - Ipampa, La Dépêche - Le Petit Meunier - Ipaa (Indice des prix des matières premières de l'alimentation animale, reflétant l'évolution de prix d'un panier de matières premières de l'alimentation animale).

La hausse du coût de l'aliment pénalise plutôt les exploitations hors sol (porcins et volailles) pour lesquelles il représente environ 60 % de la valeur du produit brut de l'exploitation. S'agissant de la filière avicole, sa forte intégration favorise le parallélisme entre les prix à la production et les coûts d'élevage contractualisés par les intégrateurs. Jusqu'en juillet 2017, les prix à la production porcine ont été supérieurs au prix permettant de compenser en totalité l'évolution du coût de l'aliment *(graphique 6)*, puis la tendance s'est inversée à la suite d'une baisse des prix du porc conjuguée à une hausse du coût de l'aliment.

Graphique 6 - Jusqu'en juillet 2017, les prix à la production du porc ont été supérieurs aux prix de compensation du coût de l'alimentation animale



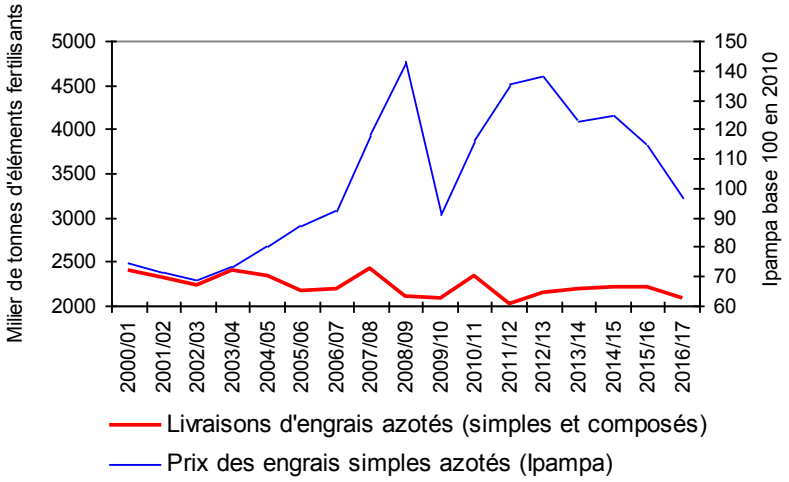
Sources : SSP, Insee

Note de lecture : le prix théorique de répercussion du coût de l'alimentation animale est égal au prix qui, compte tenu de la part des achats d'aliment dans la valeur de la production animale en sortie d'élevage, compenserait la variation du prix de l'aliment par rapport à l'année précédente

Lors de la campagne 2016/2017, malgré le recul des prix, les livraisons d'engrais ont reculé dans un contexte de cours des céréales toujours déprimé

Lors de la campagne 2016/2017 (de juillet à juin), après une quasi-stabilité lors de la campagne précédente, les livraisons d'engrais azotés (simples et composés) ont, pour la première fois depuis la campagne 2012/2013, diminué par rapport à la campagne 2015/2016 (- 5,6 %), ainsi que par rapport à la moyenne quinquennale (- 3,8 %) (*graphique 7*). Cette baisse s'explique par le repli marqué des livraisons sur les trois derniers mois de la campagne (- 25,8 % en moyenne sur un an), en lien avec un printemps chaud et sec ayant limité la quantité d'azote utilisé lors du dernier apport. Dans le même temps, dans le prolongement de la tendance baissière amorcée lors de la campagne 2013/2014, le recul des prix d'achat s'est fortement accéléré : - 16 % en moyenne pour la campagne 2016/2017 contre - 8,2 % en 2015-2016, et - 19,2 % par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes.

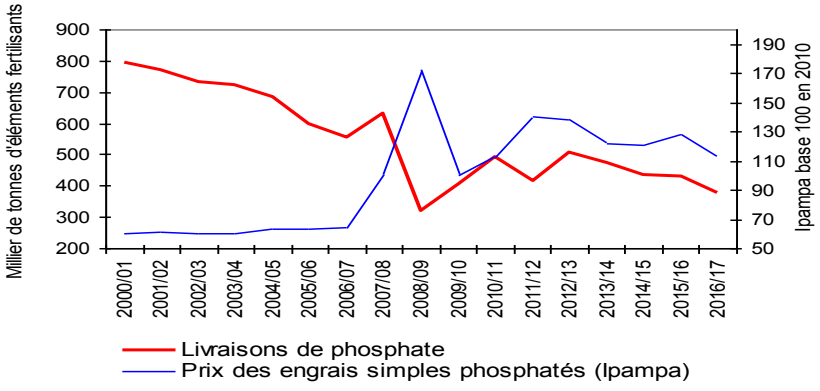
Graphique 7 : Sur la campagne 2016/2017, diminution des livraisons d'azote par rapport à la campagne précédente, malgré le fort repli des prix*



* L'analyse porte sur la campagne 2016/2017 en raison du nombre trop restreint de données disponibles pour la campagne 2017/2018
Sources : Unifa, Insee et Agreste

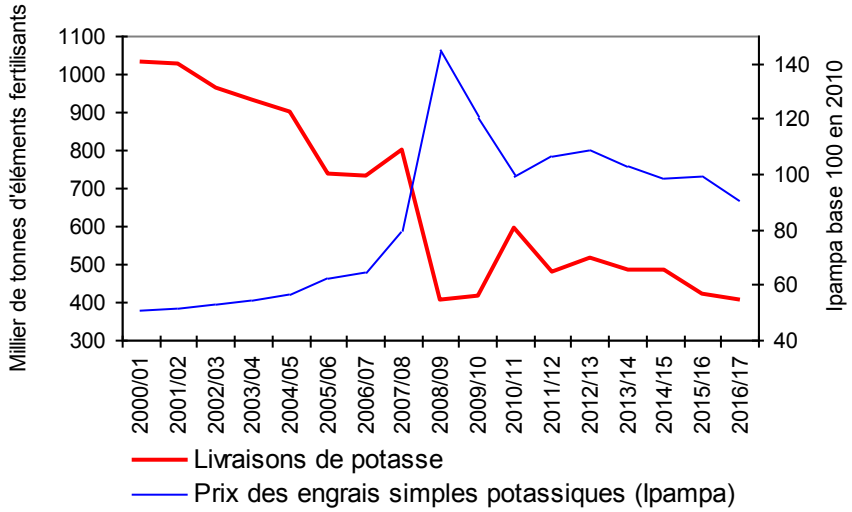
Avec des cours toujours déprimés pour les grandes cultures, les livraisons de phosphate et potasse ont également reculé lors de la campagne 2016/2017 (de mai à avril) malgré des prix en forte baisse. Les achats d'engrais phosphatés ont diminué de 12,4 % par rapport à la campagne précédente et de 15 % par rapport à la moyenne quinquennale. Cette diminution s'inscrit dans le prolongement des reculs observés depuis la campagne 2013/2014. En ce qui concerne les engrais potassiques, le repli des livraisons a été moins marqué et s'est atténué par rapport à la campagne précédente (- 4,3 % contre - 12,6 % en 2015/2016) en dépit du recul des prix (*graphiques 8 et 9*). Sur les trois premiers mois de la campagne 2017/2018, les livraisons de phosphate ont reculé de 19,1 % par rapport à la campagne précédente tandis que celles de potasse augmentaient de 4,6 %.

Graphique 8 - Sur la campagne 2016/2017, diminution sensible des livraisons de phosphate par rapport à la campagne 2015/2016 en dépit de prix en forte baisse*



* L'analyse porte sur la campagne 2016/2017 en raison du nombre trop restreint de données disponibles pour la campagne 2017/2018
Sources : Unifa, Insee et Agreste

Graphique 9 - Sur la campagne 2016/2017, atténuation du repli des livraisons de potasse malgré la forte diminution des prix*



* L'analyse porte sur la campagne 2016/2017 en raison du nombre trop restreint de données disponibles pour la campagne 2017/2018
Sources : Unifa, Insee et Agreste

À l'instar des engrais azotés, et contrairement à la campagne précédente, les prix d'achat des engrais phosphatés et potassiques ont fortement reculé entre les campagnes 2015/2016 et 2016/2017 (respectivement - 12,2 % et - 9,1 %). Sur les quatre premiers mois de la campagne 2017/2018, le repli des prix s'est poursuivi sur un an mais s'est fortement atténué : en août 2017, les prix des engrais phosphatés et de la potasse étaient inférieurs de respectivement 2,3 et 1,7 % à ceux d'août 2016.

INDUSTRIES AGROALIMENTAIRES

En 2017, la production des industries agroalimentaires (hors tabac) devrait très légèrement progresser, essentiellement sous l'effet du dynamisme des fabrications de boissons lié aux demandes nationale et étrangère. Sur les huit premiers mois de 2017, en raison d'une hausse des exportations supérieure à celle des exportations, l'excédent commercial des IAA s'est accru en valeur. Pour la première fois depuis 2014, les prix à la production devraient augmenter sur un an, tout comme le chiffre d'affaire, soutenu par la hausse conjointe de la production et des prix.

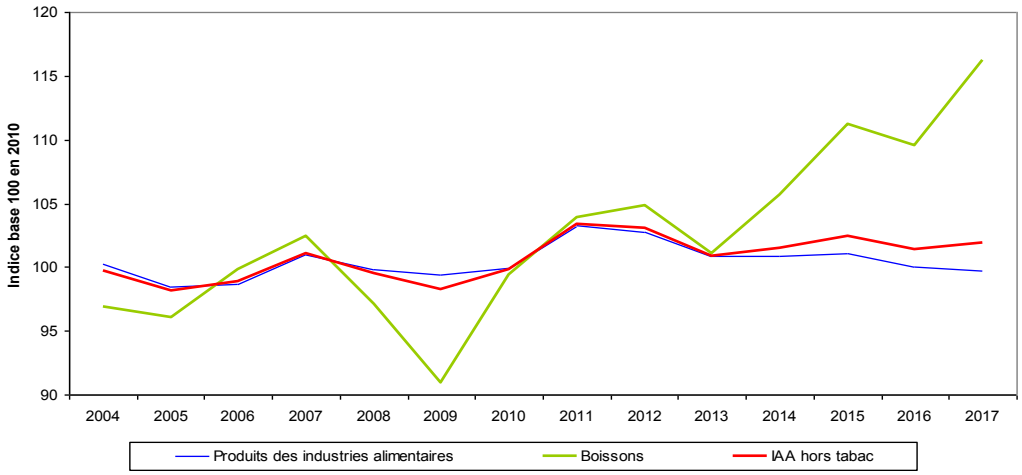
Le périmètre des industries agroalimentaires (IAA) retenu dans l'analyse

Le champ des industries agroalimentaires (IAA) regroupe les industries alimentaires et les fabrications de boissons (divisions 10 et 11 de la nomenclature d'activité productive NAF rév.2, 2008 de l'INSEE). Sauf précision contraire, il ne comprend pas la fabrication de produits à base de tabac (division 12). Par ailleurs, les données présentées incluent l'artisanat commercial (activités de charcuterie, boulangerie, pâtisserie et cuisson de produits de la boulangerie), mais excluent le commerce de gros de produits alimentaires et de boissons. Enfin, sauf indication contraire, les évolutions sont calculées à partir de données brutes en glissement annuel, c'est-à-dire en référence à la même période de l'année précédente.

En 2017, la production des IAA a très légèrement augmenté

Sur les huit premiers mois de l'année 2017, la production des IAA s'est accrue de 0,5 % sur un an malgré deux jours ouvrables en moins par rapport à la même période de 2016 (*graphique 1*). Corrigée des jours ouvrables (CVS-CJO), la hausse n'est que très légèrement supérieure (+ 0,6 %), confirmant la faible variation de la production des IAA depuis 2013.

Graphique 1 - Sur les huit premiers mois de 2017, la production des IAA a légèrement augmenté sur un an



Source : Insee, indice de production industrielle (IPI) CVS-CJO. Moyenne sur les huit premiers mois.

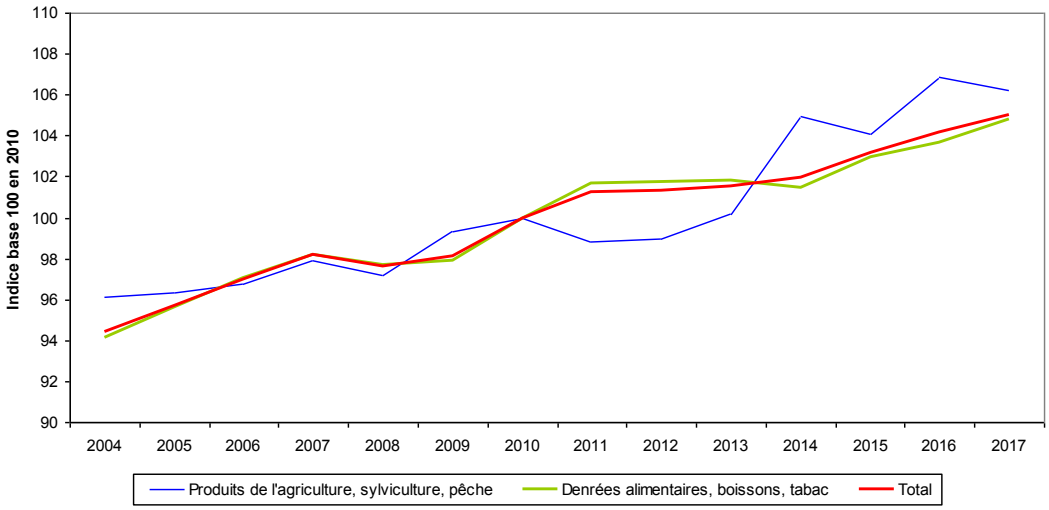
En 2016, les fabrications de boissons ont été dynamiques (+ 7 %), en particulier en tout début d'année et à l'approche de l'été, en lien avec une demande étrangère en hausse et les différents pics de chaleur ayant touché la France au printemps. De leur côté, les fabrications

de produits alimentaires ont légèrement reculé sur la période (- 0,6 %) pour la deuxième année consécutive. Les évolutions sont toutefois hétérogènes selon les produits. Ainsi, en raison de conditions climatiques plus favorables à la production de légumes qu'en 2016, les fabrications de *produits à base de fruits et légumes* ont été très dynamiques (+ 10 %). Celles d'*huiles et graisses végétales et animales* ont également été soutenues (+ 5,1 %), en lien avec la hausse des disponibilités mondiales de graines oléagineuses sur la campagne 2016/2017. À l'inverse, la production de *viande et produits à base de viande* s'est contractée de 2,2 % sous l'effet notamment de la baisse du cheptel porcin fin 2016 et de l'épisode de grippe aviaire ayant affecté le Sud-Ouest de la France. De même, les fabrications de *produits laitiers* ont légèrement diminué (- 0,6 %), en lien avec le recul de la collecte et la crise du beurre, ainsi que celles des *autres produits alimentaires* (- 2,3 %).

En 2017, la croissance de la consommation des ménages en produits alimentaires s'est poursuivie

Sur les huit premiers mois de l'année 2017, la consommation des ménages en produits agroalimentaires a de nouveau augmenté. La croissance a été uniquement tirée par l'accroissement des volumes de denrées alimentaires, boissons et tabac consommés par les ménages, la consommation de produits bruts de l'agriculture et de la pêche (fruits et légumes, poissons frais, etc.) ayant reculé sur la période, après une brève augmentation l'année précédente (*graphique 2*).

Graphique 2 - Sur les neuf premiers mois de 2017, la tendance à la hausse de la consommation des ménages en produits agroalimentaires s'est poursuivie



Source : Insee, comptes trimestriels - traitement SSP - Indice CVS-CJO base 100 en 2010. Moyenne sur les trois premiers trimestres.

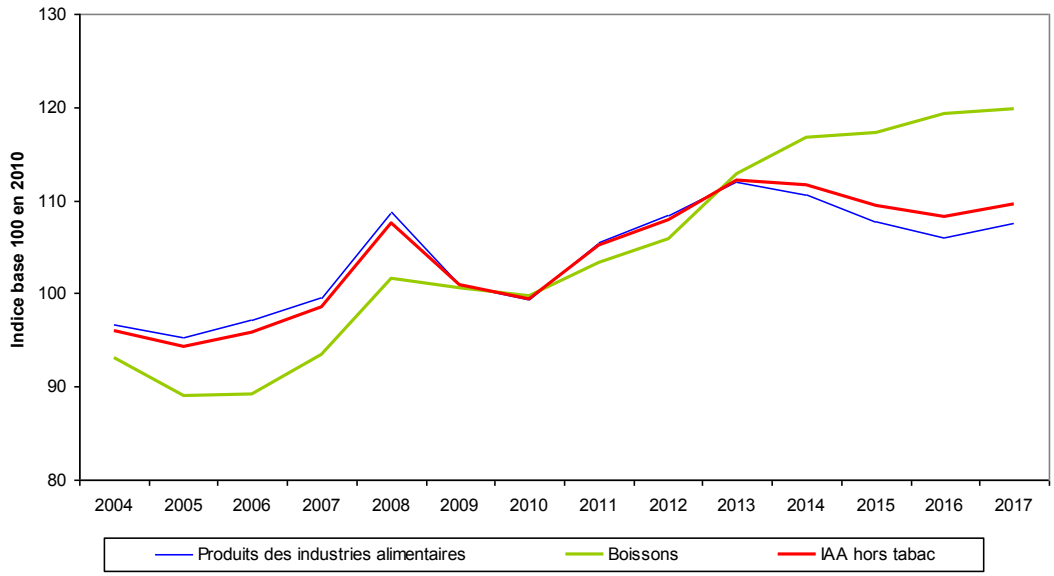
Sur les huit premiers mois de 2017, l'excédent commercial s'est accru

Après une brève détérioration en 2016, l'excédent commercial des IAA s'est amélioré en 2017 (+ 7,5 % sur les huit premiers mois), renouant ainsi avec la hausse observée en 2015, essentiellement grâce à la hausse de la demande étrangère (particulièrement de boissons). L'excédent des échanges de boissons s'est accru (+ 10,7 %) tandis que le déficit commercial de produits alimentaires s'est creusé pour la cinquième année consécutive, sous l'effet d'une hausse des importations supérieure à celle des exportations.

Les prix à la production se sont redressés sur les huit premiers mois de 2017

Pour la première fois depuis 2014, les prix à la production des IAA ont augmenté sur les huit premiers mois de l'année 2017 (+ 1,2 % sur un an) (*graphique 3*), principalement soutenus par la hausse des prix des produits alimentaires (+ 1,4 % sur un an et + 1,1 point de contribution à la croissance globale). Les prix des *viande et produits à base de viande* (+ 2,1 %), en lien avec l'augmentation des cours des animaux de boucherie ont été particulièrement dynamiques, ainsi que ceux des *produits laitiers* (+ 2,6 %) sous l'effet du redressement des cours du lait depuis l'été 2016. Les prix à la production des boissons ont comparativement moins fortement progressé (+ 0,5 %), poursuivant la progression amorcée en 2016, mais à un rythme moins soutenu que les années précédentes (+ 3 % sur les huit premiers mois de l'année entre 2011 et 2016).

Graphique 3 - Sur les huit premiers mois de 2017, augmentation des prix à la production de IAA, essentiellement sous l'effet de la hausse des prix des produits alimentaires

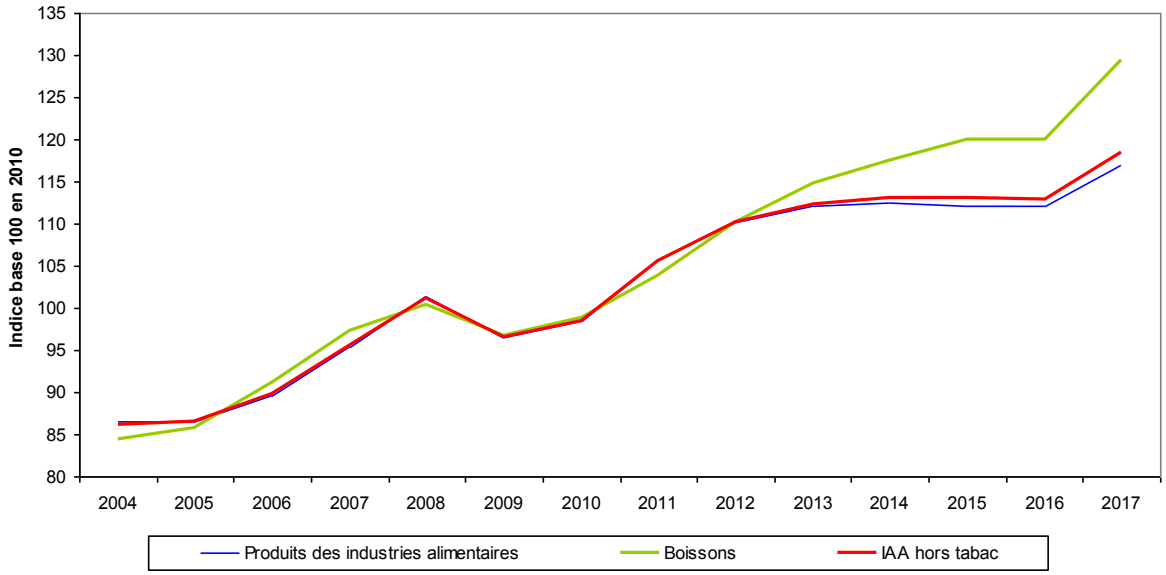


Source : Insee, indice des prix à la production (IPP). Moyenne sur les huit premiers mois.

L'embellie du chiffre d'affaires s'est poursuivie

Soutenu par la hausse des prix et de la production, le chiffre d'affaires du secteur des industries agroalimentaires a progressé sur les huit premiers mois de 2017 (+ 2,7 % en moyenne sur un an en brut), confirmant la reprise amorcée en 2016 après une année de stabilisation (*graphique 4*). Le chiffre d'affaires a été tiré à la fois par les produits alimentaires et les boissons (resp. + 3,9 % et + 6,9 % sur un an). Corrigée des jours ouvrables, la hausse du chiffre d'affaires des industries agroalimentaires est encore plus marquée (+4,8 %), et contraste avec la stabilité observée sur la période les deux années précédentes.

Graphique 4 - Sur les huit premiers mois de 2017, hausse du chiffre d'affaires des IAA



Sources : Insee - comptes trimestriels - traitement SSP - Indice CVS-CJO. Moyenne sur les trois premiers trimestres

L'emploi dans les IAA est en légère hausse sur un an au 1er semestre 2017

Pour la deuxième année consécutive, l'emploi dans les IAA (produits alimentaires et boissons, tabac, artisanat de la charcuterie et de la boulangerie-pâtisserie) a progressé sur un an au 1er semestre 2017 d'après les comptes trimestriels de l'INSEE (+ 0,7 %). En moyenne, les IAA ont employé 569 400 salariés (tous contrats et tous temps de travail confondus), soit 5 700 salariés de plus qu'au 1er semestre 2016, atteignant son niveau le plus élevé depuis la crise de 2008. Cette évolution contraste avec la baisse tendancielle observée dans l'ensemble de l'industrie manufacturière depuis 2007. Au premier semestre 2017, l'emploi a diminué de 0,3 % en moyenne sur un an, soit l'équivalent de 8 100 salariés en moins.

COMMERCE EXTERIEUR AGROALIMENTAIRE

En 2017, l'excédent des échanges de produits agroalimentaires s'est de nouveau dégradé. Sur les neuf premiers mois, il s'établit à 3,7 Md€, en baisse de 1,1 Md€, soit - 23 %. Ce recul est imputable aux produits bruts, pour la première fois déficitaires, en raison principalement de la baisse des exportations de céréales, consécutive à la mauvaise récolte de l'été 2016. A l'inverse, l'excédent des produits transformés a progressé de 0,3 Md€ sur un an, les exportations de boissons alcoolisées apparaissant plus que jamais comme le moteur des exportations agroalimentaires.

Sur les neuf premiers mois de 2017, le déficit global des échanges extérieurs français s'est élevé à 62,1 milliards d'euros (Md€) (+ 13,4 Md€ par rapport à 2016). Si plus du tiers de cette hausse s'explique par la progression des cours du pétrole par rapport à 2016 (avec une augmentation de 4,6 Md€ de la facture énergétique), la diminution des excédents concernant les produits phares des exportations françaises a également contribué à la dégradation de la balance commerciale avec - 2,9 Md€ pour le matériel de transport, - 0,7 Md€ pour les produits pharmaceutiques et - 1,1 Md€ pour les produits agricoles et agroalimentaires.

Sur les neuf premiers mois de 2017, l'excédent des échanges agroalimentaires français de produits bruts est déficitaire

En cumul sur les neuf premiers mois de 2017, l'excédent agroalimentaire marque un nouveau recul, à + 3,7 Md€ (+ 4,7 Md€ en 2016). Cette baisse s'explique uniquement par les échanges de produits bruts devenus déficitaires en 2017 (- 0,5 Md€) et a été partiellement compensée par l'amélioration de l'excédent en produits transformés (+ 4,2 Md€) (*tableaux 1 et 2*).

Tableau 1 - Sur les neuf premiers mois de 2017, les exportations françaises de céréales ont fortement contribué à la baisse de l'excédent des échanges de produits bruts

Unité : million d'euros

Produits CPF4	Cumuls 9 mois					
	Importations		Exportations		Solde	
	2016	2017	2016	2017	2016	2017
PRODUITS BRUTS	**10 280**	**10 789**	**11 187**	**10 299**	**908**	**-490**
Agriculture et élevage	**8 906**	**9 358**	**10 462**	**9 557**	**1 556**	**199**
Céréales, légum., oléagi.	1 396	1 369	5 763	4 637	4 367	3 269
Céréales n. c. riz	*330*	*376*	*4 762*	*3 645*	*4 431*	*3 269*
Oléoprotéagineux	*1 062*	*989*	*997*	*991*	*-64*	*2*
Légumes, fleurs, plantes	2 458	2 649	1 775	1 878	-684	-771
Légumes	*2 051*	*2 231*	*1 557*	*1 655*	*-494*	*-576*
Prod. cult. permanentes	4 652	4 947	1 332	1 382	-3 320	-3 564
Fruits	*3 030*	*3 170*	*1 073*	*1 078*	*-1 957*	*-2 092*
Café, cacao, thé	*704*	*700*	*18*	*23*	*-686*	*-677*
Animaux vifs, œufs, miel	400	393	1 592	1 658	1 192	1 266
Bovins	*25*	*22*	*1 021*	*1 065*	*995*	*1 043*
Produits sylvicoles	**188**	**186**	**303**	**318**	**115**	**132**
Pêche et aquaculture	**1 185**	**1 245**	**423**	**424**	**-763**	**-821**

Source : DGDDI (Douanes) - traitement Agreste

Tableau 2 - Sur les neuf premiers mois de 2017, les exportations de boissons alcoolisées ont tiré l'excédent commercial à la hausse

Unité : million d'euros

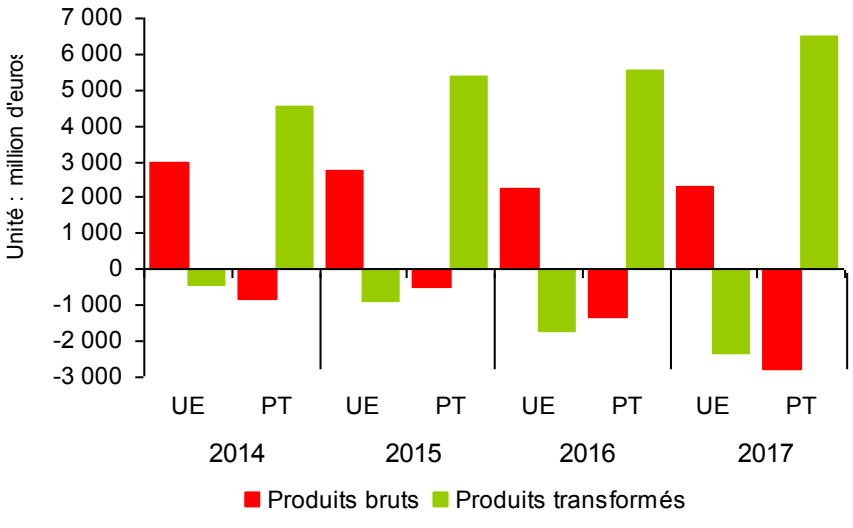
Produits CPF4	Cumuls 9 mois					
	Importations		Exportations		Solde	
	2016	2017	2016	2017	2016	2017
IAA, TABACS	**28 683**	**30 422**	**32 514**	**34 576**	**3 832**	**4 154**
Viandes, prod. de l'abattage	3 905	4 094	3 141	3 249	-764	-845
Viande bovine	*886*	*875*	*664*	*672*	*-222*	*-203*
Viande porcine	*489*	*581*	*590*	*609*	*101*	*28*
Volaille	*785*	*776*	*573*	*563*	*-212*	*-213*
Prod. préparés de la pêche	2 856	3 102	619	654	-2 237	-2 448
Prod. à base de fruits & lég.	3 570	3 754	1 461	1 549	-2 109	-2 205
Huiles, tourteaux, corps gras	2 547	2 515	923	836	-1 624	-1 680
Tourteaux	*1 050*	*942*	*102*	*111*	*-948*	*-831*
Produits laitiers, glaces	2 383	2 952	4 626	4 921	2 243	1 969
Fromages	*1 031*	*1 163*	*2 139*	*2 190*	*1 108*	*1 027*
Produits des céréales	1 258	1 306	1 989	2 005	731	699
Biscuits, pâtisseries, pâtes	1 659	1 695	1 379	1 442	-280	-253
Autres produits alimentaires	5 891	6 287	5 961	6 591	70	304
Sucre	*200*	*203*	*770*	*860*	*570*	*657*
Chocolat, confiserie	*2 158*	*2 231*	*1 596*	*1 621*	*-562*	*-610*
Aliments pour animaux	732	783	1 548	1 629	816	846
Boissons	2 534	2 674	10 674	11 555	8 140	8 881
Vins, champagne	*552*	*592*	*5 793*	*6 425*	*5 241*	*5 833*
Eaux de vie, alcools	*838*	*862*	*3 046*	*3 321*	*2 209*	*2 458*
Tabacs	1 345	1 259	193	145	-1 153	-1 114

Source : DGDDI (Douanes) - traitement Agreste

Avec l'UE, un solde agroalimentaire déficitaire à - 60 M€

Les échanges de produits bruts se sont dégradés principalement avec les pays tiers (*graphique 1*) avec un déficit atteignant - 2,8 Md€ en 2017 (- 1,4 Md€ en 2016). Tiré par des exportations extracommunautaires en hausse, l'excédent des échanges en produits transformés a, lui, augmenté avec les pays tiers (+ 17 %, à 6,5 Md€), et a permis de contrebalancer la détérioration de 37 % du déficit des échanges avec l'UE (- 2,3 Md€) imputable à la croissance des importations.

Graphique 1 : Sur les neuf premiers mois de 2017, aggravation du déficit commercial de produits bruts avec les pays tiers et du déficit de produits transformés avec l'UE



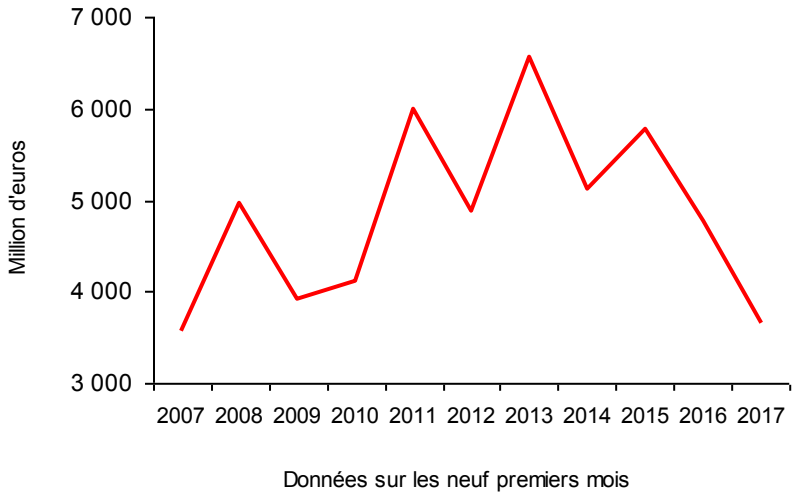
Source : DGDDI (Douanes) - traitement Agreste

Céréales : la récolte 2016 a pesé fortement sur l'excédent commercial en 2017

Premier contributeur à l'excédent commercial agroalimentaire après les boissons, le solde des céréales a fondu de près de 1,2 Md€ sur les neuf premiers mois de 2017 par rapport à 2016 (*tableau 1*), sous l'effet de la contraction des exportations (- 23 % en volume sur un an et – 28 % en valeur) consécutive aux mauvaises récoltes de l'été 2016 (*graphique 2*). Les volumes exportés de blé tendre ont fortement régressé de 33 % soit - 5,1 millions de tonnes (Mt) du fait de la moindre demande en provenance des pays tiers et plus particulièrement du Maroc et de l'Algérie, deux débouchés traditionnellement importants pour l'origine française. En valeur, les ventes de blé tendre ont également reculé de 706 millions d'euros (M€). Quant aux exportations de maïs et d'orge, elles ont diminué respectivement de - 253 et - 156 M€. De nouveau pénalisés par les prix et la faiblesse des disponibilités, les volumes exportés de maïs français se sont repliés (- 34 % soit - 1,5 Mt). Pour l'orge, la France a été également confrontée à la diminution des quantités expédiées (- 14 % soit - 0,7 Mt), notamment vers la Chine et le Maroc, baisse en partie compensée par des achats dynamiques de la part de l'Arabie Saoudite et de la Tunisie.

La commercialisation de la récolte 2017 de céréales à paille, abondante et de qualité, pourrait cependant permettre d'atténuer un peu les très mauvais résultats du commerce extérieur en céréales avec une reprise des exportations depuis septembre.

Graphique 2 : Sur les neuf premiers mois de 2017, les exportations de céréales se sont fortement contractées en valeur sur un an



Source : DGDDI (Douanes) - traitement Agreste

Filière oléagineuse : déficit stabilisé sur les neuf premiers mois de 2017

Par rapport aux neuf premiers mois de 2016, le déficit de la filière oléagineuse (graines, huiles et tourteaux) s'est creusé de 11 M€ sur un an pour s'établir à - 1,7 Md€, pénalisé par des exportations d'huile en diminution de 97 M€, notamment de colza et de soja. Cette baisse a cependant été en partie contrebalancée par le recul des achats de graines de tournesol (- 72 M€) du fait de l'augmentation de la production 2016 principalement écoulée en 2017, et de tourteaux (- 108 M€).

Sucre : hausse de l'excédent des échanges (657 millions d'euros sur neuf mois)

Les exportations de sucre ont augmenté de 12 % en valeur (soit + 90 M€) en lien avec la progression des prix à l'exportation d'une année sur l'autre (*tableau 2*). Dans le même temps, les importations se sont accrues plus légèrement (+ 3 M€).

Fruits et légumes : le déficit commercial a continué de se creuser, particulièrement en produits frais

Sur les neuf premiers mois de 2017, le déficit structurel de la filière fruits et légumes (fruits, légumes et produits à base de fruits et légumes) s'est détérioré de 312 M€ par rapport à 2016, atteignant - 4,9 Md€.

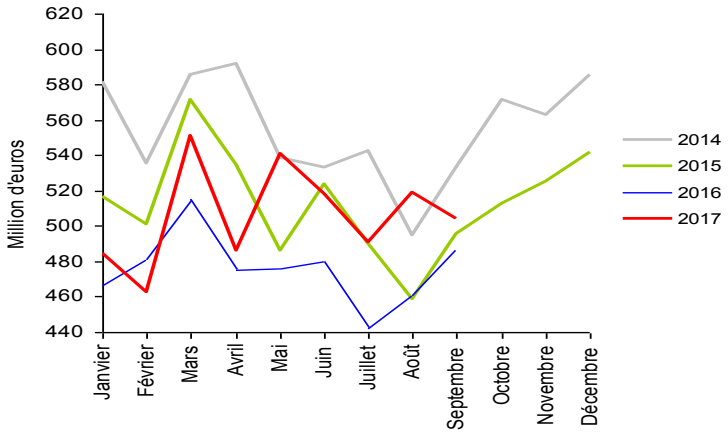
Le déséquilibre commercial en légumes frais s'est accru de 82 M€ en valeur, le dynamisme des exportations sur un an (+ 98 M€) ne suffisant pas à compenser la croissance des importations (+ 180 M€). Avec des prix plutôt orientés à la hausse, notamment grâce à la bonne tenue des cours sur la campagne 2016/17 et des volumes en hausse de 4 % (+ 54 700 tonnes), les exportations de pommes de terre ont augmenté de 5 % en valeur sur un an (soit + 20 M€). Les importations ont augmenté, pour leur part, de 13 % (soit + 13 M€). En valeur, le déficit commercial des fruits frais s'est creusé de 135 M€ (+ 7 %) avec l'augmentation des importations de 140 M€ (principalement due à des achats de bananes et d'avocats en hausse).

Concernant les produits transformés à base de fruits et légumes, seules les confitures, gelées, compotes et purées de fruits ont été excédentaires et, à un degré moindre, les pois appertisés. Au total, sur les neuf premiers mois de 2017, le déficit des échanges de produits issus de la transformation des fruits et légumes s'est creusé de 95 M€, en raison principalement de l'augmentation des importations (+ 183 M€).

Produits laitiers : malgré la reprise des exportations, la progression des importations en valeur a pesé sur l'excédent

Sur les neuf premiers mois de 2017, les importations de produits laitiers ont progressé de 569 M€ par rapport à 2016. Cette tendance s'explique principalement par l'augmentation de 271 M€ des achats de beurre et de pâtes à tartiner laitières due à la flambée des cours du beurre. Après deux années difficiles, la reprise des exportations (+ 273 M€ sur un an) tirée par une demande mondiale dynamique (*graphique 3*) a été insuffisante pour compenser la croissance des importations.

Graphique 3 : Sur les neuf premiers mois de 2017, augmentation des exportations de produits laitiers en valeur



Source : DGDDI (Douanes) - traitement Agreste

Filières animales : en 2017, les importations de viande porcine pèsent sur l'excédent malgré le dynamisme des échanges de bovins

Sur les neuf premiers mois de 2017, l'excédent des échanges de la filière animale (+ 0,4 Md€) a reculé de 7 M€, soit – 2 % par rapport à 2016.

L'excédent des échanges d'animaux vivants, de miel et d'œufs a progressé de 74 M€ sur un an. Cette évolution s'explique principalement par la hausse de 44 M€ des exportations de bovins, notamment vers l'Italie (+ 7 % soit + 49 M€), premier débouché pour l'origine française, mais aussi vers l'Espagne (+ 36 % soit + 44 M€).

Concernant les produits transformés, le déficit commercial de produits animaux (viandes, préparations et sous-produits issus de l'abattage) s'est creusé de 81 M€ sur un an. Si le déséquilibre commercial s'est réduit pour la viande bovine (+ 19 M€) l'excédent de la filière porcine s'est fortement détérioré (- 73 M€). Les échanges de viande bovine ont bénéficié d'une baisse des importations de 11 M€, dans un contexte où la consommation apparente française de viande bovine diminuait, conjuguée à une hausse des exportations de 9 M€. Les importations de viande de porc se sont accrues (+ 92 M€ en valeur) sous l'effet d'une production en baisse. Quant au déficit de la viande de volaille, il a légèrement augmenté (+ 1 M€). Les importations de volaille ont reculé (- 9 M€ en valeur) mais ont été insuffisantes pour compenser la baisse des exportations (- 10 M€), principalement celles de viande de poulet vers l'Arabie Saoudite.

Vins et alcools : moteur des exportations de produits agroalimentaires en 2017

Sur les neuf premiers mois de 2017, les exportations de vins et champagne ont progressé de 11 % en valeur (+ 632 M€) par rapport aux neuf premiers mois de 2016. Vers le Royaume-Uni et l'Allemagne, débouchés les plus importants au sein de l'UE, les ventes ont augmenté de respectivement + 36 et + 19 M€. Mais c'est à destination des pays tiers que les ventes ont été les plus dynamiques : les exportations ont continué de progresser vers les Etats-Unis (+ 175 M€) mais aussi vers les pays de la zone « Chine, Japon, Hong Kong, Singapour et Taïwan » (+ 211 M€ dont + 99 M€ pour la Chine). Ces bons résultats ont fortement contribué à la hausse de l'excédent commercial (+ 593 M€ sur un an).

Les exportations d'alcools spiritueux (cognac, rhum, etc.), en hausse de 9 % en valeur soit + 274 M€ par rapport à 2016, ont également bénéficié du dynamisme des échanges avec les continents américain et asiatique (+ 131 M€ à destination de la Chine et + 73 M€ vers les Etats-Unis). Au total l'excédent des échanges de vins et spiritueux a atteint 8,3 Md€ (+ 11 % sur un an).

ORGANISMES

Agreste : données collectées et diffusées par le SSP
AGPB : Association générale des producteurs de blé et autres céréales
AGPM : Association générale des producteurs de maïs
Arvalis : Institut du végétal
ASTREDHOR : Association nationale des structures d'expérimentation et de démonstration en horticulture
BNIC : Bureau national interprofessionnel du cognac
CGB : Confédération générale des planteurs de betteraves
CIC : Conseil international des céréales
Cidef : Comité interprofessionnel de la dinde
Cifog : Comité interprofessionnel des palmipèdes à foie gras
Cip : Comité interprofessionnel de la pintade
CNCA : Caisse nationale de crédit agricole
Cniel-Iri : Comité national interprofessionnel de l'économie laitière - Information resources Inc.
CNIPT : Comité interprofessionnel de la pomme de terre
CNPO : Comité national pour la promotion de l'œuf
Coceral : Comité du commerce des céréales, aliments du bétail, oléagineux, huile d'olive, huiles et graisses et agrofournitures de l'Union européenne
Coop de France
CTIFL : Centre technique interprofessionnel des fruits et des légumes
DGAL : Direction générale de l'alimentation
DGI : Direction générale des impôts
DGCCRF : Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes
DGDDI : Direction générale des douanes et droits indirects
DGPE : Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises
DSV : Direction des services vétérinaires
Eurostat : office statistique des communautés européennes
FranceAgriMer : office national unique des produits de l'agriculture et de la mer depuis le 1er avril 2009
FAO : Food and agriculture organisation
FOP : Fédération française des producteurs d'oléagineux et de protéagineux
GIPT : Groupement interprofessionnel pour la valorisation de la pomme de terre
GNIS : Groupement national interprofessionnel des semences et plants
Inra : Institut national de la recherche agronomique
Insee : Institut national de la statistique et des études économiques
Itavi : Institut technique de l'aviculture
Matif : Marché à terme international de France
NEPG : North-Western European Potato Growers (groupement des producteurs de pommes de terre du Nord-Ouest européen)
OCM : Organisation commune des marchés
Oilworld : independant forecasting service for oilseeds, oils and meals
OIS : Organisation mondiale du sucre
OIV : Organisation internationale de la vigne et du vin
OP : Organisme de producteurs
RNM : Réseau des nouvelles des marchés
SSP : Service de la statistique et de la prospective
Snia : Syndicat national des industriels de la nutrition animale
SNFS : Société nationale des fabricants de sucre
StatCan : Statistique Canada
Synalaf : Syndicat national des labels avicoles de France
UE : Union européenne (à 27 à partir de 2007)
Unctad : United nations conference on trade and development (Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement)
Unifa : Union des industries de la fertilisation
Unip : Union nationale interprofessionnelle de plantes riches en protéines
USDA : United States department of agriculture (homologue américain du Ministère de l'agriculture et de la pêche)
WASDE : Word agricultural supplies and demand estimates

ABRÉVIATIONS

AB : agriculture biologique
AOC : appellation d'origine contrôlée
AOP : appellation d'origine protégée
ACE : aides aux cultures énergétiques
BDNI : base de données nationales d'identification
BTP : bâtiment et travaux publics
Caf : coût, assurance, fret
Cib : consommation indigène brute
Cic : consommation indigène corrigée
CJO : corrigé des jours ouvrables
CPA : classification de produits associés aux activités
CPF : classification de produits française
CVJA : corrigé des variations journalières d'abattages
CVS : corrigé des variations saisonnières
Fab : franco à bord
FCO : fièvre catarrhale ovine
Fob : free on board
Ica : Indice de chiffre d'affaires
IGP : indication géographique protégée
IAA : industries agroalimentaires
ICA : indice de chiffre d'affaires
Ipaa : indice de prix de l'alimentation animale
Ipampa : indice des prix d'achat des moyens de production agricole
IPC : indice des prix à la consommation
Ipi : indice des prix industriels
IPP : indice de production industrielle
Ippap : indice des prix des produits agricoles à la production
IPVI : indice des prix de vente industriels
Isop : informations et suivi objectif des prairies
Min : marchés d'intérêt national
mm3, mm12 : moyenne mobile sur 3 mois, moyenne mobile sur 12 mois
Naf : nomenclature d'activités française
NC : nomenclature combinée
Otex : orientation technico-économique des exploitations
Pac : poulet prêt à cuire
Pib : production indigène brute
Pic : production indigène contrôlée
ProdCom : production communautaire
Rica : réseau d'information comptable agricole
SAA : statistique agricole annuelle
Sap : statistique annuelle provisoire
Smic : salaire minimum interprofessionnel de croissance
SRW : soft red winter
tec : tonne-équivalent-carcasse
teoc : tonne-équivalent-œuf-coquille
TIPP : taxe intérieure sur les produits pétroliers
TNO : tendance nationale officieuse
VAIG : vins avec indication géographique
VCC : vins de consommation courante
VDQS : vins délimités de qualité supérieure
VQPRD : vins de qualité produits dans des régions délimitées
VSM : viande séparée mécaniquement

Pour en savoir plus

■ **Le site Agreste de la statistique agricole : www.agreste.agriculture.gouv.fr**

Les publications Agreste Conjoncture sont consultables dans la rubrique *Conjoncture.*

Les séries conjoncturelles sont disponibles dans l'espace *Données en ligne.*

■ **Le site de FranceAgriMer - Réseau des nouvelles des marchés : www.rnm.franceagrimer.fr/**

Des séries de prix sont disponibles sur le site du RNM.

■ **Le Centre d'information et de documentation Agreste (CDIA) : agreste-info@agriculture.gouv.fr**

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

Agreste : la statistique agricole

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE
3 rue Barbet de Jouy - 75349 PARIS 07 SP
Site internet : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Directrice de la publication : Béatrice Sédillot
Rédactrice en chef : Annie Delort
Composition : SSP
Dépot légal : À parution
© Agreste 2017

Cette publication est disponible à parution sur le site Internet de la statistique agricole
www.agreste.agriculture.gouv.fr

Sommaire du bilan

Climatologie	*5*	*A. Triquenot*
Grandes cultures	*9*	*J-M. Pognat*
Fruits et légumes	*19*	*L. Bernadette, S. Bernadet*
Vins	*29*	*A. Delort*
Productions animales	*37*	*M-A Lapuyade, A. Lavergne, C. Pendaries, A. Calvino*
Intrants	*57*	*M. Kuhn-Le Braz, A. Lavergne*
IAA	*65*	*M. Kuhn-Le Braz*
Commerce extérieur	*69*	*T. Champagnol*

Organismes et abréviations

Pour en savoir plus

Les Infos rapides sont disponibles dans ‘Conjoncture’ sur www.agreste.agriculture.gouv.fr

Les principales séries mensuelles sont présentes dans le Bulletin, et les données détaillées dans les Données en ligne du site Agreste.

Numéro 5 - décembre 2017

Agreste : la statistique agricole

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
Secrétariat Général
SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE
Site Internet : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Prix : 7,00 €